

Les « primaires » du Sud aux Etats-Unis

Républicains : victoire écrasante de M. Bush Démocrates : M. Dukakis se détache

Médiocre campagne...

Dans les primaires américaines, les jeux sont faits, ou presque. Et la confusion du clan démocrate est aussi inévitable que l'investiture du vice-président Bush chez les républicains. Soit, et après ? Il aura fallu des centaines de millions de dollars dépensés, de milliers de kilomètres parcourus, d'innombrables heures d'émissions télévisées, pour le constater : au cours de ces éliminatoires redoutables que sont les primaires, des espoirs ont été déçus, des carrières détruites et des concurrences irrémédiablement ruinées, sans que le moindre idée, le moindre projet n'aient été évoqués.

Au point que l'on en vient à se féliciter pour l'Amérique qu'il y ait le CEE, le Japon et Panama ! Entre les diatribes trop protectionnistes pour ne pas être démagogiques du démocrate Gephart contre le « péril jaune économique » et l'acharnement soudain du républicain Dole à défendre son pays contre la drogue, la CIA et le général Noriega, la campagne américaine a trouvé un semblant de débat. L'artifice ne trompe pas. Pour avoir joué les Cassandra économiques devant des électeurs frievux qui refusent d'arrondir leurs épaules et de lâcher, beaucoup ont eu à s'en mordre les doigts. Ce n'est sans doute pas pour rien que les républicains jouent la carte du « statu quo » en maintenant sous pression les acquis du réaganisme, à défaut d'un autre projet. Et le fait que le vice-président Bush ne doive son succès qu'à son arrière-pensée d'héritier.

Côté démocrate, le « vide » idéologique en devient poignante, exception faite du pasteur noir Jesse Jackson, que son « libéralisme » général, mais d'un autre âge, place à contre-courant. Il était pourtant des candidats qui avaient des choses à dire. Certains, dont Sam Nunn, le sénateur de Géorgie, spécialiste incarté des questions de défense, ont reculé devant l'obstacle financier exorbitant que représentent de plus en plus ces élections-spectacles. D'autres ont succombé avant même de s'être fait entendre, victimes, comme l'ancien favori Gary Hart, de n'avoir pu passer le barrage de moralité pudibonde imposé par les électeurs. Comme si, ignorant le fond, les Américains se pressaient à devenir pointilleux sur la forme. Pour « compenser ».

Et, à l'aune de cette nouvelle moralité qui exige que le futur leader du « monde libre » ne puisse être un homme libéré, quel grand président américain, de Roosevelt à Kennedy, aurait résisté ? Avec pareils critères, comment s'étonner de ce que bien des hommes politiques aux idées précises sinon nouvelles sur ces Etats-Unis qu'il est de bon ton de juger en déclin aient préféré s'abstenir ? Il y a longtemps déjà que le site américain se méfie des sifflets du pouvoir. Et les soirées de « raz de marée électoral », comme se complaisent à dire les télévisions, il ne s'est trouvé, bien souvent, que la moitié du pays pour aller voter.

La « curvée 88 » ne fera pas exception. A ces jeux où, dominée par l'argent, et la moralité des apparences, la politique n'est plus qu'une question d'opportunité, on récolte rarement autre chose que la médiocrité.

M 0147 - 0310 0 - 4,50 F
3790147004500 03100

Le vice-président George Bush, en remportant, le mardi 8 mars, une écrasante victoire aux « primaires » du Sud, est à peu près certain d'obtenir l'investiture du Parti républicain pour l'élection présidentielle. Chez les démocrates, où le sénateur Albert Gore (le seul « Sudiste ») et le pasteur noir Jesse Jackson, sont au coude à coude, M. Dukakis, gouverneur du Massachusetts, se détache. Les « primaires » du 15 mars dans l'Illinois lui permettront peut-être de confirmer son avance.

WASHINGTON
de notre correspondant

La course semblait devoir durer jusqu'à l'été, mais, côté républicain, elle paraît presque terminée. Au soir de la plus grande série de « primaires » jamais tenue aux Etats-Unis, le vice-président George Bush touche au but.

Sauf accident, on voit mal comment il pourrait ne pas être le candidat de son parti pour l'élection présidentielle de novembre prochain. Mais, sur une autre piste, trois démocrates au moins restent au coude à coude, et tout indique qu'ils devront, eux, courir encore longtemps...

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 6.)

Nouvelles perturbations monétaires

Mme Thatcher encourage la flambée de la livre

La livre sterling s'est stabilisée à de hauts niveaux le mercredi 9 mars dans la matinée. Les déclarations de Mme Thatcher excluant une action volontariste pour freiner la flambée sur la devise britannique n'a fait que conforter les spéculateurs, qui espèrent pouvoir engranger des gains à court terme. La hausse de la livre suscite une certaine inquiétude due au fait qu'elle pourrait retarder, une fois de plus, tout rapprochement entre la livre et le système monétaire européen.

Devant la Chambre des communes, le mardi 8 mars, Mme Margaret Thatcher a été très claire : l'envoie de la livre ne sera pas freinée par une baisse des taux d'intérêt ou par des interventions de la Banque d'Angleterre. Ces deux types d'actions seraient dangereusement inflationnistes. Il n'en a pas fallu plus pour que les opérateurs semblent décidés à tester le seuil de 3,10 marks pour une livre. Alors que le dollar s'effritait vis-à-vis des monnaies européennes dans la matinée du 9 mars, le sterling s'échangeait à de très hauts niveaux, 3,067 marks, 1,8350 dollar et 10,38 F. Si des primes de bénéfices étaient attendues dans la journée étendant la pression sur la devise britannique, les cambistes voyaient leur analyse confirmée.

FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 27.)

L'attentat en Corse



Lire page 11 l'article de PHILIPPE BOGGIO et MICHEL CODACCIONI

L'ENQUÊTE : les interrogations face aux affrontements dans les territoires occupés

Les juifs de France et la « guerre des pierres »

Les juifs français, on s'en doute, détestent la guerre des pierres. Ils détestent aussi l'idée d'avoir l'air de se taire, mais préfèrent rien dire, puisqu'ils n'ont rien à répondre à ces images qui parlent d'elles-mêmes. L'idéal, pour résumer, serait de pouvoir parler sans se prononcer.

Trois mois après le début des « événements » dans les territoires occupés, le terme de « répression » n'est pas admis par tout le monde dans la communauté. Les juifs de France n'ont pas décidé de leur vocabulaire.

Ils parlent, mais de préférence entre eux, parce qu'ils sont à la recherche d'une solution. D'un côté, leur parvient la voix bien connue de ceux qui affirment, avec presque « une joie triomphale », selon l'expression d'Alain Finkielkraut, qu'il est impossible de négocier « faute d'interlocuteur palestinien ». De l'autre, ils perçoivent de plus en plus distinctement l'inquiétude de ceux qui se demandent si l'armée israélienne ne va pas être condamnée, comme dit aussi l'écrivain, à rester en Cisjordanie pour « protéger les

colons des Palestiniens et les Palestiniens des colons ».

La partie indécise de la communauté, celle qui fréquente la synagogue ou l'occasion des mariages, et guère plus souvent la philosophie de Finkielkraut, attend pour se lancer dans la rhétorique d'en savoir plus. Pour l'instant, elle ne va pas toujours au bout de ses phrases. Cet état décousu porte un nom générique : le « désarroi ». On n'a pas encore trouvé de meilleure traduction à cette multiplication de voix discordantes qui disent toutes pourtant la même chose fondamentale : les droits de l'homme ont leur importance, mais, cette fois, c'est de l'existence d'Israël qu'il est question.

Le « désarroi » de la communauté juive de France a intéressé trois hebdomadaires pendant la même semaine de février. On n'a pas compris pour autant ce que la presse en pensait, bien qu'elle ait pris soin d'interroger aussi des juifs américains, qui sont plus expansifs. Nul n'a très bien saisi non plus l'opinion des responsables politiques français. Mais on

ne les comprend que trop de ne pas se précipiter, à deux fois du premier tour, sur les occasions de dire un mot de trop. Pour la télévision irlandaise, M. François Mitterrand a cependant ressenti comme « proprement insupportable » cette « turberie quotidienne ».

Mais on a parfaitement suivi ce que tout le monde sous-entend et que l'hebdomadaire Tribune juive imprime dans un éditorial : quarante-quatre ans après Vichy, la France conserve dans ses placards des cadavres et des silences qui, pour certains, parlent encore.

Elle a « mauvaise conscience ». Elle serait mal venue de s'impatienter, de sommer les juifs de parler et de choisir entre « un aveu ou une confession », comme s'y sent déjà invité Alain Finkielkraut : « Si je condamne Israël, j'assure mon salut » (1).

CORINE LESNES.
(Lire la suite et le reportage de MICHEL KAJMAN à Strasbourg page 10.)

(1) Interview à Radio-7 et à Actualité juive, dans le dernier numéro de février du magazine.

Commerce extérieur

Equilibré en janvier.
PAGE 32

Les troubles au Caucase
Sévère réquisitoire dans la presse soviétique contre les « erreurs » de la politique des nationalités.
PAGE 3

Redressement en Bolivie
Les bienfaits de la révolution libérale.
PAGE 4

La campagne de M. Barre
A Toulouse, l'ancien premier ministre passe à la vitesse supérieure.
PAGE 8

Polémique sur le SIDA
Des spécialistes critiquent l'enquête de Masters et Johnson.
PAGE 12

Le sommaire complet se trouve en page 32

L'avenir de l'éducation nationale

2 milliards pour le plan Monory

Le conseil des ministres du 9 mars a été principalement consacré à la formation. M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, et Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, ont notamment présenté une série de mesures pour le budget de 1989.

Des dispositions, d'un montant global de deux milliards de francs, ont été annoncées pour la première année du « plan pour l'avenir de l'éducation nationale » de M. Monory. Elles portent sur le soutien des élèves en difficulté à l'école élémentaire (300 millions) ; la revalorisation de 20 % des heures supplémentaires dans le secondaire, et la création de 75 000 heures nouvelles de bourses de prérecrutement pour les étudiants se préparant au professorat (150 millions de francs) et 500 postes nouveaux de surveillants d'externat ; enfin, la

mise en place d'un fonds d'incitation à l'innovation pour les établissements scolaires (250 millions de francs). Ces deux milliards s'ajoutent à une somme équivalente correspondant à l'accueil des 90 000 lycéens supplémentaires à la rentrée de 1989.

Pour l'enseignement supérieur, M. Valade a notamment annoncé un relèvement de 40 % du taux des heures complémentaires, une revalorisation de la prime de recherche, un effort important pour la rénovation et l'entretien des bâtiments universitaires, le recrutement de jeunes enseignants parmi les titulaires d'un diplôme de troisième cycle, 150 millions de francs et 500 emplois nouveaux pourraient être affectés aux universités qui souhaiteraient mettre en place des collèges de premier cycle.

(Lire page 13 un entretien avec M. Monory et le détail des mesures.)

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
Un entretien avec Steven Spielberg
Le onzième film de Steven Spielberg sort le 16 mars... Adapté par Tom Stoppard du roman autobiographique de J.-G. Ballard, l'« Empire du Soleil » raconte l'épopée d'un petit Anglais de douze ans arraché à sa famille, à Shanghai, en 1941, et interné pendant quatre ans par les Japonais.

Le salon du SAGA (sculptures, arts graphiques actuels) se tient au Grand Palais.

Les projets de Stéphane Lisner pour le Châtelet.

« George Dandin », de Molière, à Mogador, dans une mise en scène de Roger Planchon.
Pages 15 à 17

FRANCOIS MASPERO

Le Figuier
ROMAN

99 F

Editions du Seuil

Le Monde
CAMPUS
Réforme à Polytechnique

Une importante réforme de l'enseignement se met en place à l'école polytechnique. Pour la première fois les élèves de première année ne suivent plus tous la même formation et sont invités à choisir entre quatre « majeures ». Cette diversification a pour objet de renforcer l'autonomie des élèves et de leur donner une compétence particulière dans un domaine précis.

Cette réforme conduira à modifier le classement final qui détermine l'accès aux grands corps techniques de l'Etat.

L'Ecole polytechnique projette d'autre part de créer un centre d'échanges pour développer, en association avec des entreprises, une recherche technologique à finalité industrielle.

(Lire page 14 l'article de FREDERIC GAUSSEN.)

سكزا من الأصل

Débats

MODERNITÉ

Pensée chrétienne et vie économique

par RENÉ LENOIR (*)

EMILE POULAT, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, dans une communication au Centre Lebrun, pose une série de questions stimulantes sur les rapports entre l'économie et la pensée chrétienne.

Elle se situe dans un contexte d'actualité (1).

Après de longues pastorales collectives dans plusieurs pays, il constate que l'Eglise, confrontée aux problèmes de développement au Sud et de nouvelle pauvreté au Nord, « entre en économie ». Elle s'est dotée d'une pensée sociale depuis Léon XIII : peut-elle avoir une pensée économique ?

Avoir une pensée sociale, c'est déjà avoir une pensée économique. La séparation du social et de l'économie est anti-économique, ou alors l'économie, si elle se veut autonome par rapport au social, est une discipline tronquée, ce qui expliquerait certains de ses déboires.

L'acculturation de l'Eglise et des catholiques à la modernité ne peut se faire sans une dénaturation du message chrétien.

D'abord l'éthique

Mais cette épousaille de la modernité ne peut se faire sans une dénaturation du message chrétien. Le véritable progrès de conscience, aujourd'hui, c'est de reconnaître la spécificité des niveaux de connaissance, des langages, de leur logique propre, pour mieux faire apparaître ce qui relève d'une description scientifique, parfois tatouante, parfois assurée, des phénomènes, et ce qui relève des valeurs que la foi transmet et défend.

Si l'Eglise s'était acculturée du temps de Newton, il ne resterait rien aujourd'hui de ce qu'elle aurait dit alors. Si elle avait cru un siècle plus tard au déterminisme triomphant, que dirait-elle devant l'ouverture, l'indétermination de l'Univers que la science a découverte ensuite ?

Quel message précis pourrait-elle transmettre sur l'hypertrophie des phénomènes financiers alors qu'aucune théorisation de ce phénomène récent, en train de changer la nature même de l'économie, n'est faite ?

Mars 1988

LE MONDE diplomatique

Mars 1988

ARMEMENT

L'INDUSTRIE FRANÇAISE A L'OMBRE DE L'ETAT

Le financement des industries d'armement par l'Etat soulève toujours de vives polémiques. Le Monde diplomatique explique les enjeux de cet engagement stratégique, tant pour la sauvegarde de l'indépendance nationale que pour l'emploi.

ISRAËL

UN ETAT A L'ÉPREUVE

Israël a toujours pu compter sur l'assistance militaire et économique des Etats-Unis. Mais quelle aide extérieure pourrait aujourd'hui le défendre contre lui-même ? Le recours systématique de ses dirigeants à la force militaire pour mettre fin à l'insurrection palestinienne laisse cet Etat sans défense contre l'érosion des valeurs démocratiques.

En vente chez votre marchand de journaux

qui servait jadis à produire plus ou mieux, soit utilisé de plus en plus à des opérations spéculatives d'achat et de revente d'entreprises (2) ?

Le consensus des économistes existe sur des questions conjoncturelles, aujourd'hui, par exemple, sur l'excès de consommation des Américains. Et les Eglises n'y pourraient guère ajouter. Il n'existe pas de solution de fond : la façon de réduire la pauvreté au Nord, de développer le Sud, de réguler les échanges sur le long terme, de faire vivre l'homme sans le transformer en assistant alors que machines et ordinateurs travaillent de plus en plus à sa place.

La pensée chrétienne peut-elle accepter le paradigme de l'époque, cette action de développement qui continue de confondre la croissance, mesure exclusivement quantitative, et de développement humain qui comporte de tout autres dimensions ?

Cette pensée doit contester les sciences humaines (économie, sociologie, psychologie, linguistique) chaque fois que l'une d'elles, à partir de son point de vue propre, se présente comme pensée exhaustive de l'homme et de la société.

Distribution des rôles

Peut-on, s'interroge encore E. Poulat, s'en tenir à une distribution rassurante des rôles ? Nous sommes en régime de séparation de la société et de la religion : ni la politique, ni l'économie, ni la connaissance ne se reconnaissent d'instance supérieure.

A voir. Pas de politique, pas d'économie et pas d'application de la science sans référence éthique. On pourrait multiplier les exemples dans des domaines comme la biologie, l'énergie nucléaire, les relations économiques internationales. Et ce ne sont pas seulement des chrétiens qui le savent.

Une critique généreuse, qui ne prendrait pas les problèmes éco-

nomiques à bras le corps ne risque-t-elle pas d'apparaître futile ? Je ne suis pas du tout impressionné par le distributeur de l'économiste américain Michael Novak (3) dirigé contre « ces responsables religieux, dont peu comprennent les lois du développement de la croissance et de la production ». L'économiste saurait-il, lui, comment produire plus ? Il le sait de moins en moins. Aujourd'hui, c'est la technologie qui mène la danse.

La finance mondialisée

Autre exemple de la prépondérance de la technique : l'interconnexion des réseaux ont créé un phénomène d'amplification des tendances et d'accentuation de la mondialisation de la finance.

Fort heureusement, si la théorie est incertaine, les pratiques de l'économie sont souvent heureuses. Elles sont le fait de patrons ou d'hommes politiques chrétiens ou non chrétiens.

(*) Ancien ministre.

diffusion de la propriété. Les politiques d'aménagement du territoire menées un peu partout sont un élément de mieux-être pour les populations.

C'est pourquoi on ne peut que se rallier à la proposition d'enquête élargie d'E. Poulat. Sans doute, est-il temps de faire un bilan des pratiques et des concepts et de juger les théories à leurs fruits.

La finance mondialisée

« Aux Etats-Unis, sur les lieux mêmes de son paroxysme, la poursuite de la richesse, dépourvue de son sens éthico-religieux, a tendance, aujourd'hui, à s'associer aux passions purement agonistiques... »

(1) *Foi et développement*, p. 155/156/157, octobre-décembre 1987. Centre Lebrun, 39, bd Saint-Germain, 75005 Paris.

(2) Cf. Claude Julien, « L'argent », *Le Monde Diplomatique*, mars 1987.

(3) *The Spirit of Democratic Capitalism*, traduction française : *Une éthique économique. Le valeurs de l'économie de marché*, Paris, Le Ciel et Institut La Botz, 1987.

La France, catalyseur de l'Europe de la science

par CLAUDE ALLÈGRE (*)

CRÉER le savoir, le diffuser pour former les hommes de demain et en irriguer l'économie, voilà les enjeux de la science.

Dans le siècle qui s'annonce où l'innovation technologique et le savoir vont jouer le rôle essentiel, l'Europe n'a pas de handicap naturel. Elle a des faiblesses et des atouts.

Les causes sont multiples et d'origine aussi bien culturelles que structurelles.

Si l'Europe veut prendre le bon départ du XXI^e siècle, elle devra accroître son effort de recherche mais aussi le coordonner. Elle devra faire naître cet espace universitaire, scientifique et technologique européen impliquant une libre circulation des étudiants, des cursus universitaires, des hommes, des idées et des brevets.

Dans ce choix pour l'Europe, la rôle de la France est essentiel. L'Allemagne, puissante, est de plus en plus tournée par l'illusion de l'autosuffisance, en sciences comme ailleurs.

Meins dans le monde politique, qui a compris cela ? Depuis le

général de Gaulle qui, lui, avait compris ces enjeux du futur, le droit, trahissant totalement sa pensée, n'a fait que dégrader lentement les moyens de notre recherche scientifique.

Est-ce faire preuve d'esprit partisan que de constater, que l'arrivée de François Mitterrand à la présidence de la République a constitué une rupture brutale ?

« Tout cet effort a été repoussé progressivement dans un cadre de plus en plus européen grâce à l'action menée personnellement par le chef de l'Etat : projet Espirit, programme Eurika, action pour bâtir l'espace scientifique et technologique européen... »

L'espérance est maintenant que François Mitterrand soit candidat à la présidence de la République et y soit élu.

Meins dans le monde politique, qui a compris cela ? Depuis le

Au courrier du Monde

LOGIQUE

Électeurs du marais

Je comprends l'effroi de M. Bernard Laguerre, qui, dans *Le Monde* du 16 février, constate que d'ores et déjà 62 % des électeurs ont fait leur choix, sans tenir compte des programmes des candidats.

« Dans tous les pays démocratiques, en va ainsi. Partout, les inconditionnels, qui ont voté, votent et voteront toujours « contre », se partageant toujours à égalité, ou à peu près, en deux camps. Nulle part un camp n'approche de la majorité absolue. »

Notre sujet aurait pu glisser subrepticement de la colonne « médecine » à celle voisine des « secteurs de pointe ».

citoyens au vote réfléchi. Electeurs et électrices du marais, ne soyez donc ni pessimistes ni complexés.

ROBERT GRAS

Limois (Essonne)

RUBRIQUE

Vieillesse ou maladie ?

Pourquoi « L'amour au couchant », article au demeurant fort intéressant sur la vie amoureuse et la sexualité des personnes âgées, a-t-il été classé par *Le Monde* dans la rubrique « médecine » ?

BERNARD ENNUYER (Paris)

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-87-27
Télex MONDPA 850 672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Bouvier
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fawcett (1969-1982) André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wozniak
Rédacteur en chef : Daniel Veret
Correspondent en chef : Claude Salaès

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-96-72

FRANCE
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
354 F 672 F 954 F 1.200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1.337 F 1.952 F 2.530 F

ÉTRANGER (par courrier aérien)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS
399 F 762 F 1.089 F 1.380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
594 F 972 F 1.404 F 1.800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Le Monde
TELEMATIQUE
Composé 30-15 - Tapes LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montmorency, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-85-91-82 ou 45-35-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapes LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24

1er janvier 1988 - Fiatagri et Fiatallis ensemble au sein d'une nouvelle société.



Pour être compétitif, il faut effectuer dans **FiatGeotech.** tous les domaines des choix mûrement réfléchis et projetés loin dans l'avenir. **La terre** FiatGeotech constitue la réponse **pour horizon.** immédiate à ce défi. Elle unit les forces de deux grands partenaires, Fiatagri et Fiatallis, spécialistes dans leur domaine d'activité respectif: mécanisation agricole et engins de travaux publics. FiatGeotech garantit l'optimisation des synergies au profit de Fiatagri et Fiatallis, qui bénéficient d'ores et déjà d'une solide réputation. Avec des ressources renouvelées, elles continueront à offrir des produits, des réseaux et des services d'excellente qualité. Maintenant, FiatGeotech marque de son empreinte toutes les terres: celles que l'on cultive et celles que l'on transforme. FiatGeotech dispose de nombreux atouts: 10 usines, 14.000 salariés, un chiffre d'affaires prévisionnel d'environ 2.395 millions de dollars pour 1988, et 265 millions de dollars d'investissements programmés pour la période 1988-1990. Ce sont là des bases solides pour apporter de nouvelles énergies et un dynamisme renforcé, et pour consolider une position dominante parmi les principaux groupes mondiaux. FiatGeotech reflète la volonté du Groupe Fiat de rationaliser la production et d'introduire de nouvelles technologies dans ces domaines d'activité, pour offrir à la clientèle des produits toujours plus avancés et un service efficace. A partir de maintenant, de nouveaux horizons s'ouvrent à la terre: FiatGeotech.

FIATGEOTECH
TECHNOLOGIES DES TRAVAUX DE LA TERRE

مقتدا من الامم

مقالات من الامم المتحدة

Amériques

PANAMA : manifestations, crise financière

L'étai se resserre autour du général Noriega

De violents affrontements ont opposé mardi 8 mars dans les rues de Panama les forces de l'ordre à plusieurs milliers de personnes...

A Washington, la Maison Blanche a indiqué mardi que les Etats-Unis entendent étudier soigneusement l'évolution de la situation au Panama...

PANAMA de notre envoyé spécial

Le gouvernement panaméen a annoncé le mardi 8 mars qu'il étudiait « sérieusement » la possibilité de rompre ses relations diplomatiques avec Washington...

Depuis le début des événements, déclenchés en juin dernier par les révélations fracassantes de l'ancien colonel Diaz Herrera - expulsé vers le Venezuela en décembre...

L'étai se resserre autour du général Noriega qui avait réagi à sa destitution en limitant à son tour le président Delvalle et en faisant désigner, dans des conditions rocambolesques, un nouveau président de la République...

Selon les banquiers, qui se disent « très préoccupés » par la situation, cette mesure était indispensable à la suite de la ruée des épargnants qui ont vidé leurs comptes la semaine dernière...

Les chèques ne sont plus acceptés

Les magasins n'acceptent plus les chèques, ni les cartes de crédit, ni même dans certains cas les billets de 100 dollars, faute de monnaie...

« Seul un départ rapide du général Noriega permettra de rétablir l'ordre et la confiance », affirme les milieux économiques qui sont à l'origine de la campagne menée contre l'« homme fort » du Panama.

Les « primaires » du Sud aux Etats-Unis

(Suite de la première page.)

Chez les républicains, M. Bush était certes le favori de ce super-mardi, mais sa victoire dépasse toutes ses espérances et la plupart des sondages...

Il l'emporte même dans le Missouri, c'est-à-dire dans le Middle West, de quoi rendre plus amer encore son rival Robert Dole qui, il y a quelques semaines, passait pour un formidable adversaire...

Certes, les dés roulent encore, et, mathématiquement, le brillant mais brouillon sénateur n'a pas encore perdu. Mais M. Bush a déjà obtenu plus de 750 des délégués qui se réuniront à la convention républicaine de La Nouvelle-Orléans...

Déjà avant le vote de mardi, M. Dole a essayé de prendre la tête d'une coalition « anti-Bush », appelant à la rescousse les partisans des deux autres candidats encore en lice...

Il a sans doute gagné les « caucus » de l'Etat de Washington, sur la côte du Pacifique, mais dans toutes les « primaires », il n'est arrivé qu'en troisième position...

En tout état de cause, les jeux pourraient être faits beaucoup plus tôt : si le sénateur Dole ne

gagne pas, le mardi 15 mars, l'importante primaire de l'Illinois (avec Chicago), c'en est fait de sa candidature...

Trois vainqueurs démocrates

Dans le camp démocrate, les choses sont, comme il est de tradition, beaucoup plus compliquées. S'il y a, au soir de ce super-mardi, un clair perdant, il y a aussi trois vainqueurs...

Le perdant, c'est Richard Gephardt, qui avait pourtant fait un départ en fanfare en remportant brillamment, il y a un mois, les « caucus » de l'Iowa...

Les vainqueurs sont Albert Gore, le sénateur du Tennessee - il gagne dans cinq Etats situés à la périphérie du véritable Sud (Tennessee, Kentucky, Oklahoma, Caroline du Nord, Arkansas)...

Pour arriver à ce résultat, Jesse Jackson a recueilli la quasi-totalité des voix noires (souvent plus de 90 %), alors qu'en 1984, une bonne partie d'entre elles s'étaient portées sur Walter Mondale...

civiques date d'hier, et où les Blancs sont plus blancs qu'ailleurs.

Albert Gore a tout autant de raisons de se réjouir, et même de pousser un immense soupir de soulagement : il avait risqué très gros, en faisant porter presque exclusivement son effort sur ce super-mardi...

Ce dernier a obtenu sensiblement moins de voix que ses deux concurrents (450 000 environ, contre 790 000 pour Albert Gore et plus de 600 000 pour Jesse Jackson...

Enfin, ce fils d'immigrés grecs à l'écouter saccadé et à l'accent bostonien disposait paradoxalement d'un atout précieux pour toucher les nombreux Latino-Américains du Texas et de Floride...

Au total, et même si son message reste creux et ses discours désespérément plats, le gouverneur du Massachusetts apparaît

aujourd'hui comme celui qui a le plus de chances d'arriver en tête à la convention démocrate, en juillet. Dès maintenant, il peut compter sur un peu plus de cinq cents délégués contre un peu plus de quatre cents chacun pour M.M. Gore et Jackson...

Le succès du vieux magicien

Jusqu'à présent, les principaux candidats du « parti de l'âne » se sont livrés une lutte sans merci, à coups de très désobligeantes publicités négatives...

Dès maintenant, les démocrates affectent de se réjouir que leur adversaire plus que probable soit George Bush, un homme qu'ils affirment pouvoir battre sans problème...

JAN KRAUZE.

ÉTATS-UNIS

M. Mario Cuomo dans le rôle de l'« imam caché » démocrate

« Je suis le seul homme politique en visite dans le Sud qui ne soit pas à la recherche d'un meilleur emploi... » Lancée à la volée, devant une foule curieuse et amusée...

Officiellement pourtant, c'est non. Le gouverneur l'a lui-même annoncé il y a presque un an. Il l'a même redit, avec moins de conviction, à l'automne...

lorsque, pour combler ses lacunes en politique étrangère, le gouverneur est allé, à grand renfort de publicité, étudier de plus près la « perestroïka » soviétique...

Résultat : face à l'héritier réagien George Bush, qui, chez les républicains, s'apprete à recueillir une investiture qui lui revient presque de droit divin...

Si le calcul est risqué, il n'est pas inutile. D'autant que ce « super tuesday » démocrate, loin de clarifier la situation parmi les candidats, n'a fait qu'ajouter à la confusion...

Un style « familial-grand public »

Jackson, par définition, n'a aucune chance. Pour être habile tacticien, le petit gouverneur du Massachusetts ne pèse pas encore, pour sa part, très lourd...

A tout prendre, le gouverneur l'a prouvé avec succès à la convention démocrate de San-Francisco il y a

quatre ans il est un tribun redoutable. Moins flamboyant que Jesse, dans un style plus « familial-grand public », il sait convaincre. D'autant que lui, au moins, a des choses à dire, un credo qui mélange - il le précise lui-même - une certaine compassion vieille école à un solide réalisme en matière de fiscalité...

En outre, et ce ne saurait déplaire aux électeurs les plus frileusement conservateurs, il est un des rares gouverneurs démocrates à avoir opéré des coupes dans les impôts. Enfin, pour ne rien gêner, le gouverneur préconise une défense « forte » et, ce qui lui a valu l'admiration de Richard Nixon, il se dit prêt à ne pas « brader » l'initiative de défense stratégique (IDS), si chère à la Maison Blanche...

Reste que M. Cuomo est un Italo-New-Yorkais catholique, avec les inévitables ténéocènes et rumeurs que cela suscite. Reste surtout que les primaires sont déjà bien avancées et que, s'il veut « arracher » la nomination à la convention, il lui faudra malgré tout mettre la main à la pâte en s'inscrivant par exemple, pour le principe, aux primaires tardives de Californie...

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Diplomatie

Un colloque de l'Union de l'Europe occidentale à Londres

Les difficultés de la coopération européenne en matière d'armements

LONDRES de notre correspondant

L'Union de l'Europe occidentale (UEO) pourrait proposer cet été la création d'une agence européenne des armements comparable à l'Agence spatiale européenne. Tel est le principal résultat du colloque sur la coopération européenne dans le domaine des armements organisé les 7 et 8 mars à Londres par l'UEO...

M. John Wilkinson, député conservateur britannique et président de la commission scientifique, technique et aérospatiale de l'UEO, a été chargé de rédiger un rapport à ce sujet, qui sera présenté en juin à la prochaine assemblée générale de l'Organisation (1).

L'idée d'une institution européenne qui proposerait et financerait des programmes communs d'armement a progressé ces derniers mois, même si les obstacles à franchir avant qu'elle ne voie le jour apparaissent considérables. M. Hubert Curien, ancien ministre français de la recherche scientifique, a souhaité que la future agence ait un fonctionnement souple...

M. Jacques Chevallier, directeur général de l'armement au ministère français de la défense, a laissé percer un certain scepticismisme à propos d'une telle entreprise. « Notre continent est trop chargé d'histoire pour que l'Europe de la défense puisse se décréter (...). Il est déjà bien diffi-

cile de se mettre d'accord sur le prix du beurre qui n'engage pas véritablement la survie et la souveraineté des nations... », a-t-il déclaré.

Le ministre britannique de la défense, M. George Younger, a pour sa part plaidé pour une meilleure coordination dans le cadre de l'OTAN : « L'OTAN n'a pas et n'aura pas avec plusieurs années un système interopérable entre les différentes armées de l'air d'identification des avions amis et ennemis. Si nous avions à nous battre demain ou l'an prochain, ou même l'année suivante, nous abattons inévitable-

ment un certain nombre de nos propres appareils », a-t-il affirmé.

La coopération européenne dans l'aéronautique militaire était précisément un des thèmes du colloque. On sait que la France s'apprete à produire - seule - le Rafale construit par Dassault, dont un prototype existe déjà, alors que la Grande-Bretagne, la RFA, l'Espagne et l'Italie préparent un avion de combat européen « concurrent ».

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Font partie de l'UEO : Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

Un accord START entrainera au mieux une réduction de 35 % des armes stratégiques

affirme M. Jean-Bernard Raimond devant l'IHEDN

Le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a prononcé le mardi 8 mars devant l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) un discours sur les relations est-ouest et les négociations de désarmement, dans lequel il souligne notamment que l'approche française du désarmement « se veut politique et s'insère dans le cadre plus large d'une évolution du statu quo en Europe qui ne soit pas seulement celle du rapport des forces militaires ».

A propos des négociations sur les armes stratégiques, M. Raimond rappelle notamment qu'il a été convenu, lors du sommet de Washington, en décembre, d'exclure

les missiles de croisière lancés à partir de la mer des réductions de 50 %. « Un accord START entrainera pas une réduction de 50 % des têtes nucléaires des deux pays, conclut le ministre, mais plus vraisemblablement une limitation qui serait au mieux de l'ordre de 35 %, si l'on tient compte de surcroît de l'incidence des règles de décompte pour les bombardiers et les missiles de croisière qu'ils emportent. Cela ramènerait les Etats-Unis et l'URSS à la fin du siècle au niveau des forces stratégiques qui était approximativement le leur au milieu des années 70. Ce serait un très grand progrès, mais ce ne serait pas une révolution stratégique. »

Picard supprime la clé ! Parade La serrure automatique sans clé... 4, rue Saint-Sauveur 75002 Paris - Tél. : 42-33-44-85

SEPT

Afrique

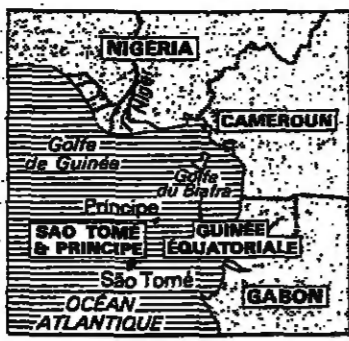
Sao-Tomé-et-Principe

Une tentative de putsch a fait deux morts

Le président de Sao-Tomé-et-Principe, M. Manuel Pinho de Costa, a confirmé, mardi soir 8 mars, la tentative avortée de coup d'Etat lancée à l'aube du même jour par un groupe d'opposants armés. Le ministre de l'Information de l'archipel (1 000 kilomètres carrés et 120 000 habitants environ) avait auparavant fait état de la mort de deux des assaillants et de la capture de quarante-quatre hommes du commando.

Selon le correspondant d'une radio commerciale portugaise, les assaillants auraient débarqué sur deux plages proches de la capitale à 3 ou 4 heures du matin. Venu, selon les autorités, des côtes du Gabon - à environ 200 kilomètres de là - les putschistes ont attaqué la principale caserne de police, située juste à l'extérieur de la capitale. « Les forces de sécurité, les milices, la garde présidentielle et les militaires ont déclenché aussitôt une action concertée », a affirmé le président de Costa, qui a permis de déjouer la tentative.

L'opération, selon les autorités, a été menée par des hommes du Front de la



résistance nationale (FRNSTP), le principal mouvement d'opposition basé au Gabon. De Lisbonne, le secrétaire général du Front, M. Quintiliano Amado a nié la responsabilité de son organisation dans la tentative de putsch, mais il a admis qu'elle « pourrait avoir été menée par des dissidents du Front ». Les autorités de Libreville affirment pour leur part que le FRNSTP n'a plus de représentation au Gabon, l'un des dirigeants, M. Alfonso dos Santos, ayant été expulsé en 1984 pour « des activités paramilitaires », qu'il serait allé poursuivre en Afrique du Sud.

Un calme total régnait mardi soir à Sao-Tomé, où la population semblait ne s'être aperçue de rien jusqu'à ce que l'« homme fort » du pays, le président de Costa, lançât un appel public « au calme et à la vigilance ».

Indépendant depuis 1975, l'archipel de Sao-Tomé-et-Principe, ex-colonie britannique, est dirigé depuis lors par un gouvernement d'obédience marxiste, très proche de l'URSS. Vivant essentiellement de la pêche et surtout de l'aide internationale, le pays figure parmi les moins avancés du monde. Une première tentative de coup d'Etat avait eu lieu en 1978, annulée au cours de laquelle l'URSS avait installé sur place un radar de campagne et aidé à l'échec de six cents soldats angolais qui s'y trouvent toujours. Une autre avait eu lieu en 1979. Une certaine démocratisation du régime est intervenue depuis 1985, dans le cadre d'un programme de libéralisation économique imposé par les institutions financières internationales. - (AFP, Reuters.)

TUNISIE : soumis aux députés

Le projet de réforme constitutionnelle est destiné à « renforcer la démocratie »

TUNISIE de notre correspondant

Le premier ministre, M. Hédi Baccouche, a présenté, mardi 8 mars, devant la Chambre des députés, un projet de réforme de la Constitution qui, a-t-il déclaré, « renforcera le régime républicain et la démocratie ». Ce projet, dont la mise au point a donné lieu à diverses consultations, y compris avec les partis de l'opposition, porte essentiellement sur deux points : la suppression de la présidence à vie et la succession du chef de l'Etat - qui illustrerait, selon M. Baccouche, l'un des aspects de « la dégradation politique en Tunisie ».

Selon les nouvelles dispositions qui seront soumises aux députés dans les semaines à venir, le président de la République sera élu pour cinq ans au suffrage universel et rééligible seulement pour deux mandats consécutifs (quinze ans en tout). Il devra être âgé de quarante ans au moins et de soixante-dix au plus. De profondes modifications seront aussi apportées au mécanisme de la succession qui, jusqu'ici, était assuré automatiquement par le premier ministre en exercice jusqu'à la fin de la législature en cours.

L'amendement proposé prévoit que l'initiative de la magistrature suprême sera exercée par le président de la Chambre des députés pour une période de quarante-cinq à soixante jours au terme de laquelle de nouvelles élections - auxquelles il ne pourra se présenter - seront organisées.

Aide à la presse

Par ailleurs, le projet redéfinit le rôle du premier ministre qui sera seulement appelé à « coordonner » l'action du gouvernement et à suppléer, le cas échéant, le chef de l'Etat à la présidence du conseil des ministres et non plus à « diriger » le

gouvernement et à « disposer de l'administration et de la force publique ».

D'autres amendements prévoient notamment l'adoption des lois organiques à la majorité absolue et non plus à celle des deux tiers et l'abaissement de vingt-huit à vingt-cinq ans de l'âge de candidature à la députation. En outre, des dispositions transitoires donnent au président de la République la possibilité d'organiser des élections présidentielles et législatives jusqu'en 1990.

La législature actuelle se termine en principe le 1^{er} novembre 1991, date à laquelle, selon la Constitution encore en vigueur, prend fin aussi le mandat présidentiel. L'éventualité d'élections législatives anticipées, qui a été récemment évoquée par le chef de l'Etat dans des déclarations à la presse, semble donc se confirmer.

Ainsi que l'a rappelé M. Baccouche devant les députés, le président Ben Ali s'était engagé à cette réforme constitutionnelle le 7 novembre, jour de sa prise de pouvoir. Il avait aussi annoncé, le même jour, une loi sur l'existence des partis politiques - qui est en cours d'élaboration - et une révision du code de la presse qui devrait être terminée avant la fin du mois.

M. Ben Ali a, d'autre part, décidé d'apporter une aide à la presse d'opposition dont deux de ses titres, *Al Moustaqbal*, du Mouvement des démocrates-socialistes (MDS) et *Attarak el Djedi*, du Parti communiste, viennent de suspendre leur parution pour raisons financières. Cette aide, a annoncé, mardi, le ministre de l'Information, M. Abdelwahab Abdallah, dans une interview au journal *la Presse*, prendra la forme d'une subvention représentant 60 % du prix d'achat du papier. En outre, les amendes infligées aux journaux avant le 7 novembre seront annulées.

MICHEL DEURÉ.

Asie

PHILIPPINES

Amnesty International dénonce le « regain de violence politique »

Depuis l'accession à la présidence des Philippines de M^{re} Aquino, en février 1986, la situation des droits de l'homme s'est sensiblement améliorée; mais, depuis 1987, « on assiste à un regain de violence politique ». C'est la conclusion à laquelle est parvenue Amnesty International (1) à la suite de trois enquêtes menées sur place depuis la chute de M. Marcos.

Amnesty se penche sur les « exécutions extrajudiciaires », c'est-à-dire « les assassinats illégaux et délibérés commis par les gouvernements ou avec leur accord ». Il s'agit surtout d'actes de représailles perpétrés par des soldats ou par des « vigilantes » - milices anticomunistes - à la suite de coups de main de la Nouvelle Armée populaire (NPA, guérilla communiste) ou de meurtres commis par les « moineaux », les « escadrons de la mort » de la NPA. Car Amnesty ne cache pas que cette dernière se livre elle aussi à une campagne de terreur (elle a tué quatre-vingt-huit personnes dans la région de Manille entre janvier et novembre 1987).

Les victimes sont parfois prises au hasard, comme les dix-sept villageois tués le 10 février 1987 dans la province de Nueva-Ecija par des soldats qui n'ont toujours pas été jugés. Mais la plupart du temps, il s'agit de militants de gauche, de syndicalistes ou de chrétiens engagés. Amnesty cite des cas de massacres sanglants n'épargnant pas les autres membres de la famille, enfants compris. Militaires et « vigilantes » - parmi lesquels on trouve des repris de justice - semblent assurés de l'impunité : Amnesty n'a relevé qu'un seul cas de condamnation. Des témoins ont été menacés ou tués. C'est pourquoi l'organisation humanitaire, qui accorde le bénéfice du doute à « Cory », « demande au gouvernement Aquino de réaffirmer publiquement l'engagement qu'il avait pris sur la protection des droits de l'homme avant d'arriver au pouvoir ».

P. de B.

(1) « Philippines : armée assassine - Hier et encore », Amnesty International, section française, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 14. Tél. : 43-38-74-74.

VIETNAM : avant la canonisation de cent dix-sept martyrs

Hanoï reproche au Vatican de déformer l'histoire

Le conflit s'aggrave entre les autorités du Vietnam et le Vatican à propos de la canonisation, le 17 juin prochain à Rome, de cent dix-sept chrétiens, prêtres et laïcs, vietnamiens, français et espagnols, martyrisés aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. Le Comité permanent de la conférence épiscopale catholique (quarante évêques représentant près de cinq millions de fidèles) a été reçu, le samedi 5 mars, par le président du Conseil d'Etat vietnamien, M. Vo Chi Cong. Il avait déjà été convoqué les 26 et 27 juin à Hanoï par le bureau des affaires religieuses. La proposition a été faite de l'envoi d'une délégation épiscopale au Vatican, avec lequel, à la différence de Pékin, Hanoï a gardé des relations diplomatiques.

Dans un article publié dans le journal *Nhan Dan*, M. Nguyen Quang Huy, du bureau des affaires religieuses, a renouvelé ses attaques contre le Vatican, accusé d'avoir déformé l'histoire et de porter un coup à l'unité de la nation : « Parmi les cent dix-sept martyrs, affirme-t-il, certains étaient d'hommes catholiques, tandis que d'autres étaient impliqués dans des affaires politiques et condamnés pour haute trahison. Parmi les missionnaires étrangers, plusieurs furent recherchés ou arrêtés à cause de leurs contacts avec des navires de guerre français qui bombardèrent nos côtes ou ramenaient du Vietnam des collaborateurs chargés de fomenter des soulèvements armés contre la cour. »

D.H.E.A. CONTRE SIDA.

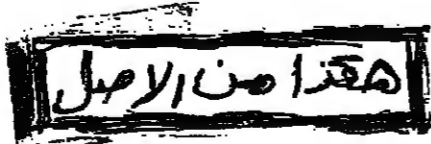
SEPT MOIS D'ENQUETE SUR UN ESPOIR.

Deux cow-boys irlandais l'ont débusquée. Dix cobayes à Paris y ont cru. Une multinationale pharmaceutique a misé dessus. L'hormone DHEA, hypothèse pour les uns, espoir pour les autres, enjeu pour tous, soigne peut-être le Sida...

Sida. Top secret sur un espoir. Rolling Stone n° 3 page 28.



SI ÇA COMPTE, ON RACONTE. PARAIT LE DEUXIEME MERCREDI DU MOIS. 30F





Politique

La campagne dans la majorité

Les « premiers ministrables » de M. Jacques Chirac

En conclusion de sa première *Heure de vérité*, le 10 septembre 1986, M. Balladur avait affirmé en réponse à une question sur son destin de « premier ministrable » pour l'après-88 : « Il ne faut pas en parler parce que je ne le serai pas... » Cette proclamation téméraire était sans doute à mettre, à l'époque, au compte de ce que de Gaulle appelait avec ironie « mon inexpérience ». Toutefois — *volens nolens* — M. Balladur qui dans un article du *Monde* du 16 septembre 1983 avait conceptualisé la cohabitation, a confirmé son profil de potentiel chef de gouvernement. Ses responsabilités gouvernementales ne

l'ont pas privé de rôle éminent de principal conseiller politique de M. Chirac qu'il a joué aussi bien avant qu'après le 16 mars 1986. Le ministre d'Etat n'est en effet pas seulement associé à toutes les décisions prises par le gouvernement depuis deux ans, il participe à la définition du comportement politique de M. Chirac et de sa stratégie électorale.

Dans la fictive galerie des portraits où M. Chirac pourrait faire son choix, d'autres noms peuvent figurer. Celui de M. Charles Pasqua est avancé en raison notamment des succès remportés par le ministre de l'Intérieur dans sa lutte contre l'insécurité, de la fermeté de ses convictions, de ses talents de tribun, de son habileté d'homme politique et du fait qu'il tient l'appareil chiracien. Lui aussi joue depuis longtemps, auprès de M. Chirac, un rôle éminent, discret et varié.

M. Philippe Séguin a su, au poste de ministre des affaires sociales et de l'emploi, maîtriser et mettre au service du chef du gouvernement une énergie, des convictions et un caractère en même temps qu'un goût de la négociation et un sens de la diplomatie qui s'étaient jusqu'alors manifestés de façon souvent intempestive. Mais il n'est pas, aujourd'hui, en situation de postuler à Matignon face aux deux précédents « poids lourds ».

M. Pasqua : le plaisir du contre-pied...

Quoi ! M. Charles Pasqua à l'Hôtel Matignon ? On imagine déjà la polémique : comment oser nommer à la tête du gouvernement le « premier flic » de France, l'ancien vice-président du Service d'action civique, ce vendeur de pastis reconvertis dans le boniment politique, cet expert en vrai-faux passaport, ce faux comique ! Mais non, pas de Pasqua-là, l'autre Pasqua, celui du jour : l'ancien résistant, le grogard du gaullisme, le baroudeur en chef du chiracisme, l'architecte du RPR, le ministre de l'Intérieur devenu l'« homme de l'année 1987 » après ses succès contre le terrorisme et la libération de Roger Aquino et Jean-Louis Normandin. Charlie le bien-aimé des militants, celui que M. François Mitterrand lui-même juge « modéré ».

Quoi ! M. Charles Pasqua à l'Hôtel Matignon ? On imagine déjà la polémique : comment oser nommer à la tête du gouvernement le « premier flic » de France, l'ancien vice-président du Service d'action civique, ce vendeur de pastis reconvertis dans le boniment politique, cet expert en vrai-faux passaport, ce faux comique ! Mais non, pas de Pasqua-là, l'autre Pasqua, celui du jour : l'ancien résistant, le grogard du gaullisme, le baroudeur en chef du chiracisme, l'architecte du RPR, le ministre de l'Intérieur devenu l'« homme de l'année 1987 » après ses succès contre le terrorisme et la libération de Roger Aquino et Jean-Louis Normandin. Charlie le bien-aimé des militants, celui que M. François Mitterrand lui-même juge « modéré ».

M. Balladur : vers un grand parti libéral ?

M. Edouard Balladur, interrogé, un jour, sur la rumeur qui, au RPR, faisait de lui un « présidentiable bête », décocha un regard oblique dans la direction d'où était venue la question. « Ah ! Oui ? » demanda-t-il. « Nous voilà en Français, Monsieur le ministre. Le « Ah ! Oui ? » est d'un grand socialiste », s'exclama un convive. M. Balladur souriait à peine.

Fidèle à la lignée gaulliste et pompidouenne, M. Balladur peut être homme de parti, mais il est, d'abord, l'homme d'un ordre, celui des carrières — dures au talent, certes — et des hiérarchies qui leur sont liées. Il n'aurait pas aimé les risques que les choix de M. Chirac avaient fait courir à cette société-là lorsque le président du RPR s'était opposé à M. Giscard d'Estaing aux élections européennes de 1979 et pour l'élection présidentielle de 1981.

Qui ! M. Charles Pasqua à l'Hôtel Matignon ? On imagine déjà la polémique : comment oser nommer à la tête du gouvernement le « premier flic » de France, l'ancien vice-président du Service d'action civique, ce vendeur de pastis reconvertis dans le boniment politique, cet expert en vrai-faux passaport, ce faux comique ! Mais non, pas de Pasqua-là, l'autre Pasqua, celui du jour : l'ancien résistant, le grogard du gaullisme, le baroudeur en chef du chiracisme, l'architecte du RPR, le ministre de l'Intérieur devenu l'« homme de l'année 1987 » après ses succès contre le terrorisme et la libération de Roger Aquino et Jean-Louis Normandin. Charlie le bien-aimé des militants, celui que M. François Mitterrand lui-même juge « modéré ».

Quelques postes qu'il lui soit confiés, si M. Jacques Chirac est élu président de la République, le profil présidentiable du ministre d'Etat est fixé. Si, comme tout le laisse prévoir, c'est Mitterrand, M. Balladur y entrera avec la qualité que d'autres espèrent acquérir dans cette fonction. Ministre de l'économie avec une stature de premier ministre, l'ancien secrétaire général de l'Elysée sous Georges Pompidou sait donner à la mission qui lui est confiée la dimension dont il lui juge digne. Chef du gouvernement, nul doute qu'il aura, contrairement à l'adversaire de 1974-1976 (M. Chirac) les « moyens » qu'il estimera nécessaires à son action.

Quelques postes qu'il lui soit confiés, si M. Jacques Chirac est élu président de la République, le profil présidentiable du ministre d'Etat est fixé. Si, comme tout le laisse prévoir, c'est Mitterrand, M. Balladur y entrera avec la qualité que d'autres espèrent acquérir dans cette fonction. Ministre de l'économie avec une stature de premier ministre, l'ancien secrétaire général de l'Elysée sous Georges Pompidou sait donner à la mission qui lui est confiée la dimension dont il lui juge digne. Chef du gouvernement, nul doute qu'il aura, contrairement à l'adversaire de 1974-1976 (M. Chirac) les « moyens » qu'il estimera nécessaires à son action.

En ces périodes d'avalanches éditoriales, voilà un livre politique qui tombe bien ! Quelques deux cents pages pour poser cette question qui, depuis qu'elle fut soulevée jadis par Guy Mollet n'a véritablement jamais trouvé de réponse satisfaisante : serions-nous en présence de la droite « la plus bête du monde » ?

M. Raymond Barre à Toulouse

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour »

TOULOUSE de notre envoyé spécial
« Je compte sur vous pour gagner le combat, je compte sur vous pour gagner le premier tour... » M. Raymond Barre a enclenché mardi soir 8 mars à Toulouse, où il a battu tous ses records d'affluence — treize mille à quinze mille personnes — la vitesse supérieure. Après une semaine passée « à faire du secteur », à se précipiter tout à tour des jeunes, des commerçants, des enseignants, des agriculteurs, l'ancien premier ministre, en lançant ce double appel à la mobilisation, a voulu profiter de ce grand rassemblement en province pour tenter de secouer ce qu'il appelle lui-même cette « drôle de campagne ».

M. Raymond Barre à Toulouse

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour »

TOULOUSE de notre envoyé spécial
« Je compte sur vous pour gagner le combat, je compte sur vous pour gagner le premier tour... » M. Raymond Barre a enclenché mardi soir 8 mars à Toulouse, où il a battu tous ses records d'affluence — treize mille à quinze mille personnes — la vitesse supérieure. Après une semaine passée « à faire du secteur », à se précipiter tout à tour des jeunes, des commerçants, des enseignants, des agriculteurs, l'ancien premier ministre, en lançant ce double appel à la mobilisation, a voulu profiter de ce grand rassemblement en province pour tenter de secouer ce qu'il appelle lui-même cette « drôle de campagne ».

M. Raymond Barre à Toulouse

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour »

TOULOUSE de notre envoyé spécial
« Je compte sur vous pour gagner le combat, je compte sur vous pour gagner le premier tour... » M. Raymond Barre a enclenché mardi soir 8 mars à Toulouse, où il a battu tous ses records d'affluence — treize mille à quinze mille personnes — la vitesse supérieure. Après une semaine passée « à faire du secteur », à se précipiter tout à tour des jeunes, des commerçants, des enseignants, des agriculteurs, l'ancien premier ministre, en lançant ce double appel à la mobilisation, a voulu profiter de ce grand rassemblement en province pour tenter de secouer ce qu'il appelle lui-même cette « drôle de campagne ».

M. Raymond Barre à Toulouse

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour »

TOULOUSE de notre envoyé spécial
« Je compte sur vous pour gagner le combat, je compte sur vous pour gagner le premier tour... » M. Raymond Barre a enclenché mardi soir 8 mars à Toulouse, où il a battu tous ses records d'affluence — treize mille à quinze mille personnes — la vitesse supérieure. Après une semaine passée « à faire du secteur », à se précipiter tout à tour des jeunes, des commerçants, des enseignants, des agriculteurs, l'ancien premier ministre, en lançant ce double appel à la mobilisation, a voulu profiter de ce grand rassemblement en province pour tenter de secouer ce qu'il appelle lui-même cette « drôle de campagne ».

Propos de Salon

C'est un Raymond Barre particulièrement jovial qui a parcouru, mardi 8 mars, les allées du Salon de l'agriculture à Paris, tapotant les vaches par-ci, donnant par-là le biberon aux veaux...
Evocant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a ordonné tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : « Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent, a-t-il affirmé, avant d'ajouter :

Propos de Salon

C'est un Raymond Barre particulièrement jovial qui a parcouru, mardi 8 mars, les allées du Salon de l'agriculture à Paris, tapotant les vaches par-ci, donnant par-là le biberon aux veaux...
Evocant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a ordonné tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : « Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent, a-t-il affirmé, avant d'ajouter :

Propos de Salon

C'est un Raymond Barre particulièrement jovial qui a parcouru, mardi 8 mars, les allées du Salon de l'agriculture à Paris, tapotant les vaches par-ci, donnant par-là le biberon aux veaux...
Evocant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a ordonné tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : « Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent, a-t-il affirmé, avant d'ajouter :

Propos de Salon

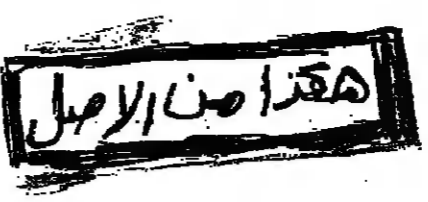
C'est un Raymond Barre particulièrement jovial qui a parcouru, mardi 8 mars, les allées du Salon de l'agriculture à Paris, tapotant les vaches par-ci, donnant par-là le biberon aux veaux...
Evocant les visites faites avant lui, en ce haut lieu du monde rural, par trois autres candidats, MM. Jacques Chirac, André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen, l'ancien premier ministre a ordonné tout caractère électoraliste à sa propre promenade au hasard des stands : « Cette visite est guidée par le plaisir que j'ai de regarder les vaches qui me regardent, a-t-il affirmé, avant d'ajouter :

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour... »

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour... »

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour... »

« Je compte sur vous pour gagner le premier tour... »



40
SI
pa
at
le
ex
d'
di
8
et

PATRICK JARREAU

BIBLIOGRAPHIE

« La Droite la plus bête du monde ? », de Philippe Vasseur

Masochisme...
En ces périodes d'avalanches éditoriales, voilà un livre politique qui tombe bien ! Quelques deux cents pages pour poser cette question qui, depuis qu'elle fut soulevée jadis par Guy Mollet n'a véritablement jamais trouvé de réponse satisfaisante : serions-nous en présence de la droite « la plus bête du monde » ?
L'opportunité de cette interrogation, à nouveau lancée à la face du microcosme, tient non seulement à la proximité de l'élection présidentielle, mais aussi à l'épisode cloche-mesure de la cantonale de Lille-Ouest. Certains pourront même se demander si, par préémonition, l'auteur n'a pas attendu ces nouvelles billes majoritaires pour fouetter la courbe de ses venes.
Car voilà au moins quelque un qui sait de quoi il parle. Posé par un nouveau Guy Mollet, style Popper, Laiguel ou Chevènement, cette question n'aurait eu évidemment strictement aucun intérêt. Mais lancée par un député de droite, porte-parole d'un parti de droite, le sujet devient captivant. Iconoclaste invité, Philippe Vasseur, a osé. Eh bien de Pas-de-Calais dans la fournaise de mars 1986, porte-parole du Parti républicain, il nous livre un singulier bilan de mandat introduit par cette question insistante à l'adresse de ses propres compagnons de combat : « Sommes-nous certains d'avoir tout fait pour perdre l'élection présidentielle ? » Philippe Vasseur n'est pas loin de penser qu'en deux ans la majorité pouvait, sur cette voie suicidaire s'avancer davantage : cet « aménagement Coluche » pour les pauvres défendu par le PR, mais mis en pièces par les technocrates balladuriciens de la Rue de Rivoli ; « ces conjurations de vaincus » ou d'« ambitieux vieillissants » qui préférèrent toujours faire être un adversaire plutôt que le paraître ; « cette mise en scène digne du Grand Guignol » que fut sous le ciel de Fréjus en juin 1987 le règlement de compte entre Jacques Chirac et François Léotard ; « les gamineries des grands anciens » de la maison RPR ; la politique de l'entruche face à l'algèbre Le Pen ; « la comédie du pouvoir législatif » à l'Assemblée nationale ; « la boulimie électorale » sur le terrain.
Les limites du parler vrai
« Rien n'est perdu, conclut pourtant Philippe Vasseur, car il est toujours possible de trouver plus bête que soi ». Consolation minimale, car après le chapitre obligatoire sur les gros péchés de la gauche, ce livre confesse, se termine néanmoins dans un cauchemar : la réflexion de François Mitterrand, l'atomisation de l'UDF, l'implosion de la majorité, bref le déluge.
Ses amis pardonneront sans doute difficilement à Philippe Vasseur un tel masochisme. Les limites du « parler vrai », dans ce milieu, sont vite atteintes. Philippe Vasseur a voulu les dépasser. Le journaliste qu'il fut et qu'il pourrait redevenir, a étouffé l'honorable parlementaire. La lucidité et l'humour sont sans doute, dans le microcosme, les choses les moins bien partagées. Il n'est pas interdit d'inviter. A sa façon, Philippe Vasseur démontre qu'il ne faut pas désespérer de cette droite-là.
D. C.
« La Droite la plus bête du monde ? », Editions Belfond, 196 p., 98 F.

DANIEL CARTON

מקרא מן הארץ

40

SI

Enquête

Les interrogations face aux affrontements dans les territoires occupés

Dans la communauté de Strasbourg l'ombre d'un doute

STRASBOURG de notre envoyé spécial

M JEAN KAHN, président de la communauté juive de Strasbourg, vous le dira à l'occasion de sa conférence de presse, organisée à la fin de sa tournée de la communauté. Il vous l'injectera avec tant de douceur, cet antidote au poison des gros titres, cet élixir anti-médias qu'on lui ferait tout de suite crédit, à plus de cent pour cent, des qualités s'il n'ajoutait, curieusement, qu'il parle de la communauté juive « profonde ».

Pourtant, s'il est un endroit de France où « juif » ne se marie pas avec « superficiel », c'est bien Strasbourg. Qui oserait demander à cette communauté de quelque quinze mille membres, la mieux structurée de l'Hexagone, la plus enracinée dans son terroir, l'Alsace, de faire sérieux ? Elle l'est.

Sérieuse, solide, ancienne. Forte d'une solide tradition scolaire, universitaire et intellectuelle toujours vivace. En ce à dire monolithique, riche d'un seul regard, catégorique et compréhensif à tout prix sur la chronique compliquée et meurtrière de Gaza et de Cisjordanie ?

Écoutez encore Jean Kahn avant de partir à la recherche des profondeurs et des surfaces puisque, aussi bien, par sa voix, c'est la communauté qui parle : « solidarité » indécryptable à l'égard d'Israël, « soutien, tout le soutien possible, à la démocratie israélienne », et « confiance » dans son bon droit et ses ressources pour sortir au mieux de l'épreuve.

Pas de jugement : « Nous sommes ici, eux sont sur place ». Si la communauté, « qui se porte bien », a des « inquiétudes », c'est de voir une nouvelle fois la fortresse assiégée, même par des jeteurs de pierres.

Une familiarité évidente

Si Jean Kahn, qui est aussi vice-président du CRIF et à ce titre très actif dans la vie nationale et internationale des institutions juives, a un doute, c'est d'une autre nature : « On porte trop des juifs, j'ai été troublé de voir que tous les juifs des médias ont tiré sur les juifs. Est-ce que le juif se vend tellement bien ? Est-ce donc qu'il est indispensable de le mettre en vitrine ? »

Reflets contestés, quelquefois détestés. La télévision aussi en ferait trop, et mal, sans discernement ni équilibre. Presque tous vous le diront (en tout cas vingt-quatre heures avant la diffusion de la bavure filmée par le cameraman israélien de CBS).

Strasbourg perçoit les mille signaux que la Terre promise émet en permanence. Le coup de fil d'une famille : « Les gens ont l'air de s'imaginer que Jérusalem vit en état de siège. C'est faux. La vie est presque normale. » Presque. L'histoire du fils Lévy, réserviste, qui a reçu un de ces fameux cailloux

pendant une période : « Un caillou ? Une pierre de plusieurs kilos, méthodiquement lâchée d'une fenêtre à son passage. A quelques centimètres près, il était mort ». Ou encore les dires et écrits du fils de l'ancien rabbin, un « ultra-gauchiste » que chacun verra à la télévision défendre la position israélienne du refus radical de ce que fait l'armée dans les territoires occupés.

Dans cette familiarité plus qu'évidente entre les juifs et « leur » Etat, qui peut prétendre, de l'extérieur, se glisser ? Sur un jumelage aussi essentiel, aussi abstrait, comment voir passer, au plus, l'ombre d'un doute ? Si l'on vous donne quelque chose à entendre, c'est le plus souvent, indirectement, au-delà des mots.

René Gutman, jeune grand rabbin de Strasbourg et du Bas-Rhin : « Israël reste un Etat, au-delà du symbole qu'il porte. Un Etat enclavé dans un enjeu et une impasse. On a le sentiment que pour Israël une défaite militaire ne sera jamais une simple péripétie de l'Histoire. »

Un tourment ?

Comme tant d'autres, le grand rabbin - [fait] confiance à la démocratie israélienne. D'un autre côté, il ne peut pas ne pas considérer qu'il y a là un échec fondamental de la reconnaissance judéo-arabe.

Méditatif, René Gutman poursuit : les pierres « viennent des mosquées » - symboliquement, c'est-à-dire de l'intégrisme. Là est le « signe de la régression ». Les pierres ne frappent pas seulement les hommes. Elles font voler en éclats « le dialogue judéo-arabe », qui avait « sa chance » depuis « la venue de Sadate en Israël, cet événement un peu surréel », cette incroyable « reconnaissance », d'où on l'attendait le moins, « de la dignité juive après la shoah ».

Disons-le à la place du grand rabbin qui n'ose le suggérer que pour s'effrayer de son audace : ce dernier constatait, les auditeurs de la grande synagogue n'y sont guère réceptifs. La communauté a quelque peine à penser avec le rabbin que « l'essence même d'Israël est visée » à Gaza, et pas seulement son existence.

Solidaire, cela va sans dire, modéré dans ses jugements - seul de tous nos interlocuteurs, il trouve le « discours journaliste » très mesuré - le grand rabbin laisse percevoir l'expression d'une réelle préoccupation. Un tourment, est-ce trop dire ? Superficiel ? Nul n'oserait même le penser.

Ces interlocuteurs ne seront pas rares, avant l'inéluctable « mais », à se libérer d'abord de la pensée qui leur trotte dans la tête. « Tshahal face à des civils, c'est inconcevable, dira l'un. Mais... » Et tel autre : « Bien sûr qu'il faut rendre Gaza, et discuter, dès que ce sera possible, de la Cisjordanie. Mais... »

« Mais » il y a l'inévitable, la lancinante « solidarité nécessaire ». Comme tous, le professeur Lazare Landau la place en exergue, avant d'ajouter : « Il y a chez nous un nombre considérable de personnes

qui pensent que le gouvernement israélien aurait dû faire preuve d'imagination pour instaurer sur tout le territoire de l'ancienne Palestine une politique et une dynamique de coopération plutôt que d'occupation.

Les colobes, comme lui qui a participé « dans le passé à des discussions secrètes entre des dirigeants arabes nationalistes et des délégués des organisations juives mondiales », ont donc une voix, qui peut se faire entendre. Mais quand la communauté parle, doutes, nuances ou vertiges s'estompent devant l'expression plus carrée, assurée et inévitablement péremptoire de la certitude, avant tout, du bon droit.

L'expression publique de la différence ne va pas sans risques de conflit. Le sociologue Freddy Raphaël, doyen de la faculté des sciences sociales, en fit l'amère expérience, il y a quelques années, après ce qu'il appelle « l'avalot du Liban », quand « les notables refusèrent de s'interroger sur la violence » ou sur « l'enlèvement » d'Israël dans le conflit.

Ce fut presque la rupture (Freddy Raphaël avait pourtant été durant douze ans vice-président de la communauté) et la révélation de ce que les discours des notables peuvent légitimer de plus excessif et inadéquat à ses yeux : « le chantage à Auschwitz » ou « l'apologie de la



Manifestation devant l'ambassade d'Israël à Paris le 25 janvier 1988 à l'appel d'organisations juives pour soutenir l'action d'Israël

violence » plus ou moins déguisée. Le conflit des sentiments et des appréciations serait-il tellement différent aujourd'hui ?

Faut-il donc croire avec Jean Kahn que le débat se ramène à une affaire de « profondeur » ou de superficialité ? Écoutez encore Freddy Raphaël : « Après le départ de Warchawski [l'ancien grand rabbin], l'arrivée d'un successeur jeune

et bien pris en main par l'establishment, je me sens bien sûr très isolé. Pas seul. On m'arrête dans la rue. On me demande « ce que j'en pense », avant d'aller à des interrogations plus radicales. Des petites gens, des enseignants, âgés souvent. Des juifs de base, en somme. Des juifs de la fidélité. »

MICHEL KAJMAN

Les juifs de France et la « guerre des pierres »

(Suite de la première page.)

Le désarroi est bien là, tel qu'en 1982, lorsque l'armée israélienne a exercé un droit de poursuite jusqu'à Beyrouth. Après une phase d'abattement - « chacun voudrait être à cent pieds sous terre, ne rien voir, ne rien entendre », affirme M. Léon Herzberg, dentiste à Nancy.

On reconnaît d'abord les inconditionnels, les « supporters à 100 000 % », comme dit Enrico Macias. Ils sont reçus en délégation par l'ambassadeur d'Israël, M. Ovadia Soffer, pour lui exprimer leur soutien (le 20 janvier). Ils font signer la pétition « Confiance à Israël », lancée fin février par le bimensuel Actualité juive. Ils proclament - le texte en éprouve curieusement le besoin - que « quoi qu'il en soit, nous ne sommes pas divisés ».

« Les flagellants »

Le 23 février, au Centre Rachi, quatre cents fidèles applaudissent M. Soffer. L'ambassadeur remercie mais fait remarquer que les auditeurs étaient vingt fois plus nombreux à Marseille. « Vous les amis d'Israël, faites-nous l'amitié de ne pas vous joindre aux lanceurs de pierres », demande-t-il « avec gravité ». L'assistance ne s'arrête qu'un instant à la nuance qu'apporte M. Soffer lorsqu'il est moins en colère contre ceux qui transfèrent la Judéo-Samarie en « deuxième Hollywood » pour tournages de « westerns » : la presse française « n'est pas la plus virulente ».

On reconnaît ensuite les esprits tourmentés, dits « flagellants » par les premiers. Ils remettent sur le trottoir de l'ambassade, à l'attache

de presse, une pétition qui en appelle aux « droits de l'homme » en parlant des Palestiniens. Membre de l'association France-Palestine, le médecin Francis Kahn est sommé lors de la manifestation et contre-manifestation du 20 janvier de présenter, avant de prétendre avoir voix au chapitre, son brevet de défense des droits des réfugiés d'URSS. Les observateurs notent en tout cas que, par rapport à 1982, les manifestations ont fondu, des deux côtés.

Il y a encore les bonnes volontés, qui tiennent une corde un peu raide, puisqu'elles souhaitent « aider politiquement Israël plutôt que de donner des leçons de morale », comme dit le chercheur Jacques Ternero. Au lieu de manifester, ils tentent des rapprochements entre juifs et Palestiniens modérés. A Paris, mais cela rapproche tout de même. Le rédacteur en chef du quotidien arabe de Jérusalem *El Fajr*, M. Hanna Sinora, a ainsi été présenté à l'establishment de la communauté le 8 février. La soixantaine de participants a discuté « tard dans la nuit ».

Ce camp-là, disent les spécialistes, serait en augmentation. Le 2 mars, par exemple il faut être arrivé avec une heure d'avance pour entrer au Centre Rachi et écouter l'historien Zeev Sternhell et le professeur de biophysique Henri Atlan, s'exprimer au nom de La Paix maintenant, à l'invitation des amis français du mouvement israélien. A la tribune, se trouvent également Alain Finkielkraut, M. Henri Bulawko, président du cercle Bernard-Lazare, et M^{me} Elisabeth Badinter.

Les portes du bâtiment sont assiégées à 20 h 30. Certains risquent l'asphyxie dans le sas d'entrée, sans que s'écouvent les gardiens du tem-

ple. Eric Gheball, secrétaire général de SOS-Racisme, affirme, à propos des territoires qu'il ne s'agit pas d'« un problème moral », mais seulement d'« un problème politique ». Dans la salle comble, la philosophe Elisabeth de Fontenay demande comment La Paix maintenant « se représente les interlocuteurs palestiniens ». M^{me} Marie-Claire Mendès France est aussi présente, elle qui, en tant que présidente du Centre international pour la paix au Proche-Orient, est allée dire tout net aux dirigeants israéliens : « En tant que juifs, nous ne sommes pas fiers du tout. Il faut que cela cesse. »

« Une « assurance-vie »

La communauté « ordinaire », elle, en dit rarement aussi long. Quand ils parlent, les juifs français rappellent d'abord qu'Israël est une « assurance-vie », comme Cathy, vingt-huit ans, partie en 1977 pour s'y installer et revenue parce que sa famille lui manquait. « C'est un bijou qui ne doit s'abîmer ni par l'intrusion ni par l'exérieur », dit Jacqueline, qui a fait ses vingt ans en Israël, en 1967. « C'était un mythe. Je ne pourrais pas supporter la destruction. Des tracts appelaient à jeter les juifs à la mer. C'est tellement petit qu'on sentait que cela pouvait être vrai. » En son point le plus étroit, dit-elle, Israël ne mesure pas plus que « la distance Paris-Enghien ».

« Je suis très troublée, indique Jacqueline. Ces événements symbolisent un échec. Voir tuer un enfant, je ne le supporte pas. Mais j'ai confiance dans l'état d'esprit de la majorité des Israéliens. Ils ont beaucoup souffert. Ils ne donnent pas la mort par vengeance ou par amertume, mais parce qu'ils ont une arme en main et qu'il faut s'en servir. Si Israël ne réagit pas, j'ai l'impression qu'il est mort. » Il y aurait, dit-on, « quelques extrémistes de droite » parmi les soldats israéliens. « Des brutes, des imbéciles, des excités », comme les juge un commerçant de soixante-sept ans. Mais on en revient vite aux motifs de « fierté », les « progrès scientifiques », les kibboutzim visités pendant les vacances.

Pourquoi toujours des enfants ? Nicole, mère de famille de quarante-cinq ans, a posé la question à un cousin d'Israël. « Ils poussent les femmes et les enfants devant. Ils ne mettent pas la vie sur le même plan que nous », dit-elle. Ces enfants seraient, dit-on, des martyrs, des enfants-suicides, fanatisés à l'iranienne. Les femmes, les mères, la mémoire juive ne peuvent pas croire autre chose.

A entendre cette famille de Paris et de banlieue, de Pologne et de Maghreb, Israël reste injustement traité par des médias. Elle aimerait voir quelques cartes de la région, à la télévision, plutôt que toujours ces lanceurs de pierres dans leur tablier d'écolier. Elle aimerait entendre parler de la situation dans laquelle avaient été laissés les territoires avant 1967. Elle ne s'opposerait pas à ce qu'on s'intéresse moins aux bavures militaires - avouées et donc à moitié pardonnées - et davantage aux discours que tient en arabe Yasser Arafat sur Radio-Bagdad, parfaitement traduits par les soins de

PATRICK JARREAU

l'ambassade. « Les médias renvoient l'image d'un peuple sanguinaire, dit Cathy. C'est pour cela que je me révolte. J'aurais envie d'en parler à tous les non-juifs pour leur expliquer. Il doit y avoir des raisons à l'attitude de l'armée, que l'on ne nous donne pas. »

Le mari de Jacqueline, qui lui ne cherche pas, croit-on, comprendre, de raisons, renvoie chacun à son histoire. La mort de Palestiniens dans des « opérations de maintien de l'ordre » ne le « choque pas plus » que celle de Malki Ousséine ou celle de dix Mélandziens à Hienghé. Il évoque Charonne et la Tanieh, où sa famille a tout laissé, mais qu'il « ne revendique pas pour autrui ». « Il n'y a pas d'OAS israélienne. N'importe quel Etat aurait perdu son âme en quarante ans de guerre », dit-il.

« J'ai pris une claque »

Mais Jacqueline, soudain, trouve des larmes à la place des mots : « Les morts, je les ai là. C'est pour cela que je ne parle pas beaucoup. Je ne peux pas aller plus loin dans ma critique, ce n'est pas le même problème que d'habitude. » Une radio a fait son dimanche matin de la tentative d'enlèvement de jeunes Palestiniens à Saleim. « J'ai pris une claque », dit Maurice, dans sa galerie de tableaux. Mais si l'on n'est pas d'accord, cela reste de l'ordre du non-dit. Lorsqu'on insiste, la conversation revient au point de départ : « On voudrait qu'un processus de négociation s'engage. »

Avant même qu'on ne l'interroge, M. Patrick Gaubert, chargé des relations avec la communauté au ministère de l'Intérieur, fait part de la question à laquelle, lui non plus, n'a pas trouvé de réponse : « Que voulez-vous qu'on dise ? » M. Gaubert a pris la température de l'anti-sionisme : elle est en hausse, légère, après une forte chute depuis le procès Barbière.

Les juifs français cherchent eux aussi des réponses ou au moins des explications. Pendant qu'Abraham Sous, le représentant de l'OLP à Paris, adresse à tous les maires de France une pétition contre « la brutalité de la répression militaire israélienne » (avec le numéro de CCP de l'organisation caritative SOS-Gaza), l'ambassadeur d'Israël publie son agenda pour montrer qu'il ne chôme pas. Les institutions communautaires, qui n'avaient pas de discours en réserve, sont presque contatées. « C'est le désert », affirme un commerçant sur le ton, cette fois, de la protestation. En 1982, au moins, un colonel israélien de Saldia était venu faire une conférence. »

Fin février, le mariage de deux jeunes Palestiniens par quatre soldats israéliens fait des victimes, de ce côté-ci de l'image. Une mère, mille mètres de famille, se demandait : « Où va-t-on ? Dix jours plus tard, les enfants cadent écrasés aux terroristes de la première génération de l'OLP, qui prennent un autobus de civils israéliens en otage dans le désert du Neguev. Les juifs de France recommandent d'aller voir, du côté de la communauté arabe, s'il y a du « désarroi ».

CORINNE LESNES

L'attitude des instances représentatives

« Faire confiance » à Israël

LES juifs de France sont-ils à 98 % derrière Israël », comme l'affirme l'Araé, mensuel du Fonds social juif unifié ? Aucun sondage ne permet de répondre à cette question, mais l'important est ce souci des organes et instances communautaires d'affirmer une unanimité quasi parfaite en réponse aux médias qui font état du trouble, des désaccords ou du désarroi qui auraient provoqué les événements de Cisjordanie et de Gaza.

Le problème est toujours le même : tout juif peut parler « en tant que juif », mais seuls quelques-uns ont autorité pour parler « au nom des juifs ». Les deux affirmations sont exposées à une contestation permanente, qui veut à tout intellectuel juif s'exprimer en cette qualité d'être bien sûr accusé d'usurper une représentativité à laquelle il ne prétend d'ailleurs pas, tandis que les porte-parole patentés sont soupçonnés de former un établissement condamné à la langue de bois et soumis à la pression de l'ambassade d'Israël.

Les prises de position officielles peuvent, ainsi, prendre un caractère mi-chèvre mi-chou, qui rappelle les subtilités des congrès radicaux d'autrefois et laisse perplexes ceux-là mêmes auxquels elle s'adresse. Dans une déclaration votée à l'unanimité, le 17 février, le comité directeur du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) affirmait qu'il « fait confiance » à Israël pour agir « dans le respect des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine ». Felleit-il voir dans cette mention des droits de l'homme un direct rappel à l'ordre ? Ou bien, au contraire,

un acte de foi ? Aucune des deux interprétations n'était découragée.

« Tout se passe », estimait le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, et le président du Consistoire central, M. Jean-Paul Elkann, comme si les adversaires des juifs « voulaient se débarrasser de leur mauvaise conscience ». Comme tous, le professeur Lazare Landau la place en exergue, avant d'ajouter : « Il y a chez nous un nombre considérable de personnes

qui pensent que le gouvernement israélien aurait dû faire preuve d'imagination pour instaurer sur tout le territoire de l'ancienne Palestine une politique et une dynamique de coopération plutôt que d'occupation.

« Que cette pensée hante les censeurs d'Israël, ou beaucoup d'entre eux, expliquerait les « doubles standards » appliqués dans l'évaluation des événements du Proche-

Orient. Jamais les centaines de milliers de morts de la guerre Iran-Irak ou les victimes des combats entre milices communistes libanaises n'ont soulevé, dans les médias, une émotion comparable à celle que provoque la répression des émeutes de Cisjordanie et de Gaza. A cela, des mouvements juifs qui se situent politiquement à gauche et qui se veulent les correspondants diasporiques des courants qui réunissent, en Israël, La Paix maintenant, répondent que le niveau d'exigence que l'opinion applique à l'Etat hébreu lui crée une obligation supplémentaire - outre celle de principe - d'y répondre.

Le débat devient, alors, celui de la responsabilité des juifs de la diaspora. Faut-il considérer, comme l'affirme le CRIF, que seuls les Israéliens peuvent proposer des solutions politiques ? Ou bien faut-il penser, comme le Centre international pour la paix au Proche-Orient, invoquant le souvenir de Pierre Mendès France et de l'appel qu'il avait coigné en 1982, qu'une étincelle peut venir de l'extérieur ?

En d'autres termes, les juifs doivent-ils se borner à affirmer leur solidarité avec Israël lorsque la sécurité ou l'existence de celui-ci est menacée, ou bien doivent-ils se considérer comme moralement impliqués dans l'évolution de l'Etat hébreu ? L'inconditionnalité, que certains d'entre eux réclament, ne serait-elle pas le premier pas vers l'indifférence ?

Quelques heures après une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC

Un gendarme est tué à Ajaccio par un commando de quatre hommes

Un gendarme, Stéphane Chariot, vingt-sept ans, a été tué, à Ajaccio, le mardi 8 mars peu après 13 heures, de deux balles dans l'abdomen par un commando de quatre hommes qui ont introuvablement la caserne de gendarmerie Battesti. Cet attentat suivait de quelques heures une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC au cours de laquelle, des membres de l'organisation dissoute ont distribué un document préconisant « la construction d'une nouvelle société socialiste ».

Sur ces contradictions aussi : cette faiblesse originelle qui fait détruire par ses « durs » les projets plus cohérents de ses « politiques », et contredire par le Sud (Ajaccio), plus scolarisé, les tentatives d'ouverture du Nord (Bastia).

retrouvait psychiquement au 5 août 1987, après l'assassinat à Bastia, par un commando nationaliste, du gendarme Guy Aznar. Un autre « ennemi colonialiste », selon

selon d'autres informations, auraient été retrouvés sur les lieux de l'attentat. Les enquêteurs se montrent cependant discrets sur la valeur de leurs indices et interrogent les deux nationalistes interpellés, placés en garde à vue.

Si l'on avait cette conférence de presse du matin à laquelle certains spécialistes trouvent même des « accents socialistes », il serait facile d'opter pour la stricte thèse de la radicalisation longtemps promise, entreprise depuis la mort, en août 1987, du gendarme Guy Aznar. La logique étroite de la terreur en Corse peut fournir un code de lecture à ce nouvel assassinat. La mort de Guy Aznar répondait, en effet, à la capture, au mois de juin précédent, de Charles Fierl, l'un des chefs militaires présumés de l'ex-FLNC dont la photographie figurait, depuis la fin du printemps, sur l'affiche de l'appel à témoins lancé par le ministre de l'Intérieur.

Il n'est pas absurde de penser que l'ex-FLNC cherche à affaiblir le ministre de l'Intérieur en pleine campagne électorale, alors que les succès antiterroristes de celui-ci constituent, pour une bonne part, l'argumentaire de son candidat, M. Jacques Chirac. Faut-il rappeler que la campagne présidentielle doit garder en Corse ses particularismes et que les candidats, s'ils choisissent, comme M. Raymond Barre, le mois dernier, de poser le pied sur l'île, ont intérêt à préparer ici un discours non hexagonal.

Mystères et contradictions du nationalisme corse

L'expression « l'ex-FLNC, un autre gendarme, venait de succomber, lui aussi, à la guerre que les clandestins ont décidé de mener contre les représentants les plus symboliques de « l'Etat impérialiste français ».

Pinsiers rafales d'armes automatiques

A 13 h 10, le 8 mars, Stéphane Chariot, âgé de vingt-sept ans, marié et père d'une petite fille, réglait la circulation devant la porte arrière de la caserne Battesti, siège de la légion corse de la gendarmerie, sur les hauteurs d'Ajaccio. Depuis dix jours, la porte principale avait été condamnée parce que jugée trop dangereuse, justement, en cas d'attaque. Des travaux y avaient été entrepris, et on utilisait une porte annexe, en fait seule ouverture d'un haut mur de pierres sèches. Une vingtaine d'hommes jouaient dans la cour, près de cette porte, attendant l'heure de retourner en classe, lorsque, brusquement, les passagers d'une Opel Ascona blanche qui renouait la rue ont tiré plusieurs rafales d'armes automatiques sur le périmètre de la porte.

Stéphane Chariot s'est écorché sans avoir eu le temps de réagir, atteint de deux balles - sans doute de calibre 11,43 - dans l'abdomen. Le gendarme, chef de détachement de secours en montagne, devait décéder à son arrivée à l'hôpital.

sèches du mur, dix-sept impacts de balles. Présents à quelques mètres, dès les premiers coups de feu, des gendarmes sont intervenus et ont réussi à tirer sur la voiture, qui s'éloignait en direction du maquis tout proche. Mais le chemin des Millelli est une voie sans issue et le commando qui avait agi à visage découvert n'avait aucune chance de s'enfuir par la route.

Après un carambolage avec un véhicule qui circulait en sens inverse sur l'étroit chemin, les quatre hommes ont abandonné la voiture pour s'éloigner à pied. Deux d'entre eux ont été rapidement interceptés par leurs poursuivants. Mais, selon les enquêteurs, la prise n'était pas bonne : les deux hommes arrêtés - dont, selon certaines informations non confirmées, un mépris fils d'un ancien joueur professionnel de football d'origine canaque - ne portaient pas les armes du commando. Les deux compagnons ont fait disparaître, dans leur fuite dans le maquis, la preuve de l'assassinat.

Tard dans la nuit, une soixantaine de gendarmes fouillaient encore, à l'aide de chiens, ce coin de broussailles et d'épines, sans espoir de retrouver les tireurs en raison de la proximité de cette zone avec la ville. La gendarmerie chargée de l'enquête sur l'assassinat de Stéphane Chariot dispose cependant du véhicule, une voiture volée immatriculée dans le Finistère. Des douilles,

Attentats et ouvertures politiques

La mort de Stéphane Chariot est aussi sûrement la réplique à l'arrestation d'un autre portrait de « l'affiche », Jean-André Orsoni, lui aussi membre de la bande dite des « fugitifs », corse le 27 février dernier par les policiers dans une maison d'un village proche d'Ajaccio. Et comme l'organisation clandestine fait tout payer, même ses morts par inadvertance, pourquoi ne pas mettre dans la balance le décès de Jean-Baptiste Acquaviva - autre portrait de l'affiche - le 14 novembre, lors d'une opération de commando contre une ferme ?

Si l'on avait cette conférence de presse du petit jour, ce même mardi, on pourrait mettre aussi l'assassinat de Stéphane Chariot sur le compte de ce curieux « dialogue entre Corsas », selon l'expression d'un

homme politique insulaire, que l'ex-FLNC entretient avec le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua. Depuis que ce dernier a appelé, l'été dernier, ses compatriotes à coopérer avec les forces de l'ordre et à éliminer eux-mêmes la violence nationaliste par la délation, l'organisation clandestine, pour la première fois, doit hausser le ton, frapper plus fort face à un adversaire dont la voix porte dans l'île.

PHILIPPE BOGGIO et MICHEL CODACCIONI.

AJACCIO

De nombreux Corses ont relevé la troublante coïncidence. Juste une heure après le premier bulletin radio relatif à une conférence de presse clandestine de l'ex-FLNC au cours de laquelle, un commando motorisé comprenant au moins quatre hommes, a tiré plusieurs rafales d'armes automatiques sur la sentinelle de la caserne de gendarmerie d'Ajaccio au cours d'une opération sans succès. Trop mal préparée, trop mal repérée pour ne pas résulter, au moins partiellement, de l'improvisation.

Un groupe isolé a-t-il voulu briser cet effet qu'aurait pu produire dans l'île la conférence de presse ? Le commandement « militaire » de l'ex-FLNC a-t-il précipité une action programmée pour plus tard ? Les Corses, une nouvelle fois, s'interrogent sur les mystères de la logique interne de l'organisation dissoute.

Un document du mouvement dissous

Pour une « nouvelle société socialiste »

BASTIA

C'est un document de six pages dactylographié, que quatre hommes en civils, se réclamant de l'ex-FLNC, ont remis aux « six journalistes » conduits le mardi 8 mars vers 5 heures du matin, dans une villa isolée du sud de Bastia. « Le nationalisme corse, affirme le texte, a toujours été, mais une dérive historique, celle de la construction d'une nouvelle société qui pose questions, dans toute la dimension du terme, de socialisme, dans la mesure où nous sommes déterminés à remettre en cause toutes les formes d'exploitation. Le ton est, dans ce document, celui d'un mouvement ultra-radicalisé, qui n'hésite plus, désormais, à tuer. Les projets économiques du petit jour étaient brusquement devenus dérisoires. La Corse, brutalement tirée de sa torpeur hivernale, se

L'ex-FLNC propose la « reconstitution d'un tissu économique productif », notamment dans quatre domaines :

- 1) Les transports : les « super-touristes » de Corse doivent bénéficier d'une baisse notable du coût des transports ; en revanche, les produits importés concurrençant directement ces produits corses ne doivent pas bénéficier de la « contrainte territoriale » ;
2) La distribution des produits locaux doit être privilégiée avec notamment la délimitation du label « produit corse » ;
3) Finances et fiscalité : l'ex-FLNC propose des « directives d'orientation du crédit avec des taux préférentiels pour la création de structures productives » et « l'obligation de réinvestir l'épargne corse en Corse » ; il préconise « la création d'un office de développement économique » ;
4) La formation des hommes et les politiques sociales doivent être adaptées aux besoins économiques de la Corse. L'université pourrait en être le maître d'œuvre avec des « filières tournées vers les ressources locales : bois, pierre, agriculture, énergie, agro-alimentaire » et le développement des formations de haut niveau (notamment troisième cycle et recherche). L'ex-FLNC préconise la « corrélation » des emplois. Pour le secteur privé : embauche des salariés sur place ; pour le secteur public : les postes doivent être pourvus en priorité par des Corses ; L'enseignement obligatoire de la langue corse reste la revendication unique pour le développement culturel.

M. C.

Les réactions

M. FRANÇOIS MITTERRAND : « L'insupportable terrorisme ». - Le président de la République a adressé à M. Stéphane Chariot le télégramme suivant : « J'ai appris avec une profonde peine l'attentat dont votre mari le gendarme Stéphane Chariot vient d'être victime à Ajaccio. Je tiens à vous assurer de la solidarité du pays tout entier face à cet insupportable terrorisme. Dans ces circonstances particulièrement cruelles pour vous-même et votre fille, je tiens à vous adresser mes très sincères condoléances et à vous exprimer mes sentiments d'affliction. »

M. JACQUES CHIRAC : « Un lâche attentat ». - Le premier ministre a qualifié l'attaque meurtrière de Corse de « lâche attentat » dans un message adressé au directeur général de la gendarmerie. « Je souhaite, a-t-il ajouté, que toutes les volontés soient mises en œuvre pour les auteurs de ce meurtre soient interpellés et puissent rendre compte de leurs actes devant la justice. »

M. ROBERT PANDRAUD : « Sans pitié ». - Pour le ministre délégué chargé de la sécurité, « sans pitié nous lutterons contre les assassins ». Il a déclaré en outre : « Nous avons déjà pris des mesures et nous continuerons à en prendre d'autres. »

(...) Nous avons dit que nous démantellerions les réseaux terroristes ; nous avons été très efficaces dans beaucoup de réseaux. Il n'y a pas de raison que nous ne réussissions pas en Corse. »

M. ANDRÉ GIRAUD : « Nous pouvons accepter ». - Le ministre de la Défense, dans un message de soutien, a déclaré, mardi 8 mars, à Antenne 2, qu'il était « indigné par la lâcheté de l'attentat. Nous avons libéré des hommes courageux qui sont en train de faire triompher autant que possible la loi de la République. »

Le PS : « Vigoureuse dénonciation ». - Porte-parole du Parti socialiste, M. Jean-Jack Queyranne a fait savoir que le PS « dénonce avec la plus grande vigueur la mort d'un gendarme à Ajaccio ». Son communiqué ajoute que le PS « n'a jamais voulu exploiter l'insécurité et le terrorisme à des fins politiciennes, mais se doit de constater que, depuis 1986, la Corse a connu une recrudescence des actions violentes et meurtrières. »

En Corse, M. JEAN-PAUL DE ROCCA-SERRA, président (RPR) de l'Assemblée de Corse, ainsi que M. JEAN ROSSI, président (UDF) du conseil général de la Corse-du-Sud, ont exprimé leur indignation et leur émotion.

NOUVEAU - A PARTIR DU 28 MARS

PARIS-SEVILLE 10 VOLS HEBDOMADAIRES

3 VOLS SANS ESCALE

LUNDI, MERCREDI, VENDREDI DÉPART ORLY SUD : 13 H 25 ARRIVÉE SÉVILLE : 17 H 30

7 VOLS (AVEC ESCALE A VALENCE)

TOUS LES JOURS DÉPART ORLY SUD : 17 H 50 ARRIVÉE SÉVILLE : 21 H 25

Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux. Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23 1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.60 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.86.44.60.



Handwritten text in Arabic script: هفتاد و اربع

Justice

La libération du gardien de la paix auteur de la « bavure » de Marseille

Plusieurs syndicats de policiers manifestent leur satisfaction

Après trente-trois jours de prison, le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline, auteur de la « bavure » qui avait coûté la vie à Christian Dovero, vingt-six ans, sur un parking le 2 février dernier à Marseille, a été remis en liberté, le mardi après-midi 8 mars, sur décision prise, le matin même, par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence (Le Monde du 9 mars).

Placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de se concerter avec les témoins, quels qu'ils soient, ni avec les hommes de la brigade de surveillance Nord à laquelle il appartenait, le policier reste inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

En apprenant la libération du policier, M^{me} Dovero, mère de la victime, a déclaré : « Trente-trois jours pour l'assassinat de mon fils, ce n'est pas cher payé. La vérité est sortie. J'ai entendu trop de mensonges. Je veux que la vérité éclaire. » Tandis que M. Dovero affirmait : « La vérité, les policiers la connaissent, qu'ils la disent. On veut dans cette affaire innocenter le policier. (...) C'est bien lui qui a appuyé sur la gâchette. »

De leur côté, plusieurs syndicats de policiers ont manifesté leur satisfaction. La Fédération autonome de la police nationale (FASP) « s'est félicitée » de la remise en liberté de Jean-Pierre Aveline. « Cette mesure », a indiqué M. Eugène Aconio, secrétaire général du SNPT/FASP, nous réconforte et, comme nous le souhaitons, prouve qu'un policier doit être considéré comme un citoyen à part entière. » Nous regrettons, a-t-il ajouté, que les avertissements du ministre de la justice et la pression de la rue nous aient conduits à cette situation. »

La Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP, proche de l'extrême droite), qui « se réjouit », ajoute dans un communiqué qu'« elle attend avec impatience le non-lieu mérité pour ce représentant de l'ordre et la condamnation de tous ceux qui ont porté atteinte à son honneur ».

Le Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, proche de la majorité), qui « se félicite » de la libération du policier, estime que « sa détention n'était pas nécessaire » puisqu'il avait agi « dans le cadre d'une mission de police ».

L'affaire du Carrefour du développement

La Cour de cassation confie à la chambre d'accusation de Rouen le sort d'une plainte de M. Nucci

Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation rendu le 7 mars remet en mémoire l'un des épisodes de l'affaire dite du Carrefour du développement. Cet arrêt annule en effet celui de la chambre d'accusation de Paris qui, le 7 décembre 1987, avait lui-même annulé l'ordonnance rendue le 6 octobre précédent par le doyen des juges d'instruction, M. Alain Sauret, et déclarant recevable une plainte contre X... déposée par M. Christian Nucci pour recel de malfaiteur et visant en fait celui ou ceux qui dévalaient à M. Yves Chaillet le vrai passeport qui facilitera sa fuite des premiers mois.

La censure de la chambre criminelle ne saurait être tenue en elle-même pour un rebondissement. L'arrêt juge seulement que les magistrats d'appel, dès lors qu'ils

déclaraient le doyen des juges d'instruction sans qualité pour se prononcer sur la recevabilité d'une plainte, n'auraient pas dû ordonner le retour de la procédure entre les mains du procureur de la République en vue de la désignation d'un juge d'instruction compétent, mais soit se prononcer eux-mêmes sur la recevabilité de la plainte de M. Nucci, soit désigner le magistrat apte à le faire.

En conséquence, la Cour de cassation a désigné la chambre d'accusation de Rouen pour statuer sur cette affaire.

Ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucci, député PS de l'Isère, a fait l'objet d'un vote par lequel les deux Assemblées parlementaires l'ont estimé, à la majorité, justiciable de la Haute Cour de justice.

Une commission arbitrale pour les enfants retenus en Algérie

Le ministre français des affaires étrangères a annoncé, le mardi 8 mars, la création prochaine d'une commission arbitrale franco-algérienne pour le règlement des dossiers individuels des enfants de couples mixtes franco-algériens séparés retenus par leur père en Algérie. Cette annonce a été faite vingt-quatre heures avant la réception à l'Élysée du Collectif des mères d'Alger, accompagné d'une délégation de députés des quatre principales partis (RPR, UDF, PS et PC) qui devaient s'entretenir avec M. Mitterrand.

La commission arbitrale serait mise en place en attendant la signature d'une convention entre les deux pays. Elle réglerait les dossiers un par un et, contrairement aux médias qui avaient été désignés par Alger et Paris, serait habilitée à faire exécuter les décisions prises.

AÉRONAUTIQUE

Les Chinois lancent un nouveau satellite de télécommunications. La Chine a lancé avec succès, le lundi 7 mars, un nouveau satellite de télécommunications portant ainsi à vingt le nombre des charges utiles qu'elle a mises en orbite par ses propres moyens. Pour ce tir effectué depuis la base de Xichang, située dans le sud-ouest du pays, les Chinois ont fait appel à un lanceur de type Longue Marche, dont ils ont l'intention de commercialiser les services auprès des pays étrangers intéressés. Ce satellite, si l'on en croit les précisions données par l'agence Chine nouvelle, serait une version améliorée d'un satellite de télécommunications lancé en février 1986. Lors de son dernier tir réussi, en août 1987, il fut Longue Marche avait lancé un satellite porteur d'expériences de microgravité fournies par la société Matra.

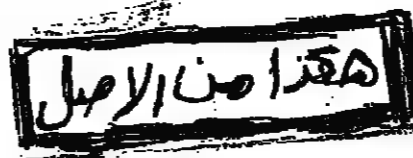
Une septième inculpation dans l'affaire des fausses factures de Nancy

M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé de l'affaire des fausses factures de Nancy, a inculpé le mardi 8 mars, un entrepreneur en peinture de Maxéville (Meurthe-et-Moselle), M. Gérard Malgras, de « faux en écriture de commerce et abus de biens sociaux ».

M. Malgras, qui a été écroué à la maison d'arrêt de Briey, est la septième inculpé dans cette affaire. Le juge lui reprocherait d'avoir surestimé des devis destinés à l'un des six autres inculpés, M. André Gusy, entrepreneur en maçonnerie à Toul. Selon son défenseur, M. Philippe Souchal, M. Malgras conteste les faits qui lui sont reprochés. L'avocat a fait appel de l'ordonnance de mise en détention.

Cette inculpation est intervenue le jour même où la chambre d'accusation de la cour d'appel de Nancy devait examiner la demande de mise en liberté de deux des inculpés, M. Michel Bouriez, directeur général des hypermarchés Cora et président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, et de M. Richard Zanier, directeur technique d'une entreprise filiale de Cora. La chambre doit rendre son arrêt, mercredi 9 mars, dans l'après-midi.

La Ligue des droits de l'homme répond aux inspecteurs de police. Saisi par le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC) à propos de Dominique Loiseau, inspecteur de police, inculpé et en détention provisoire depuis le 20 janvier 1988 (Le Monde du 27 février), le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Yves Jouffrès, lui a répondu : « Dès que nous aurons été saisis par les avocats de M. Loiseau, nous ne manquerons pas d'intervenir si, bien entendu, nous relevons des manquements aux droits fondamentaux de la personne humaine. » La défenseur de M. Loiseau est M. Jacques Vergès.



Médecine

La transmission hétérosexuelle du SIDA

Le rapport de Masters et Johnson déclenche une vive polémique aux Etats-Unis et en Europe

La nouvelle controverse sur le risque de transmission hétérosexuelle du virus du SIDA lancée le 7 mars à New-York par les célèbres sexologues américains William Masters et Virginia Johnson (Le Monde du 9 mars) se fonde pour l'essentiel sur une étude effectuée à partir d'un groupe de huit cents personnes. La méthodologie et les principaux résultats de ce travail font l'objet d'un ouvrage publié conjointement

aux Etats-Unis et en France (1). Les conclusions et les extrapolations des sexologues américains, qui estiment notamment que trois millions de citoyens américains sont déjà contaminés par le virus du SIDA sont très vivement critiquées par de nombreux spécialistes et épidémiologistes de cette maladie. A Londres, lors de la cérémonie d'ouverture d'une conférence internationale

consacrée à l'impact social du SIDA, le docteur Jonathan Mann, responsable du programme SIDA de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a déclaré, le mardi 8 mars, qu'il était irresponsable de la part des deux sexologues américains d'appuyer de leur prestige de telles thèses sur la transmission du SIDA. Il leur a notamment reproché de ne se fonder sur aucune donnée scientifique.

Comme le laisse entendre le docteur Mann, il serait sans doute beaucoup plus simple d'évoquer — ou de ne pas publier — ce nouveau travail sur le SIDA.

■ n'avait été mené par William H. Masters et Virginia E. Johnson, la notoriété de ces deux spécialistes en matière de sexologie apparaissant à l'évidence de nature à cautionner les résultats auxquels ils aboutissent en matière de SIDA.

L'étude des sexologues américains a porté sur 800 personnes âgées de vingt et un ans à quarante ans, sélectionnées à partir d'un échantillon de près de 4 000 personnes, hommes et femmes. Ces 800 individus, précisent les auteurs de cette étude, sont répartis de la façon suivante : 200 hommes et 200 femmes certifiant poursuivre des rapports à long terme (mariage, concubinage), depuis au moins cinq ans avant d'être soumis à notre questionnaire ; 200 hommes et 200 femmes certifiant avoir eu un minimum de six partenaires sexuels par an au cours de cette période de cinq ans, qu'ils soient ou non mariés. Pour des raisons d'économie, l'étude a été limitée à des personnes habitant dans quatre villes américaines, deux comme étant à hauts risques (New-York et San-Francisco) et deux comme étant à très faibles risques (Saint-Louis, Atlanta).

Dans tous les cas, afin d'éliminer le risque de sélection des sujets potentiellement séropositifs par voie sexuelle, n'ont été retenues que les personnes n'ayant pas subi de transfusion sanguine depuis 1977. n'ayant pas fait

usage de drogue et n'ayant pas eu de rapports homosexuels ou bisexuels depuis 1977.

Toute l'étude a été menée de façon rigoureusement anonyme. Sur les quatre cents personnes monogames, seul un cas de séropositivité a pu être établi. Dans le groupe à partenaires hétérosexuels multiples, le taux de séropositivité était de 5 % chez les hommes et de 7 % chez les femmes. Les pourcentages montaient à 14 % et à 11 % chez les hommes et les femmes déclarant avoir plus de douze partenaires annuels durant les cinq dernières années. Les taux de séropositivité les plus élevés ont, comme prévu, été retrouvés à New-York et à Los Angeles.

D'une manière générale, les auteurs américains ne parviennent pas à mettre en évidence l'existence de risques spécifiques liés à telle ou telle pratique sexuelle. Seule la fréquence des partenaires semble constituer un risque de contamination. « Moins de 10 % des hommes et des femmes ayant des partenaires multiples se considéraient comme exposés à la contamination par le virus », écrivent Masters et Johnson. « Ils étaient convaincus, pour la plupart, que le problème du SIDA ne concernait pas les hétérosexuels. Beaucoup d'entre eux assuraient même être capables d'éviter tout contact avec des personnes contaminées ».

« Ces constatations, soulignent-ils, ne reconnaissent rien à l'intensité de ces contacts ».

Dans le groupe à hauts risques, le taux de séropositivité était de 23 % chez les hommes et de 15 % chez les femmes. Mais, précise le rapport, « ces chiffres sont très élevés et ont été obtenus chez un groupe à hauts risques. Dans le fil de cette insouciance générale, aucun des

deux cents hommes du groupe d'étude n'avait régulièrement utilisé un préservatif au cours de l'année précédente. Sur les deux cents femmes, six seulement demandaient régulièrement à leurs partenaires d'utiliser un préservatif. » Tout en analysant les faits énoncés, que pouvait composer la méthodologie retenue pour un tel travail, et en déclarant ne pas vouloir extrapoler de manière hasardeuse, les sexologues américains développent très longuement les risques que comporte une telle situation. « Cette insouciance, écrivent-ils, laisse à penser que les autorités responsables de la santé publique ont failli à leur devoir de faire comprendre au public que l'épidémie de SIDA a éclaté. Les avertissements de nombreux experts sur le risque encouru par la multiplication des partenaires semblent n'avoir pas été pris au sérieux par la partie même de la population hétérosexuelle à laquelle ils étaient destinés ».

Cet état de choses soulève de nouveaux sujets d'interrogation, car « le SIDA est indubitablement un problème de santé publique de plus en plus grave », commentent les épidémiologistes français spécialistes. « On ne peut pas raisonnablement extrapoler à partir de tels chiffres. D'autre part, le recrutement effectué sur la base du volontariat suscite est un biais très important. » En ce qui concerne la situation française (2), il est clair, sans avoir des spécialistes, que les cas de séropositivité retrouvés chez les hétérosexuels stricts correspondent toujours à l'existence chez le sujet ou chez son conjoint d'un facteur de risque — ascendance, transmission, etc. — déjà connu pour le SIDA.

JEAN-YVES NAUL.

(1) Le Cri d'alarme, tout ce que vous avez toujours craint de savoir sur le SIDA, de William H. Masters, Virginia E. Johnson et Robert Kolney. Editions du Pré-son, 1984, p. 99 F.

(2) Sur le thème, on peut se reporter au tout récent et fort instructif Les Femmes et le SIDA, du professeur Roger Hénouin, Flammarion, 165 p., 99 F.

Les suites de l'affaire d'Amiens

Le professeur Alain Milhaud est inculpé à sa demande

Le professeur Alain Milhaud, qui avait suscité une vive polémique en faisant inhaler du protoxyde d'azote à un jeune homme, Pascal Louette, en état de coma dépassé, dans son service du CHR d'Amiens (Somme), a été inculpé, le mardi 8 mars, de « coups et blessures volontaires sur une personne incapable de se défendre en raison de son état physique ou mental » par le juge Jean-Michel Stoltz.

Les faits avaient été révélés au procès, dit des mémoires de Poitiers par l'un des experts, le professeur Jean Lassner. M. Milhaud a été inculpé, à sa demande, afin de

pouvoir accéder au dossier et savoir ce qui lui était reproché. « Nous commencerons par prendre connaissance du dossier, car nous ne possédons aucun élément qui permette de fonder une quelconque poursuite », a expliqué M. Lionel Marguet, défenseur du professeur Milhaud.

Le parquet d'Amiens avait ouvert une information judiciaire il y a une semaine, après le dépôt par la famille Louette d'une plainte « pour coups et blessures volontaires » avec constitution de partie civile contre le professeur Milhaud.

Plusieurs personnalités s'associent à un « testament de vie »

Le professeur Alain Milhaud a pris l'initiative de rédiger un nouveau « testament de vie » ont déjà signé un certain nombre de personnalités et qui vise à obtenir de sujets qu'ils autorisent, au cas où ils se trouveraient en coma végétatif prolongé ou en coma dépassé, que l'on pratique sur eux des expérimentations cliniques.

Les signatures sont recueillies par l'Association pour le développement de l'expérimentation en médecine (ADEM - CHU Nord, 80030 Amiens). Nous publions ci-dessous le texte de ce « testament ».

« Tout en espérant que des textes législatifs ou réglementaires viennent bientôt renforcer et compléter la loi sur les prélèvements d'organes en les facilitant et en ajoutant la notion d'expérimentation humaine sur des sujets porteurs de dommages cérébraux globaux irréversibles. »

- Je soussigné...
- 1) Dans le cas où après un accident je me trouverais en « coma dépassé » (mort cérébrale = mort) j'accepte que mon corps serve en priorité aux prélèvements d'organes à des fins thérapeutiques ou, pour toute expérimentation utile aux progrès et connaissances médicales.
- 2) Dans le cas d'état végétatif chronique (état inchangé depuis plus d'un an, simplement constaté par trois médecins dont un spécialiste de neurologie), j'accepte que les experts en recherche clinique, pratiquent sur moi des essais diagnostiques et thérapeutiques d'intérêt général, présumés non dangereux. »

- Voici la liste des premiers signataires :
Henri Caillaud, ancien ministre, ancien sénateur, avocat à la cour (Paris); Lionel Marguet, avocat à la cour (Amiens); Gérard Soutil, professeur de droit à l'université de Picardie (Amiens); médécins : Denise Brille, ancienne directrice de recherche à l'INSERM (Paris); Louis Campan, directeur fondateur de la Société française de neuro-anesthésie-réanimation (Toulouse); Jacques Chopin, chef du Centre de réanimation polyvalente (Meurthe-et-Moselle); Maurice Cara, professeur honoraire d'anesthésiologie (Paris); Christian Conzeiller, chef du département d'anesthésiologie, Cochin (Paris); Henri Danao-Bolleau, psychanalyste (Paris); Gérard Desnais, chef du laboratoire d'hormonologie (Amiens); Raymond Galinski, chef du département d'anesthésiologie, Boucicaut (Paris); Julien Guelfi, professeur honoraire de physiologie médicale (Paris); Daniel Guillemin, professeur de chirurgie cardio-vasculaire (Suresnes); Jean-Marie Idatte, professeur de néphrologie (Paris); Jean-Kreis, professeur de néphrologie (Paris); Jean-Philippe Lesbre, professeur de cardiologie (Amiens); Alain Milhaud, professeur d'anesthésiologie (Amiens); Paul Milliez, doyen honoraire, Broussais (Paris); Alain Nédélec, professeur d'anesthésiologie (Besançon); Günther Oksendörfer, professeur d'anesthésiologie (Rouen); Dominique Patte, doyen honoraire (Poitiers); Jacques Pietri, professeur de chirurgie thoracique et SAMU de Paris; Henri Poullain, professeur de chirurgie cardio-vasculaire (Amiens); Jean Quilichaud, professeur d'endocrinologie (Amiens); Jean-Claude Quiret, chef du Centre de réanimation cardio-vasculaire (Amiens); André Snaidji, professeur d'anatomopathologie (Amiens); René Stoppa, professeur de clinique chirurgicale (Amiens).

L'affaire du centre de transfusion sanguine de Châteauroux

Le docteur Jean Klein a été licencié abusivement

LIMOGES de notre correspondant

Rebondissement spectaculaire dans la « guerre du sang » qui sévit depuis près de deux ans dans l'Indre (Le Monde du 22 octobre 1987) : le conseil des prud'hommes de Châteauroux a jugé, le mardi 8 mars, « abusif » le licenciement du directeur du centre de transfusion sanguine (CTS) de Châteauroux, le docteur Jean Klein.

Au mois de juillet 1987 le docteur Klein avait été licencié pour faute grave par l'Association de générale du centre présidée par le docteur Patrick Serpenteau. Il était accusé de « rébellion permanente » contre une autorité dont il contestait la représentativité. L'union départementale des associations de donneurs de sang bénévoles de l'Indre se solidarisa alors massivement avec le docteur Klein en menant notamment plusieurs grèves des dons du sang.

Le docteur Klein en augmentant le potentiel du laboratoire d'analyse du CTS avait voulu en faire le partenaire privilégié de l'hôpital public de Châteauroux, lui-même dépourvu de laboratoire, ce qui heurtait les intérêts des laboratoires privés avec lesquels travaillait jusqu' alors exclusivement le Centre hospitalier.

Diverses actions juridiques se sont alors succédées auprès du tribunal de grande instance de Châteauroux, de la cour d'appel de Bourges, du tribunal administratif de Limoges ; elles avaient finalement abouti à prendre le parti de l'Association de générale et à entériner le licenciement du docteur Klein. Un audit sur cette affaire, demandé par la préfecture de l'Indre, était resté ensuite « au secret » au ministère de la Justice.

Or la décision du Conseil des prud'hommes vient bouleverser en termes sévères ce « consensus ». Le

licenciement est jugé abusif. Le président de l'Association de générale a estimé les prud'hommes « outrepassés ses droits » et a « persisté malgré les interventions du docteur Klein pour faire reconnaître la loi » ; lequel docteur Klein « a en toutes les raisons d'intervenir » pour tenter d'obtenir un « fonctionnement normal de l'institution ». En conséquence, l'Association de générale est condamnée à lui verser 455000 francs d'indemnités pour licenciement abusif et préjudice moral.

GEORGES CHATAIN.

SPORTS

Ricard est un parrain

Publicité ou parrainage ? Face à la nouvelle loi interdisant la publicité sur l'alcool dans le sport, il faut choisir. En ce qui concerne le circuit automobile de Castellet, dans le Var, M. Christian Bergefin, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, vient de trancher : la présence de la marque d'apéritifs Ricard relève du parrainage et non de la publicité.

Dans une lettre adressée à M. Hervé Kervella, président de la Fédération française de moto (FFM), le ministre écrit : « Le circuit Paul-Ricard a depuis longtemps apporté un soutien important aux sports motocyclistes et automobiles. Il s'agit en l'occurrence d'une activité de parrainage qui ne s'associe pas directement de la société Ricard à la vente de ses produits. »

La président de la FFM est donc rassuré. Il ne violera pas la loi du 30 juillet 1987 — dite loi Barzach — en organisant Grand Prix de France de vitesse le 24 juillet et le Bol d'or en septembre sur le circuit du Var.

■ CYCLISME : Paris-Nice. — Au terme d'une longue échappée solitaire, le Britannique Sean Yates a remporté, mardi 9 mars, la première étape, disputée entre Villacoublay-Saint-Denis et Saint-Etienne. La Française Bruno Wojcinski, qui a gagné le sprint du peloton, était second avec 2 min 12 s de retard. L'italien Stephen Roche ne s'est pas présenté au départ. Opéré du genou gauche en novembre dernier, le champion du monde a préféré, après avis médical, différer sa rentrée.

Education

2 milliards de francs pour le « plan Monory »

« Une première étape décisive »

nous déclare le ministre de l'éducation nationale

« Vous avez rendu publics, en décembre dernier, un plan et un chiffre : 25 à 28 milliards de francs en année terminale. Le conseil des ministres vient d'arrêter les premières mesures d'application pour 1989. Où en êtes-vous ?

« Le conseil des ministres a décidé d'inscrire au projet de budget de 1989 une série de mesures nouvelles. Il faudra y ajouter les mesures nécessaires pour tenir compte de la démographie scolaire, c'est-à-dire l'augmentation du nombre d'élèves dans les lycées (y compris les classes de techniciens supérieurs), du fait de la prolongation de la scolarité. Il est impossible de dire, à ce jour, de combien le budget 1989 sera supérieur au budget de 1988. Mais l'ensemble des mesures adoptées aujourd'hui se traduiraient par un accroissement très significatif, en tout état de cause, du budget de l'éducation nationale en 1989 par rapport au budget 1987, qui était de 7,5 milliards de francs en fonctionnement.

« On peut donc dire qu'une étape décisive est désormais franchie. C'était le plus difficile. L'important était d'amorcer le mouvement. Je crois qu'il ne sera plus possible de revenir en arrière, car toutes ces mesures, comme toutes les propositions inscrites dans mon plan, se fondent sur une réflexion préparatoire extrêmement sérieuse, menée par des hommes et des femmes dont la compétence est incontestable.

« Il y a pourtant un trou dans les mesures annoncées : vous souhaitez revaloriser de 10 % les départs de carrière des instituteurs et de 10 % à 15 % ceux des professeurs du secondaire, ainsi qu'une possibilité de promotions accélérées. Il n'en est plus question.

« Il n'est pas possible de renouer à ces objectifs. Mais j'ai insisté, pour commencer, sur ce qui me paraissait le plus urgent : la formation des maîtres, l'initiative locale, la réussite scolaire à l'école élémentaire, la revalorisation du taux des heures supplémentaires. La voie est tracée et il n'est pas question de s'arrêter en chemin. Cela dit, il faut éviter le double écueil de la précipitation et de la démagogie, surtout dans une période qui porte à la surchauffe électorale.

« Vous demandez pourquoi on ne peut pas rétrograder la crise de recrutement des enseignants sans revaloriser les traitements ?

« En fait, on ne peut pas rétrograder la crise de recrutement. Les hommes politiques ne peuvent rien contre cette réalité : la France ne sortira de la crise que si elle a une meilleure éducation. La vraie question, qui n'est pas encore suffisamment débattue dans la campagne électorale, est celle du chômage. Et l'opinion publique doit s'habituer à ne plus parler seulement du traitement social, mais aussi du traitement éducatif du chômage. Pour cela, il faut des enseignants de qualité et en nombre suffisant.

« Le seul argument de l'équilibre de la grille de la fonction publique ne tient pas : on n'a guère de mal à recruter d'autres fonctionnaires, mais on en a pour recruter des enseignants. Il conviendrait donc dans un proche avenir d'aller plus loin en matière de revalorisation financière, aussi bien que de revalorisation morale de la mission des enseignants dans la nation.

« Diriez-vous la même chose si vous étiez ministre des finances dans un prochain gouvernement ?

« Tout à fait. J'ai été ministre des finances. Avant toute décision, je commençais par me poser la question : « Avec quelle mesure pourrais-je faire gagner de l'argent au pays ? » Il est clair que, dans le domaine économique, les premières mesures à prendre portent sur la formation. Mais, au-delà, l'exigence éthique demeure : seule l'éducation peut rassembler les hommes et construire une société harmonieuse.

Propos recueillis par F. G.

« Avec moi, les technocrates n'ont jamais gagné ! » Les « technocrates » de la Rue de Rivoli n'avaient qu'à bien se tenir, lorsqu'ils regardent, sans avertissement, le 15 décembre dernier, le « paquet » de M. Monory : un plan de 28 milliards. Leur colère fut à la mesure de leur surprise et leurs premiers contacts avec les représentants de l'éducation nationale furent plutôt froids.

Aujourd'hui, une première étape est franchie et M. Monory, qui se dit enchanté de ses relations avec les technocrates, se réjouit de l'argent au pays. « Il est clair que, dans le domaine économique, les premières mesures à prendre portent sur la formation. Mais, au-delà, l'exigence éthique demeure : seule l'éducation peut rassembler les hommes et construire une société harmonieuse.

Propos recueillis par F. G.

Pour un « traitement éducatif du chômage »

Cette prise de conscience est-elle parvenue à un niveau suffisant pour influencer les décisions ? M. Monory ne cache pas, qu'à son goût, il y a encore du chemin à parcourir. L'éducation ne lui semble pas avoir pris dans le débat électoral (y compris dans le discours de M. Barre) la place qu'elle devrait avoir — notamment pour la lutte contre le chômage. « On assiste à un débat de comptables, alors qu'il s'agit d'un problème philosophique, observe-t-il avec regret. Il faudrait que l'idée du « traitement éducatif du chômage » devienne un véritable slogan.

Quant aux décisions du conseil des ministres, elles résultent de « transactions », dans lesquelles le ministre de l'éducation n'a pas obtenu tout ce qu'il désirait. Faisant ses comptes, il estime disposer d'à peu près 4 milliards de

mesures nouvelles — ce qui, souligne-t-il avec satisfaction, correspond bien à la première année d'un plan de 28 milliards sur sept ans. Cette somme se décompose de la façon suivante : 2 milliards, pour accueillir les 90 000 élèves supplémentaires qui se présenteront dans les lycées (y compris dans les classes de techniciens supérieurs) à la rentrée prochaine ; 2 milliards pour les mesures particulières d'application de son plan : augmentation de 20 % de la rémunération des heures supplémentaires dans le secondaire ; création de 75 000 heures de plus (coût : 1 milliard) ; soutien aux élèves en difficulté dans le primaire (300 millions) ; bourses de recrutement pour des étudiants se préparant à devenir enseignants (150 millions) ; aide à l'innovation dans les établissements scolaires (250 millions)...

Tout cela, estime M. Monory, correspond aux « urgences » pour lesquelles il fallait « se battre en priorité ». Mais le ministre de l'éducation s'est heurté à un refus catégorique des finances concernant la revalorisation des traitements de tous les enseignants. Il demandait en effet une augmentation de 10 à 15 % des débuts de carrière et une possibilité de promotion accélérée pour les enseignants les plus « méritants ». Les finances jugent ces propositions « insupportables », en raison des répercussions qu'elles ne manqueraient pas d'avoir sur l'ensemble de la fonction publique.

Pour M. Monory, si l'opinion n'est pas encore mûre pour prendre une telle décision, celle-ci n'en est pas moins indispensable pour faire face à la dramatique crise de recrutement à laquelle la France aura à faire face lorsqu'il faudra à la fois mener 74 % d'une classe d'âge au niveau du bac et renouveler les départs massifs à la retraite.

Du côté du ministère et de la recherche de l'enseignement supérieur, on n'a jamais caché que l'on préférerait une démarche plus discrète et plus prudente que celle de M. René Monory. Après la définition des enjeux, des besoins et des objectifs — qui ont fait l'objet de deux rapports récents sur l'avenir de l'université et sur la condition des enseignants du supérieur — le ministère s'est attaché à traduire, chapitre par chapitre, les évolutions budgétaires souhaitables.

En somme, au lieu d'afficher d'entrée de jeu le montant global de l'investissement formation nécessaire pour les prochaines années, il s'est attaché à évaluer, point par point, les mesures indispensables pour la rénovation et le développement de l'enseignement supérieur.

Après une longue série de réunions interministérielles et techniques, au cours des dernières semaines, on atteint aujourd'hui le terme de ce processus pragmatique : reste à boucler l'addition globale. Cela devrait être fait dans les prochains jours. On pourra mieux juger alors de l'efficacité respective des deux méthodes et des deux ministres...

GÉRARD COURTOIS et FRÉDÉRIC GAUSSEN

Soutien, formation continue, innovation

Les mesures particulières, qui seront inscrites dans le budget de 1989, pour marquer le démarrage du plan, sont les suivantes :

ENSEIGNEMENT ÉLÉMENTAIRE

• 300 millions de francs pour le soutien des élèves en difficulté. — Il s'agit de multiplier par dix les sommes actuellement destinées aux enseignements de soutien, en dehors des horaires normaux, pour les élèves en difficulté (essentiellement pour l'apprentissage de la lecture) et d'étendre le plan de rattrapage mis en place en janvier 1988 et auquel ont été consacrés, cette année, 30 millions de francs. L'objectif est de porter rapidement de 50 % à 85 % au moins, la proportion des élèves maîtrisant parfaitement la lecture, l'écriture et le calcul, à l'entrée en sixième.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

• Création de 75 000 heures supplémentaires. — 75 000 heures s'ajouteront, à la

rentée 1989, aux 307 000 extantes. La moitié environ seront consacrées à la formation continue des enseignants, pour permettre le remplacement de ceux qui sont en stage ou qui préparent les concours internes (professeurs de collège, préparation du CAPES interne, professeurs des lycées professionnels). L'autre moitié devra permettre d'améliorer le soutien pédagogique, notamment dans les collèges ayant des objectifs de rénovation. On peut estimer le coût de cette mesure à environ 1 milliard en année pleine.

• Revalorisation de 20 % des heures supplémentaires. — L'ensemble des heures supplémentaires sera réévalué de 20 % en moyenne, à partir du 1^{er} janvier 1989. Le taux est actuellement de 4 425 francs pour une heure par an pour les professeurs de collège, de 6 253 francs pour un certifié et de 8 880 francs pour un agrégé. Pour les professeurs des lycées profes-

sionnels, il est de 4 071 francs ou 5 732 francs, selon leur catégorie.

• Formation des professeurs de technique. — 78 millions de francs seront consacrés à des actions de formation continue pour des enseignants des lycées professionnels : présentement, interventions extérieures...

ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

• 250 millions de francs pour l'innovation. — Un fonds national d'incitation à l'innovation de 250 millions de francs sera constitué. Il permettra aux académies d'aider les établissements de tous niveaux, ayant des programmes précis d'innovation, pour des actions de soutien ou de diversification de l'enseignement.

RECRUTEMENT

• 150 millions de francs pour des bourses de prérecrutement. — Ces bourses seront destinées aux étudiants préparant le CAPES et l'agrégation, en priorité

dans les disciplines déficitaires. Elles seront affectées notamment aux universités ayant répondu aux appels d'offres du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, pour restructurer les filières de préparation aux concours. Il n'est pas exclu que les candidatures aux concours d'entrée aux écoles normales d'instituteurs puissent aussi en bénéficier.

• Création de 500 postes de surveillants d'externat. — Ces postes, destinés aux étudiants préparant les concours de recrutement, s'ajouteront aux 44 000 existant actuellement.

• Programmation pluriannuelle des postes au concours. — Pour permettre une prévision à moyen terme et donner aux universités la possibilité de planifier leur formation, le gouvernement s'engage à fixer une programmation pluriannuelle (sur cinq ans au moins) des postes mis aux concours de recrutement.

Universités : collèges, recrutement, entretien des locaux

Au-delà du bilan de l'action menée depuis quinze mois, l'essentiel de l'intervention de M. Jacques Valade sur le budget de 1989 a été consacré à la préparation de l'avenir de l'enseignement supérieur en fonction de quatre objectifs : la diversification des premiers cycles universitaires, afin de lutter contre la sélection par l'échec ; la rénovation indispensable du patrimoine immobilier des universités ; la préparation des recrutements, en veillant notamment à la qualité des formations doctorales ; enfin l'amélioration de l'accueil des étudiants.

Dans le cadre du budget 1989, le développement des premiers cycles, de l'accueil et de l'orientation des bacheliers (dans le cadre de « collèges universitaires » pour les universités qui voudront s'engager dans cette voie) devrait bénéficier de la création de quelque cinq cents emplois supplémentaires et d'une rallonge de 150 millions de francs. Les gros travaux de maintenance des locaux bénéficieront d'environ 200 millions de francs supplémentaires (soit un relèvement de 66 % par rapport à 1988). Quant à l'entretien courant des quelque 7 millions de mètres carrés de locaux universitaires, il nécessite un effort très important. Une centaine de millions de francs supplémentaires pourraient être dégagés dans le budget 1989, afin de commen-

cer à rattraper les coûts de maintenance depuis quinze mois, l'essentiel de l'intervention de M. Jacques Valade sur le budget de 1989 a été consacré à la préparation de l'avenir de l'enseignement supérieur en fonction de quatre objectifs : la diversification des premiers cycles universitaires, afin de lutter contre la sélection par l'échec ; la rénovation indispensable du patrimoine immobilier des universités ; la préparation des recrutements, en veillant notamment à la qualité des formations doctorales ; enfin l'amélioration de l'accueil des étudiants.

Ces premières esquisses budgétaires prévoient une revalorisation de l'ordre de 40 % du taux de base des heures complémentaires et une hausse sensible de la prime de recherche, dont le relèvement serait décaissé afin que chaque université puisse moduler individuellement ces augmentations en fonction des travaux de recherche effectivement reconnus. La globalisation de l'ensemble des mesures envisagées au budget 1989 est pratiquement achevée et les ordres de grandeur devraient être connus rapidement.

Le premier ministre propose des « états généraux de l'éducation et de la formation »

Au cours d'un meeting tenu à Poitiers le mardi 8 mars en présence de M. Monory (UDF), ministre de l'Éducation, M. Chirac a proposé la réunion rapidement — s'il est élu — d'« états généraux de l'éducation et de la formation » qui « favoriseraient une prise de conscience des enjeux et permettraient de dégager un large accord sur les mesures à prendre en priorité pour moderniser le système éducatif ».

Il a expliqué : « C'est l'ensemble des partenaires de l'école qui doivent s'exprimer : les familles, mais aussi les élèves, les entreprises, les diverses organisations ou associations qui s'intéressent à la formation. Il a examiné les priorités du budget de l'éducation pour 1989 : « Amélioration des formations de soutien, amélioration des conditions de travail des enseignants, développement massif des enseignements techniques, effort de rénovation des établissements scolaires. » Il a invité ses auditeurs « à faire preuve de vigilance sur un principe dont on pouvait penser qu'il était définitivement acquis, le droit des familles à choisir l'école de leurs enfants ».

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

FORMATION CONTINUE

LANGUES
COURS INDIVIDUELS TOUTE L'ANNÉE
COURS COLLECTIFS DISCONTINUS

2 fois 2 heures par semaine, sur 10 semaines
Allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, français pour étrangers, italien, japonais, portugais.

ECCEP : 3, rue Armand-Moisant, 75015 PARIS
Tél. : 43-20-08-82 - Poste 465
MÉTRO MONTPARNAISE

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde le GUIDE du ROUTARD

AIR FRANCE

dans Le Monde à partir du **VENDREDI 11 MARS** (numéro daté samedi 12 mars)



GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE
sur 20 destinations européennes et des Guides du routard

قرا من اوله

Le Monde CAMPUS

La réforme qui ébranle Polytechnique

Pour la première fois cette année, tous les élèves ne suivront pas les mêmes enseignements. Une évolution qui soulève un sujet tabou : le classement de sortie et l'accès aux grands corps de l'Etat.

C'EST une petite révolution que connaît, cette semaine, l'Ecole polytechnique. Pour la première fois, en effet, les élèves de première année ne vont pas tous recevoir les mêmes enseignements.

Après avoir suivi, de septembre à février, un « tronc commun », ils se sont répartis entre « majeures » à leur choix : chimie (pour cinquante d'entre eux), mathématiques (soixante-neuf), physique (cent trente-huit), science des matériaux (cent un). A l'intérieur de chacune de ces « majeures », ils choisissent, en outre, un « enseignement d'approfondissement ». L'an prochain, après une nouvelle phase de tronc commun de cinq mois, ils devront à nouveau faire un choix, entre sept majeures — algèbre, informatique ; biologie ; calcul scientifique et mécanique ; science de l'espace ; équations aux dérivées partielles ; économie ; optimisation — et se déterminer devant une autre liste d'enseignements d'approfondissement. Enfin, au troisième trimestre, ils choisiront, comme c'était déjà le cas dans le passé, une « option scientifique ».

Cette réforme répond au souci exprimé en 1985, dans un rapport qui fit du bruit, par M. Bernard Esambert, président du conseil d'administration de l'école, de rompre avec le monolithisme de l'enseignement de Polytechnique et de renforcer l'autonomie des élèves.

« Ces travaux personnels, écrit M. Esambert, redonneront aux élèves la motivation qu'ils perdent au contact d'un enseignement qui leur apprend un peu de tout sur la base du bachotage. »

Plus largement, cette remise en question repose sur l'idée que la formation scientifique générale, qui fait la renommée de l'Ecole polytechnique, ne suffira plus, à l'avenir, à maîtriser des évolutions technologiques et industrielles de plus en plus complexes. « Les élèves doivent comprendre, explique M. Pierre Vasseur, directeur des laboratoires, que, pour s'imposer dans les années à venir, ils devront être des experts dans des domaines précis. Cela suppose, en plus d'une culture scientifique de base de très haut niveau, qui doit être préservée, une compétence particulière,

acquise par le contact avec la recherche. »

Cette évolution est bien plus qu'un simple aménagement de la scolarité : elle remet en question tout le fonctionnement de l'école. En effet, si tous les élèves ne suivent plus les mêmes enseignements, il devient très difficile de les soumettre à un classement final. Or ce classement, qui donne accès aux grands corps techniques de l'Etat, a pris une telle importance aux yeux des élèves qu'il détermine entièrement la vie de l'école. « Le côté quasiment obsessionnel du classement sert d'alibi pour limiter la portée des diversifications prometteuses de l'enseignement scientifique et des expériences pédagogiques », écrivait M. Esambert.

Les effets pervers de ce classement ne sont plus à démontrer, puisqu'il détermine, à lui seul, l'orientation des élèves entre les grands corps d'ingénieurs, selon une hiérarchie pratiquement immuable, au sommet de laquelle règnent les Mines et les Ponts et Chaussées (1).

Ainsi, le recrutement des futurs responsables des grands secteurs industriels s'opère en fonction des notes à des exercices de type très scolaire, et non selon les aptitudes ou les intérêts des élèves. « C'est un peu, disait plaisamment, M. Giraud, ministre de la défense et tuteur de l'école, comme si on décidait que les cinq premiers de l'école des sports de Joinville seraient de l'escrime, les cinq suivants du rugby, les cinq suivants de la natation... sans tenir compte

de leur gabarit ou de leurs capacités... »

C'est pourquoi M. Giraud n'avait pas craint, en juin dernier, de préconiser la suppression pure et simple du classement, pour laisser aux corps d'Etat la responsabilité d'assurer leur recrutement selon leurs propres besoins (Le Monde du 17 juin 1987). Cette suggestion était un peu trop iconoclaste pour avoir des chances d'aboutir. Mais en demandant aux différentes parties intéressées de lui faire des propositions, le ministre lançait un débat auquel il était difficile de se dérober.

Une « scholastique » de l'abstraction »

Après beaucoup de discussions, le conseil d'administration de l'école a approuvé, à l'unanimité, une note de la direction, qui vient d'être transmise au ministre et qui pourrait aboutir à des décisions rapides.

A la fin du deuxième trimestre de la deuxième année, les élèves pourraient poser leur candidature à trois corps au plus. Une liste de candidats serait ainsi adressée à chaque corps, qui établirait, sur dossiers anonymes, une liste d'admissibilité. L'admission définitive se ferait au moyen d'un concours comprenant une ou plusieurs épreuves, particulières à chaque corps et de la soutenance d'un « mémoire d'option ».

Chaque liste comprendrait une liste complémentaire, pour tenir compte des désistements des élèves admis à plusieurs corps ou préférant une autre orientation (préambouche, préparation d'une thèse...). L'affectation définitive se ferait lors d'une réunion dite « de convergence ».

« Il me semble, écrit M. Maurice Bernard, directeur des études, que la réflexion lancée par M. André Giraud sur cette question du classement offre aux acteurs concernés, les corps, l'école et les élèves, une occasion inespérée d'adapter le fonctionnement de l'X aux réalités du monde d'aujourd'hui et éviter



Sur le campus de l'Ecole polytechnique à Palaiseau.

ainsi dans un avenir proche une crise que je prévois grave et difficilement évitable.

« L'évolution actuelle, amorcée depuis déjà longtemps (les options), caractérisée aujourd'hui par les majeures, est irréversible. Le retour à un système de tronc commun généralisé serait le triomphe d'une sorte de scholastique de l'abstraction et du savoir théorique que le monde d'aujourd'hui ne peut que rejeter et pour lequel, à terme, on risque de ne trouver ni élèves ni enseignants. On est bien pénétré de cette idée, alors le classement unique devient ou bien un exercice où la part d'arbitraire, traçissant, ou bien ne s'applique qu'à un noyau réduit de connais-

sances communes qui lui donnera toute réelle signification. »

Ces fortes paroles seront-elles entendues ? Le fait que l'initiative ait été prise par un ministre ancien polytechnicien, qui fut longtemps président du conseil d'administration de l'X et « patron » du corps des mines, donne à ces propositions de sérieuses chances d'aboutir. Le ministre, qui en est satisfait, serait prêt à les appliquer rapidement.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) L'Ecole polytechnique donne accès à neuf corps d'ingénieurs (mines, ponts et chaussées, télécommunications, génie rural et eaux et forêts, armement, météorologie, géographie, aviation civile, instruments de mesure) et à deux corps annexes (contrôle des assurances et administrateurs de l'INSEE).

CHINE

CARREFOUR DE LA CHINE organise « Une journée en Chine à Paris » le 11 MARS 1988. L'histoire et l'actualité de la Chine seront présentées au cours des cinq conférences assurées par les meilleurs sinologues, ainsi que des films documentaires et des renseignements pratiques pour le futur voyageur.

Le programme se déroule au Club des Arts et Métiers, 9 bis, av. d'Iéna, 75008 Paris (métro Iéna). Il est préférable de réserver, toutefois les inscriptions sur place sont acceptées dans la mesure des disponibilités, à partir de 9 h 30.

PROGRAMME

- | | |
|--|---|
| <p>Grande salle</p> <p>10 h La population chinoise, par Pierre TROLLET, professeur à l'Institut des langues orientales, coauteur de <i>L'Empire du milliard</i> (éd. Armand Colin).</p> <p>11 h 15 La vie quotidienne en Chine, par Marie HOLZMAN, journaliste et sinologue.</p> <p>12 h 30 Pause déjeuner (des sandwiches seront vendus sur place).</p> <p>14 h Chine actualités, point sur la situation politique à Pékin par Patrice DE BEER, correspondant du journal <i>Le Monde</i> à Pékin de 1984 à 1987.</p> <p>15 h 15 Le journal d'un ethnologue, film de Patrice FAVA, sinologue. Un document unique sur les traditions chinoises telles qu'elles se perpétuent dans les campagnes, les monastères bouddhistes et taoïstes, les montagnes sacrées...</p> <p>17 h Communisme d'hier et communisme d'aujourd'hui par Jean-Luc Domenach, directeur du Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, coauteur de <i>Chine 1949-1985</i> (éd. Notre Siècle).</p> | <p>Petite salle</p> <p>Toute la journée et parallèlement au programme de la grande salle :</p> <p>Projections non-stop de vidéo-films, prêts par l'Agence du tourisme de Chine, sur la Chine et ses grands sites touristiques.</p> <p>Rencontres Voyager en Chine, avec la participation de Michel BAGOT, auteur des <i>Carnets de voyages</i>, et l'équipe de Carrefour de la Chine.</p> <p>Stand librairie avec les principaux ouvrages et tous les guides touristiques et cartes géographiques.</p> |
|--|---|

Participation aux frais 100 F (50 F pour les voyageurs de Carrefour de la Chine)

Bon à découper et à retourner à : Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure : « CONNAITRE ET AIMER LA CHINE ».

Je désire participer Samedi de la Chine du 12 mars 1988 (ci-joint un chèque de 100 F pour frais de participation aux conférences). Réduction de 50 % pour les voyageurs de Carrefour de la Chine.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal [] [] [] [] [] [] Ville : _____

Et pourquoi pas vous ? Paris-Pékin aller-retour 5 500 F



Carrefour de la Chine

Connaître et aimer la Chine 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris TEL. 42-61-60-25/42-61-08-28 - Minitel 3615 CTV

Appel aux entreprises

La réforme de l'enseignement n'est qu'un aspect de l'effort d'adaptation entrepris par l'Ecole polytechnique, à la suite du rapport de M. Esambert. Celui-ci insistait aussi sur la nécessité de faire participer plus activement les élèves aux activités de recherche.

En effet, l'X peut s'enorgueillir de la présence en son sein de seize laboratoires de recherche fondamentale de haut niveau, ceux-ci n'ont eu, jusqu'à présent, que peu d'incidence sur l'enseignement, les élèves hésitent à s'engager dans des activités considérées comme peu rentables pour leur future carrière.

Or, pour M. Vasseur, la formation des futurs responsables de l'industrie doit impérativement faire une place importante à la recherche, pour que ceux-ci soient capables d'appréhender les développements de plus en plus rapides et complexes des nouvelles technologies.

C'est pourquoi il préconise avec M. Bernard Deoomps, plus spécialement chargé de ce dossier, la création, sur les terrains de Polytechnique, d'un centre d'échanges scientifiques et technologiques, comme il en existe aux Etats-Unis. Les laboratoires de ce centre, associant les équipes de recherche de l'école et des entreprises, permettraient de développer une recherche à finalité industrielle, de susciter la création d'entreprises de haute technologie et d'initier les élèves aux technologies de l'avenir.

Lancée en 1985, cette idée a rencontré jusqu'à présent peu d'écho auprès des entreprises françaises. Mais ses auteurs ne désespèrent pas de la faire aboutir avec la création de trois unités correspondant aux points forts de l'école : applications des techniques de l'intelligence artificielle ; applications des chocs laser dans le traitement et l'élaboration des matériaux nouveaux ; génie biologique et médical.

La réalisation de ce centre suppose une active coopération entre le ministère de la défense, qui devrait participer à la construction des bâtiments, les organismes de recherche (CNRS, INSERM), les collectivités locales et les industries qui assureraient une part du financement. Ce dernier point, qui est déterminant, serait en voie de trouver une solution.

Lorsqu'ils ont lancé ce projet, ses auteurs ont constaté avec amertume qu'il soulevait peu d'enthousiasme en France, mais beaucoup auprès des industriels américains — voire japonais. Même si, en matière scientifique, la coopération internationale est indispensable, il était désagréable d'imaginer que le développement du plus beau fleuron de l'enseignement français — dépendant, qui plus est, de la défense nationale — soit assuré par des entrepreneurs yankees ou nippons, qui seraient les premiers à en retirer la gloire et les bénéfices...

F. G.

Le Monde sur minitel

JOUEZ AVEC « LE MONDE »

Le YAM'S, HOLD'UP...

3615 TAPEZ LEMONDE

An AMERICAN UNIVERSITY in PARIS

MBA Diplôme de Master in Business Administration COURS DU JOUR ET DU SOIR

UNIVERSITY of HARTFORD BUSINESS SCHOOL

15, av. de la Grande Armée - 75116 Paris Tel. (1) 45.99.92.26

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Avant la sortie de « L'Empire du Soleil », le 16 mars, un entretien avec Steven Spielberg

L'aventurier de l'innocence perdue

DANS le jardin tropical de ses bureaux néo-mexicains nichés au milieu d'Universal City à Los Angeles, Steven Spielberg fait sagement le service après-vente de son onzième film, l'Empire du Soleil, qui part prochainement à l'assaut du marché européen. Adapté par Tom Stoppard du roman autobiographique de J.G. Ballard, l'Empire du Soleil raconte l'épopée d'un petit Anglais de douze ans arraché à sa famille, à Shanghai, en 1941, et interné pendant quatre ans par les Japonais.

Steven Spielberg a toujours l'air d'un adolescent qui a mis une fausse barbe, des jeans usés, et des phrases qui partent en rafale. Milliardaire et attendrissant, ce n'est pas incompatible. Il le prouve, et c'est rassurant. Chez lui, il y a, paraît-il, un superbe Monet. Qui parle de spéculer? Non, le Monet est là parce qu'il y a exactement trois ans et deux mois Steven Spielberg et sa femme, la comédienne Amy Irving, visitaient Giverny. Et que c'est devant un Monet que la jeune femme a eu le premier malaise qui révélait qu'elle attendait un bébé... Max Spielberg, âgé aujourd'hui de deux ans et demi, est huitième merveille du monde, selon son père.

Dans le jardin de l'Amblin Entertainment passe soudain Sean Connery. Il fera peut-être, sans doute, on l'espère, partie de la distribution d'Indiana Jones III, bientôt en chantier.



Christian Bale, Steven Spielberg et John Malkovich.

« L'Empire du Soleil est à la fois une superproduction spectaculaire de 35 millions de dollars et un film intimiste. »
 - C'était pour moi l'occasion de mettre beaucoup d'intentions personnelles dans le récit de la vie d'un jeune homme qui ressemble à un petit garçon, mais qui n'en a jamais été un. Ce qui lui reste d'innocence est définitivement perdu quand la bombe atomique explose sur Nagasaki. Le monde et le petit garçon perdent leur innocence à cet instant et à jamais.
 - A la fin, Jim retrouve ses parents, mais ça n'est pas un happy ending conventionnel. Car les parents, eux, ne retrouvent pas leur enfant, mais un survivant. L'Empire du Soleil, c'est l'histoire d'un survivant.
 - Exactement. C'est aussi l'histoire de la naissance d'un écrivain de science-fiction, James Graham Ballard, qui a écrit l'Empire du Soleil en partant de sa propre expérience. J'ai toujours pensé que se tourner vers la science-fiction était la chose la plus rationnelle à faire quand on a vécu soi-même l'irrationnel absolu qu'est la guerre.
 - On est formidablement stimulé par ce petit garçon que Ballard a été, par sa vitalité. Il trouve en lui des ressources incroyables. Je souhaiterais être comme lui, oui, je suis jaloux de Jim. Vous savez, je fais toujours des films sur des gens à qui j'aimerais ressembler.
 - Dans tous vos films on cherche - et trouve - la « marque Spielberg » : le petit garçon qui se cache derrière le grand metteur en scène qu'il est devenu, ou le grand metteur en scène qui se cache derrière le petit garçon qu'il est resté...
 - Je me cache parce que je pense sincèrement que je ne suis pas aussi intéressant que les histoires que j'ai envie de raconter, ou que les personnages que j'ai envie de montrer. Je porte sur moi-même un regard chargé d'un grand sentiment d'infériorité. Pour y échapper, si j'étais un acteur, je ne choiserais pas d'être Woody Allen, je choiserais d'être Harrison Ford...
 - C'est vrai, j'ai une conception romantique du monde... J'ai dû m'autodiscipliner, me forcer pour porter l'Empire du Soleil à l'écran, et ne pas imposer mon habituelle vision romanesque d'un temps de paix dans un monde en guerre.
 - Vous n'échappez pas totalement à cette peste-là.

« Non, parce que je parviens tout de même à trouver une part de romantisme dans l'Empire du Soleil. En décrivant l'affection que Jim porte aux avions - pas aux êtres. Au début, c'est un sale même riche, pourri, glité ! »
 - C'est bien que vous le montriez ainsi, arrogant, insupportable. Une fois évincé de notre faculté d'attendrissement à son égard.
 - Je voulais à toute force éviter de « sentimentaliser » son odyssée.
 - La seule chose terriblement sentimentale du film, c'est la musique de John Williams.
 - Vous avez été choqué par le chœur de la fin ?
 - Oui...
 - J'ai voulu rappeler que Jim dans sa vie antérieure de petit garçon choyé a fait partie d'une chorale. J'ai voulu dire qu'à travers le voyage qui mène à la mort de son innocence les voix de son enfance hantent sa mémoire, et la nôtre.
 - La violence n'est pas votre fait. Vous ne filmez la violence avec conviction que lorsqu'il s'agit de détruire. Mais, lorsque le sujet est grave, vous hésitez.
 - Oui...
 - J'ai voulu rappeler que Jim dans sa vie antérieure de petit garçon choyé a fait partie d'une chorale. J'ai voulu dire qu'à travers le voyage qui mène à la mort de son innocence les voix de son enfance hantent sa mémoire, et la nôtre.
 - La violence n'est pas votre fait. Vous ne filmez la violence avec conviction que lorsqu'il s'agit de détruire. Mais, lorsque le sujet est grave, vous hésitez.
 - Oui...
 - C'est vrai... les Aventuriers de l'arche perdue, Indiana Jones... J'aime beaucoup ces spectacles violents, parce que c'est une violence légitime et désamorçable par cinquante ans de westerns américains. Mais, quand je traite de la réalité, la violence n'est plus stimulante, elle est plus génératrice d'énergie, elle est complaisante.
 - J'ai été très sévère, très prudent pour introduire la violence dans l'Empire du Soleil. Dans un drame réel, c'est très facile de dépasser les bornes, d'entraîner le spectateur non seulement hors de son fauteuil mais aussi hors de ses mécanismes d'autodéfense affective. Et d'ainsi le choquer sans l'émeouvoir.
 - On éprouve un léger regret que vous ne restiez pas - que Plinio ne reste pas - plus longtemps dans Shanghai. Vous avez filmé la ville d'une manière splendide.
 - Les séquences de foule que j'ai tournées dans Shanghai, je les ai imaginées, visualisées comme les images d'un fleuve en crue. J'avais en permanence dans la tête des comparaisons aquatiques, le flux, le reflux, le bouillonnement, le tourbillon, le grondement, le débordement de l'eau qui déferle, qui s'engouffre dans les rues, dans les maisons, qui submerge, qui

noie. La panique alors devient tangible, les eaux mêlées des Chinois et des étrangers qui fuient, des Japonais qui les poursuivent, se rejoignent en un flot impossible à maîtriser.
 - Aviez-vous dans l'esprit d'autres séquences de foule ?
 - Je n'ai pas pu avoir mon inspiration dans quelque tullelire réminiscente « eisensteinienne », mais plutôt dans les bandes d'actualité Pathé où l'on voit l'évacuation des concessions de Shanghai en 1941, les Russes blancs, les Français, les Néerlandais, les Anglais, tentant de prendre d'assaut les bateaux pour s'échapper de la ville.
 - Avez-vous eu de grandes difficultés techniques ?
 - Ça a été assez difficile parce que j'avais à diriger sept mille figurants chinois - ouvriers, étudiants, touristes - qui n'avaient jamais vu une caméra. Mais ils étaient parfaits aussi longtemps que je leur parlais moi-même - avec l'aide de cinq interprètes - aussi longtemps que je les traitais avec déférence, comme de véritables acteurs.
 - Combien de caméras avez-vous utilisées ?
 - Pas beaucoup. Tous les mouvements de foule ont été tournés avec deux caméras. Cela dit, il m'a fallu être extrêmement précis et attentif pour prévoir la place et l'importance de chaque plan, prédéterminer son rôle dans le montage final. C'est assez dur de sembler filmer sans discrimination comme s'il s'agissait de bandes d'actualité, et cependant donner l'impression qu'il y a un mouvement continu, de droite à gauche, ce flot dont je vous parlais.
 - Après cette première heure à Shanghai, c'est un autre film.
 - Oui, c'est vrai. Un autre film qui se déroule dans le camp japonais où Jim est interné et que nous avons reconstruit en Espagne. Je suis à cet égard tout à fait fidèle au livre - James Ballard écrit : « C'est là que ma nouvelle vie commence. » Et c'est là que la qualité exceptionnelle de Christian Bale devient déterminante. On le voit mûrir, grandir, se métamorphoser moralement, mentalement et physiquement tout au long du film. A la fin, on est en 1945, il est censé avoir quinze ans et il les paraît. Or Christian Bale avait douze ans quand nous avons tourné l'Empire du Soleil.
 - Comment l'avez-vous découvert ?
 - Nous avons vu quatre mille petits garçons et j'en ai auditionné

« Jamais tes parents ne te laisseraient faire ça ! » Et c'est pour moi, à douze ans, j'ai commencé à faire des films, pour prouver à mes amis que je ne mentais pas, que les souvenirs étaient volatils et précieux, qu'ils méritaient d'être gardés... Oui, je crois vraiment que c'est pour ça, que c'est comme ça que j'ai fait du cinéma !
 - Qu'en est-il des avions de l'Empire du Soleil ? Ce sont des maquettes ?
 - Pas du tout. La séquence de l'attaque du terrain japonais a été filmée avec de vrais Mustang II 51 de la dernière guerre. En parfait état de marche. Ils appartiennent à des collectionneurs privés et par-

Un film de Woody Allen

September

Denholm Elliott Mia Farrow Elaine Stritch
Jack Warden Sam Waterston Dianne Wiest

Une production Jack Rollins et Charles H. Jaffe « September »
 Coéditeurs - Jeffrey Kurland Montage - Susan E. Morse A.C.E. Directeur artistique - Santo Loquasto
 Directeur de la photographie - Carlo Di Palma A.C. Producteurs exécutifs - Jack Rollins et Charles H. Jaffe
 Produit par Robert Goodwin Écrit et réalisé par Woody Allen

VF: VERGABLES Boucraze • ST GERMAIN C 2 L • VEIZY 2 • ENGHEN Français
 GAUMONT Océan • EREY Gaumont

عقدا من الامير

هذا من الامير

EXPOSITIONS

Les malheurs de l'estampe

EN 1967, la foule s'agglutina devant le Prisme des Champs-Élysées où, depuis quelques jours, un nouveau rayon était ouvert entre alimentation et bonneterie...

Cette vogue du « multiple » tomba au cours de la décennie suivante. Bernard Gheerbrant, propriétaire de la galerie La Hune...

Qu'est-ce qu'une estampe ?

Tout procédé de reproduction de l'image au moyen d'impression. Il existe de nombreux procédés différents : gravure, lithographie, sérigraphie, linogravure, etc.

conviendrait particulièrement à l'estampe. « Il y a un rapport, une poésie élémentaire liée à la nature, l'eau, le métal, le feu, l'acide, une coïncidence entre l'abstraction et la gravure ou la lithographie... »

Gravures et lithographies

Par la suite, minimalistes et conceptuels n'eurent guère à utiliser la technique de la lithographie ou de la gravure. Il a fallu attendre une nouvelle génération pour voir des artistes s'intéresser de nouveau à l'estampe.

connu un grand développement. Le maître incontesté de l'illustration était alors Dunoyer de Segonzac. Après la Libération, j'ai voulu faire connaître des artistes qui sortaient du domaine académique...

La pente est aujourd'hui difficile à remonter. « Les Français ne savent pas toujours très bien ce qu'est, au juste, une gravure ou une lithographie... »

Elle sait qu'elle doit aussi lutter contre la mauvaise réputation qu'elle a naguère attachée à l'estampe. Faux et tirages abusifs se sont, un temps, multipliés. Sans parler de la médiocre qualité de beaucoup de gravures ou de lithos originales...

EMMANUEL DE ROUX.

Le SAGA au Grand Palais

Le salon du SAGA (Sculptures, arts graphiques actuels) se tient au Grand Palais pour la deuxième fois. Il réunit les éditeurs d'art et les galeries qui, faute de place et au nom d'une discutable distinction...

L'art s'édite aussi

tissus, bref tout ce qui peut être multiplié, la définition de l'œuvre originale devenant de plus en plus aléatoire. Certaines galeries organisent à cette occasion des expositions personnelles. Parmi celles-ci, Masson (Fondation Peter-Stuyvesant, galerie La Humière), Dubuffet (Baudoïn-Lebon), Braque (Adrien Maeght), Philippe Favier (La Hune).



André Masson : « Evocation d'Antonin Artaud ».

Multiples en tout genre

« C'ÉTAIT un dîner véritablement très réussi. On a mangé dans des assiettes dessinées par Sonia Delaunay, sur une table éclairée par des bougies piquées dans des chandeliers de Lalanne... »

Qu'il s'agisse de pendentif, de carafes ou de foudrards, le procédé demeure identique. L'artiste sollicite, peintre ou sculpteur, invente un motif ou une maquette. L'éditeur fait le reste.

Qu'il s'agisse de pendentif, de carafes ou de foudrards, le procédé demeure identique. L'artiste sollicite, peintre ou sculpteur, invente un motif ou une maquette. L'éditeur fait le reste.

CINÉMA

Un entretien avec Steven Spielberg

(Suite de la page 15.)

« C'est nouveau ! Quand on visite les studios Universal, le fait de s'arrêter pour vous laisser le loisir d'admirer la flotte miniature de 1941, on le mare presque d'où bon dit à heures fixes le faux requin de Jawa... »

« Je n'ai jamais employé les effets spéciaux que lorsqu'il m'était humainement ou économiquement impossible de mettre une idée sur l'écran. Ainsi était-il humainement impossible de prendre contact avec des créatures d'autres galaxies pour Rencontres du troisième type et de leur demander d'avoir l'amabilité de poser leur vaisseau spatial sous la tour Eiffel... »

« Nous avons l'impression en France que vous êtes une petite major company à vous seul. »

« Je suis une major company à moi tout seul, oui. Nous avons ici, à Universal City, une unité de travail bien à nous, que j'appelle mon hacienda, l'hacienda du cinéma, qui produit environ cinq films par an. Mais, en ce qui me concerne, la production, c'est fini, c'est trop frustrant. J'ai remis toutes les rênes de ma société Amblin Entertainment entre les mains de Kathleen Kennedy... »

« Amblin a fait de gros bénéfices avec vos films, aussi bien qu'avec les Pottermans, les Gremlins, Back to the Future... Qu'est ce que l'argent a modifié dans votre vie personnelle ? »

« Les voitures. J'ai un sentiment fétichiste pour les voitures. »

« Vous en avez combien ? »

« Sept ! Mais, à part ça, je ne suis pas matérialiste. Pour mes trois derniers films, j'ai travaillé sans salaire. Au pourcentage. Parce que je suis trop cher pour mes films... »

« Combien sont-ils à pouvoir exiger cette somme ? »

« Une demi-douzaine... Peut-être une douzaine. Hollywood devient une entreprise outragèrement surévaluée. Il faudrait continuer à savoir prendre des risques, à parler sur les désirs du public, comme un joueur. »

« Etes-vous joueur vous-même ? »

« Oui, bien sûr. Je l'ai toujours été. Je suis un joueur quand je ne fais pas le choix évident, sûr : un film de science-fiction ou d'aventure. Quand je me pousse moi-même dans une autre direction, The Colour Purple ou l'Empire du Soleil. »

« Colour Purple a été une expérience difficile... »

« Pas seulement. Le tournage n'a été qu'heureux. Quelque chose comme des vacances d'été. Le succès du film a été considérable dans la plupart des pays. Mais il est évident qu'une partie de la critique n'a pas admis que ce film entièrement joué par des Noirs soit de moi. Si, sans changer une image, il avait été signé Sidney Poitier, ou même par un autre blanc comme Sidney Lumet, »

défenseur agréé des bonnes causes, tout aurait été changé. La critique ne m'a pas autorisé, oui « autorisé » est le mot-clé, à faire The Colour Purple. Le public, en revanche, si. Pour l'Empire du Soleil, c'est un peu le contraire. La critique a été très bonne. Mais le box office nettement moins. Comme si le public était déconcerté, trouvait le film trop sombre, pas assez « Spielbergien ».

« Je ne voudrais pas paraître zozo, parler comme Shirley McLaine, qui est en intimité avec l'au-delà, mais je crois vraiment que le public a un sixième sens, qu'il sait ce qu'il va avoir envie de voir avant que le premier panneau de publicité soit collé sur un mur. »

« Je ne dis pas pour autant que le public a toujours raison sur le plan artistique. Si les gens se précipitent en masse pour voir Trois hommes et un bébé, par exemple, ça ne veut pas dire que le film soit bon. Cela veut dire seulement qu'il était au menu. Et que le public avait, à ce moment-là, plus envie d'escalope viennoise que de saucisses de Francfort... Mais pour ma part, je préfère une escalope viennoise à Trois hommes et un bébé ! »

« Vous préparez Indiana Jones III. Ça, on vous « autorise » à le mettre en scène... »

« Bien entendu. Je pourrais même dire que je le fais - à la demande générale - »

« Quand avez-vous pris la décision ? »

« En 1980. Lorsque nous étions en train de travailler sur le scénario des Aventuriers de l'arche perdue, avec George Lucas. Il m'a dit très amicalement, et très astucieusement : « Si ce premier film est un succès, »

« Ce rêve d'élégance bon chic grand genre artiste n'est plus un rêve, comme disent les slogans des publicités. L'art contemporain semble se mettre à la portée de tous, ou à peu près, depuis que s'amplifie la mode des « multiples » signés par des artistes et édités par des sociétés spécialisées dans ce nouveau commerce de luxe. Arctural, « centre d'art plastique contemporain » qui fait figure de pionnier et de chef de file, a ouvert chaque année le moitié de son chiffre d'affaires à la vente de ces « articles ». Le rez-de-chaussée de la très vaste galerie de l'avenue Matignon est tout entier consacré à leur présentation. Au premier étage, une longue salle est réservée aux tapis. Et disciples et imitateurs se multiplient, attirés par l'exemple d'une réussite d'autant plus visible qu'elle est fondée sur l'acclimatation de « produits » d'un type nouveau. »

« C'est une sorte de pénétration, de carnifère ou de foudrard, le procédé demeure identique. L'artiste sollicite, peintre ou sculpteur, invente un motif ou une maquette. L'éditeur fait le reste. Le tirage varie selon les objets. Arctural se refuse à dépasser le chiffre fatidique de mille. Mais, pour les tapis, plus longs à exécuter et d'un coût plus élevé, la série ne doit pas excéder la centaine. La règle est de ne développer que des idées d'artistes vivants, et des idées des-

« C'était un dîner véritablement très réussi. On a mangé dans des assiettes dessinées par Sonia Delaunay, sur une table éclairée par des bougies piquées dans des chandeliers de Lalanne. Sous la table, un tapis de laine d'après un motif géométrique de Rougemont. Il y avait des tulipes dans un vase « hélice » de la même Sonia Delaunay et, au mur, entre quelques lithographies, une tapisserie d'après un carton de Folon. L'hôteesse était exquise, avec sa broche de Fenalba, son bracelet de Berrocal, son carré de soie dessinée par Aki Kuroda et sa toute nouvelle montre dessinée par Gae Aulenti... »

« Ces précautions suffisent-elles à convaincre l'amateur qu'il se rend propriétaire d'une œuvre véritable et non d'un sous-produit qui ne porte plus guère que la grille d'un artiste renommé ? Si l'on en croit ceux dont la tâche est de promouvoir cette industrie, le soupçon existe si peu que l'on devrait voir dans la vogue des multiples un « nouvel esprit de collection ». Il se peut, il se peut que la religion de la signature l'emporte sur toute autre considération, et même sur celle qui suggère que l'artiste doit parfois quelque peu transiger et simplifier son œuvre afin de ne pas compliquer à l'excès le travail de l'artisan-multiplicateur. Mieux vaut sans doute, aux yeux d'un collectionneur aux moyens « modestes », conserver un tapis de Maix que le regret de n'avoir pu acquiescer une de ses toiles. »

La sociologie du goût

Ceux qui la défendent les premiers, dans l'entre-deux-guerres, espèrent démocratiser et révolutionner l'art moderne. Et le révolutionner doublement. En multipliant les amateurs naturellement, que devient séduire des objets courants embellis ou des « accessoires » décoratifs bon marché. En multipliant les créateurs d'entre part, puisqu'il était entendu qu'un peintre solitaire s'opposait d'égoïsmes à substituer des ateliers nombreux, peuplés d'hommes de métier, artisans mi-artisans. Ce serait, croyait-on, la voie royale pour rejoindre le Moyen Âge des cathédrales par-delà une Renaissance coupable d'avoir inventé les « génies » et déglacé l'œuvre collective. Gleizes, Lurcat et les Delaunay ne pensaient pas autrement, qui se proposaient de restaurer l'art décoratif et d'en finir avec la distinction classique du « grand art » et des « arts mineurs » ou « appliqués ». »

Le premier fonda une sorte de phalanstère à Moly-Sabat, près de Valence, où se réunirent potiers et tapisseries ouvrant à la main à toujours valeur de contrat. Lurcat abandonna la peinture de chevalet pour la tapisserie et entreprit de donner à l'Apocalypse des ducs d'Anjou une réplique contemporaine dénommée la Chant du Monde (1). Robert Delaunay crut son ambition réalisable en 1937. À l'occasion de l'exposition internationale, une foule de peintres-ouvriers collabora à l'exécution des décors des pavillons de l'Air et des Chemins de fer, peintures monumentales, peintures pour tous. Quant à Sonia, elle a gâché de la peinture abstraite de son époux à la couture et à la décoration d'intérieur.

Faut-il, qui cherche comment tirer plusieurs exemplaires d'une peinture, et, plus tard, Nicolas Schöffer ont par la suite repris à leur compte l'aspiration sociale de leurs prédécesseurs. A leurs yeux, le multiple ne se voulait ni succédané pour Verdurin middle-class ni signe distinctif du nouveau bon goût bourgeois. Mais la tapisserie chère à Lurcat et à son disciple Picart Le Doux a progressivement décliné. Trop coûteuse, elle se survit à peine. Les utopies de Gleizes se sont évanouies avec la mort de leur inventeur. À l'âge de l'œuvre d'art pour le peuple a succédé celui de l'objet d'art tiré à plusieurs centaines d'exemplaires destiné aux revenus moyens. Et l'on ne voit pas que les éditeurs de multiples des années 80 et « leurs » artistes se veulent véritablement les héritiers des rêveurs du premier demi-siècle. Les multiples relèvent désormais moins de l'histoire de l'art que de l'économie de marché et de la sociologie du goût.

PHILIPPE DAGEN. (1) Le Chant du Monde de Jean Lurcat est exposé exceptionnellement au Musée de Luxembourg jusqu'au 24 avril.

Propos recueillis par DANIELE HEYMAN.

D'abord...

DA... LU... D...

MUSIQUES

Les projets de Stéphane Lissner pour le Châtelet

Un cinquième Opéra

ALORS, comptons bien. Les Parisiens, en 1989, auront le choix entre cinq salles pour aller à l'opéra: la Bastille, qui se doit d'ouvrir ses portes avant le bi-centenaire de la Révolution; le Théâtre des Champs-Élysées, qui s'est habillé de neuf dans cette intention; le palais Garnier, en principe réservé au ballet mais dont il n'est pas sûr qu'il n'accueillera pas des spectacles lyriques invités; la Salle Favart — fermée, fermée pas? Les paris restent ouverts sur ce sujet délicat.

Et le Châtelet. Rebaptisé Théâtre Musical de Paris pour l'arrivée de Jean-Albert Cartier en 1980, l'établissement du Quai de la Méjisserie s'est, depuis, appliqué à mériter sa nouvelle appellation. Aux opérettes de Francis Lopez ont succédé les opéras de jeunesse de Verdi, une saison russe avec une mémorable *Khovantchina*, plusieurs productions de La Monnaie, des comédies musicales américaines: une majorité de spectacles invités. Le contrat de Jean-Albert Cartier arrivant à expiration en décembre prochain (direction: le palais Garnier), le Châtelet va hériter d'un nouveau patron. Stéphane Lissner connaît la maison: il y occupe depuis 1983 le poste d'administrateur de la production. Ancien dauphin de Cartier, homme de théâtre et de

terrain, ancien collaborateur de Jean-Louis Tassin à Nice, de Gabriel Garra à Aubervilliers, militant du théâtre de création, créateur en 1972 du Théâtre Mécanique — Engel, Bisson, Sobel, Hezmont y firent leurs débuts parisiens. — Il arrive au pouvoir avec la volonté assez enclottée d'ouvrir pour le Châtelet une ère nouvelle. Dans la continuité.

Cartier avait parlé de reconquérir pour le Châtelet un public et une image de marque: il a totalement gagné, dit Stéphane Lissner. Il faut désormais renouer avec le passé du théâtre qui, après sa création en 1862 et le départ de Maurice Lehmann, reçut les Ballets russes, Toscanini dans les grands Verdi, la *Salomé* de Strauss, la création française de la *Deuxième Symphonie* de Mahler. A quoi se mesure la réputation d'un établissement? Aux risques que prend son directeur.

Le Châtelet restera un théâtre d'ouverture et continuera l'hospitalité à la variété, à la danse, au music-hall, aux traditions extra-européennes. Mais il va devenir un théâtre de créations lyriques et musicales, qui n'accueillera plus, à de très rares exceptions près, de spectacles dont il n'aura pas la maîtrise complète. Plutôt que des co-

producteurs, nous chercherons des partenaires français et européens: essentiellement, dans un premier temps, le Grand Théâtre de Genève et le Scala de Milan pour le *Fidelio* de Strahler en 1989.

J'avais quinze ans lorsque j'ai vu *L'Amant anglais*, de Duras, mis en scène par Claude Régy. Ce fut une révélation. Je me suis juré de défendre comme je le pourrais le théâtre vivant. J'y voyais poque un combat contre la télévision. A l'époque, aucun théâtre parisien ne s'intéressait à la création, situation que nous connaissons bien aujourd'hui. C'est ainsi que j'ai ouvert le Théâtre Mécanique, salle Adyard.

Je suis arrivé au Châtelet en pleine *Indes galantes*. La production de Pizzi était énorme. A un mois de la première, Jean-Albert Cartier cherchait quelqu'un pour l'aider. J'ai immédiatement été frappé par la différence de professionnalisme entre les chanteurs et les acteurs — on peut faire toute une carrière de comédien sans être un véritable acteur — et par les possibilités d'émancipation que donne la musique par rapport au texte. Après les *Indes galantes*, Cartier m'a proposé de rester, on est un peu parti à l'aveuglette, j'ai appris mon métier auprès de ce très grand directeur de théâtre. Mon meilleur souvenir de cette période de collaboration? La cure de thalassothérapie qu'il m'a faite faire pour me trouver à Quiberon avec Strahler et le convaincre de monter *l'Opéra de quat'sous*.

Ma conviction est que le Châtelet a sa place dans le paysage lyrique parisien: il y a suffisamment de public pour tout le monde. Y aura-t-il assez d'artistes? Je n'en suis pas sûr. Toute la difficulté est de réunir des équipes où chacun ait quelque chose à recevoir de l'autre.

A l'opéra, c'est le directeur qui fait les distributions, alors qu'au théâtre ce sont les metteurs en scène. Il y a un risque d'uniformité, une tentation de «pré-équilibrer lyrique», que je m'efforcerais d'éviter en respectant la mentalité des différents chœurs et metteurs en scène.

Pour les concerts aussi, notre politique artistique sera autoritaire. Il faut cesser d'accueillir des orchestres sous prétexte qu'ils sont en tournée. Il est nécessaire, là aussi, de susciter des projets.

Une dernière conviction: Champs-Élysées, Bastille, palais Garnier, nous sommes tous solidaires. Si l'un d'entre nous fait des concessions sur la qualité, les deux autres en ressentent les effets sur le nombre de leurs entrées: le public cessera d'affiner.

Propos recueillis par ANNE REY.

DERNIERE LE 20 MARS

THEATRE ARTISTIQUE ATHEVAINS LES RACINES DE LA HAINE

de Niklas RÄDSTRÖM Mise en scène Stéphanie LOÏK

«Une des choses les plus belles que j'aie jamais vues... c'est une jeune femme qui se fait violer...»

Reservation, de 14h à 18h: 48063602 • 43790618 Location: 3 FNAC

THÉÂTRE

«George Dandin» de Molière à Mogador

Un amour au crépuscule

Au milieu d'une tournée européenne, George Dandin, créé au TNP (le Monde du 24 mars 1987), dans une mise en scène de Roger Planchon, s'installe pour deux mois au Théâtre Mogador. Le théâtre est en fête.

Vingt ans, on se demande comment commencer sa vie. A cinquante, on s'interroge sur la meilleure façon de l'achever. Jeune, on estime que la voie la plus sûre passe avant tout par l'amour fou. Vieillesse, on veut croire encore à l'amour, simplement. Angélique a vingt ans, George Dandin cinquante, passé. L'une ne sait rien, sinon qu'en elle brûlent les feux du sentiment amoureux. L'autre a mesuré, solitaire, une vie de paysan.

Rien ne devrait les rapprocher mais la campagne française du

seigneur, n'aura cessé de lui faire payer ce qu'elle considère comme une trahison.

Roger Planchon, une nouvelle fois, défie l'interprétation habituelle et communément acceptée de l'œuvre de Molière. Pour avoir lu Molière pendant plus de quarante années, pour l'avoir visité très régulièrement, d'œuvre en œuvre, pour s'être posé toutes les questions que l'on peut se poser sur le dix-septième siècle, pour avoir confronté ses lectures et ses travaux à l'épreuve d'autres auteurs, d'autres textes, d'autres mises en scène, il est arrivé au point de conviction extrême.

De cette érudition, de cette familiarité, naissent des spectacles simplifiés, lumineux. Dandin, déjà, en 1958, puis Tartuffe, plusieurs fois, Don Juan, l'Avare et ce nouveau Dandin. Comme il l'habitude, il nous emmène jusqu'au bout de l'esprit et de la lettre de Molière. Un voyage diffi-

mais une imbécille infatuée de son rang mais une femme encore belle, au bord du gouffre, qui veut croire en son étoile tandis qu'à son côté, M. de Sotenville veut croire, lui, à l'honneur. Claudine, rusée mais sans ruse, défend comme on le dirait aujourd'hui, les avantages acquis: une jeune femme entre dans «sa» maison qui pourrait bien réduire son avantage. Le rapport entre ces deux femmes est d'ailleurs d'une grande subtilité où se côtoient complexité, duperie, amitié et mensonge.

Les hommes de la pièce ne sont pas non plus de minces personnages. Sotenville, on l'a vu, humilié du recul constant des mœurs et de la morale, est un homme droit, juste et sympathique. Lubin est un valet d'enthousiasmes allègres et aux pettes consternées qui sont au cœur même de la mécanique de la pièce. Clitandre est de trois ans le cadet de Don Juan et, pourquoi pas, l'image sereine de l'arrogance et du cynisme bien en cour près du roi. Colin, enfin, pourrait bien être un bâtard de Dandin, son fils donc, et le seul être qui lui est entièrement voué et fidèle.

Parce qu'ils ont beaucoup travaillé, parce qu'ils ont beaucoup réfléchi, tous ensemble, à leurs personnages et à leurs trajectoires — Roger Planchon a l'habitude de lire longuement avec ses comédiens chacun des textes qu'il met en scène, pendant plusieurs semaines, autour d'une table, — les acteurs sont tous épatants. Claude Brasseur trouve en Dandin le plus beau rôle de sa carrière. Jamais le théâtre, le cinéma ou la télévision ne l'avaient engagé si haut. Il incarne avec générosité et ampleur la vision de Planchon, grâce à d'excellents partenaires: Zabou, dont Angélique est le premier vrai premier rôle, Jean-Claude Adelin (Clitandre), Daniel Gélin (M. de Sotenville), Emmanuelle Riva (M^{me} de Sotenville), Evyline Buyle (Claudine), Marco Bison (Lubin) et Vincent Garanger (Colin).

Tous évoluent dans la cour de la ferme de Dandin, entre la maison et la grange, séparée des champs par une haie de bois, jouant à cache-cache entre d'énormes piliers. Un très beau décor d'Enzo Frigerio, éclairé en noir par André Diot, qui signe là l'une des plus belles nuits du théâtre. Roger Planchon, en un peu moins de trois heures, a su trouver les rythmes, les tensions, les gestes, les mouvements, les cris et les chuchotements de cet amour commandé, de ces sociétés qui s'affrontent, et fabriquer des images qu'il fait absolument découvrir dans son théâtre en fête.

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre Mogador. Jusqu'au 28 avril. De mardi au samedi à 20 h 30. Mariage dimanche à 14 h. Tél.: 42-85-45-30.

elle, tourmenté, accidenté dans les sentiments les plus forts. Ceux qui croyaient que Dandin était le moyen qu'avait trouvé Molière pour régler ses comptes avec les femmes en seront pour leurs frais: Angélique est jeune, belle, vive et ne se joue de son mari que pour s'en convaincre et non le harceler. Elle fut le centre d'un marché, on avait voulu lui couper les ailes; elle dit très haut qu'elle n'est pas à vendre et qu'elle veut voler.

Quand commence la pièce, ce mariage vient d'avoir lieu. Tout de suite, il est menacé: chez Molière, par une intrigue de valet à la solde d'un jeune et bel aristocrate du voisinage, Clitandre, qui a des vues sur le corps d'Angélique; chez Planchon, par un emprunt. Dans la salle, Claude Brasseur et Zabou nous disent quelques vers écrits par Molière pour sa seule tragédie, jamais jouée parce qu'elle n'est vraiment pas très bonne. Don Garcie de Navarre. Mais, en quelques mots, elle nous dit beaucoup sur le théâtre de Molière, et plus particulièrement sur son Dandin.

Tragédie. Le fond est esquissé. Oublié le cinquagénaire ridicule, le mari cocu, trompé, basané. Le Dandin de Planchon est un homme sûr, séduisant, qui vient de commettre sa première erreur. En épousant Angélique, il est devenu M. de la Dandinère, certes, abolissant son nom et sa descendance, mais il a perdu du même coup son identité. Le paysan riche est désormais un minuscule aristocrate, étranger à lui-même d'abord, incapable de penser, de parler et d'agir en tant que tel, étranger dans sa maison aussi, où Claudine, une servante qui paraît beaucoup diriger, et pourrait bien avoir été sa mat-



Claude Brasseur dans une mise en scène de Roger Planchon.

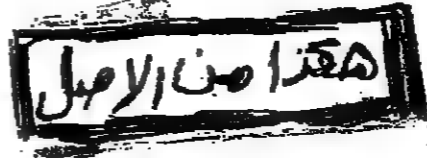
THEATRE 71 MALAKOFF 46.55.43.45 DU 2 AU 27 MARS MARTINE DRAI • PIERRE ASCARIDE L'ESSUIE-MAINS DES PIEDS d'après Gil BEN AYCH

DU 15 MARS AU 2 AVRIL THEATRE ETIENNE DE LA HAIE Slastic un irrésistible spectacle visuel sur le sport EL TRICICLE CATALOGNE

D'abord, on ferme! APRES les Champs-Élysées, le Châtelet: le bâtiment Napoléon III sera fermé pour travaux entre le 1^{er} juillet et le 15 décembre 1988. Les principaux travaux de rénovation concerneront le confort des spectateurs et les accès de la salle.

8 MARS 3 AVRIL THEATRE EUROPE Daisy de José SASPORTES Un film pour Fernando Pessoa Mise en scène: Richard DEMARCY Scénographie: Jacques DENEUX

مكتبة من الامم



EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h, gratuit le dimanche de 10 h à 14 h (42-71-13-33).

Musées

DEGAS. Grand Palais. Galeries nationales (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F (gratuit le 21 mars). Jusqu'au 16 mai.

Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 13 mars.

PAROLES DE DEVIN. La route à travers les siècles chez les Sémétes (C89-47-01-01). Musée national des arts africains et océaniques. 293, avenue Daumesnil (43-49-14-54). Sauf mardi, de 9 h à 17 h.

GRAVURES D'ILYA BOGDOSCO. Association France-URSS. 61, rue Boissière (45-01-29-00). Sauf dimanche, de 14 h à 18 h. De 11 à 25 mars.

UN REGARD AUTRE. Galerie Patrick Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 12 mars.

DELATOUR. Galerie Atlas, 6, rue des Contaires-Saint-Gervais (48-04-00-14). Jusqu'au 26 mars.

UN REGARD AUTRE. Galerie Patrick Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 12 mars.

RAOUL UBAC. Galerie Lambert, 62, rue La Botte (45-63-51-52). Jusqu'au 20 mars.

LE BOURGET. 32^e Salon de Peinture. Hôtel de Ville. Jusqu'au 20 mars.

Musée de Raoulet, 1, petite rue Saint-Pierre (73-37-38-63). Jusqu'au 14 mars.

LA DÉFENSE. Le Musée et les cinq musées. Art 4, 15, place de la Défense. La Défense 4. (47-96-25-49). Jusqu'au 4 avril.

CONSTRUCTION/IMAGE. BERNARD FRIZET. A.R.C. Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson (42-73-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h.

EXPOSITIONS-DOSSIERS DORSAY. Dessins romains autour de Degas. Foyer de la Danse-Mary Cassatt ; Art, Industrie et Japonisme ; le Service Rousseau ; Ernest Barlach, sculpteur écrivain (1906-1912). Musée d'Orsay (voir ci-dessus), jusqu'au 3 juillet.

LE CHANT DU MONDE. DE JEAN LURÇAT. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). Sauf lundi, de 11 h à 18 h ; le jeudi jusqu'à 22 h.

LE VILLAGE SUISSE. 150 ANTIQUAIRES. 78, AVENUE DE ST-FRÉREN. 54, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET ET 79 BIS PARIS. OUVERT DE 10 H À 19 H. LES JEUDIS VENDREDIS, SAMEDIS, DIMANCHES ET LUNDI.

LES INSTRUMENTISTES ET LUTHERS PARISIENS DU XVII^e AU XIX^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris - Musée des enfants, 12, av. de New-York. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30, le mercredi jusqu'à 20 h 30.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

LA BANDE DESSINÉE ARGENTINE. BRECCIA et MUNOZ. HOMMAGE A COPL. Maison de l'Amérique latine, 217, St-Germain (42-72-97-60). Sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h.

PAUL DELVAUX. Œuvres sur papier. Galerie Izy Brachot. 35, rue Guénégaud, 75006 Paris, 43-54-22-40.

UBAC. Dessins - peintures - sculptures. GALERIE ATELIER LAMBERT. 62, rue La Botte, 75008 - 45-63-51-52. Jusqu'au 28 mars 1988.

GALERIE COARD. 12, rue Jacques-Callot, 75006 PARIS. Tél. : 43-26-99-73.

LE VILLAGE SUISSE. 150 ANTIQUAIRES. 78, AVENUE DE ST-FRÉREN. 54, AVENUE DE LA MOTTE-PICQUET ET 79 BIS PARIS. OUVERT DE 10 H À 19 H. LES JEUDIS VENDREDIS, SAMEDIS, DIMANCHES ET LUNDI.

Louise JANIN. A Montreuil-la-Jolie. Musée Victor-Dubouché. 50 Années de peinture. Jusqu'au 19 mars.

50 Années de peinture. Dans son atelier de Paris. 2, rue Antoine-Denis - 75014. Tél. : 46-28-00-82.

GALERIE ARIEL. 140 bd Haussmann, Paris 8^e.

MUSÉE RODIN. 77, rue de Varenne (7^e - M^e Varenne). 60 DESSINS DE RODIN. extraits du premier volume de L'INVENTAIRE. Du 10 au 14 mars.

Louise JANIN. A Montreuil-la-Jolie. Musée Victor-Dubouché. 50 Années de peinture. Jusqu'au 19 mars.

50 Années de peinture. Dans son atelier de Paris. 2, rue Antoine-Denis - 75014. Tél. : 46-28-00-82.

GALERIE ARIEL. 140 bd Haussmann, Paris 8^e.

MUSÉE RODIN. 77, rue de Varenne (7^e - M^e Varenne). 60 DESSINS DE RODIN. extraits du premier volume de L'INVENTAIRE. Du 10 au 14 mars.

LIDO. Souvent imité, jamais égalé, le public apprécie la différence ! 20 h : dîner dansant, champagne et revue à partir de 510F. 22 h 15 et 0 h 30 : champagne et revus ; 350F. Service compris. 116 bis, Champs-Élysées. Tél. : (1) 45.83.11.61 et agences.

du 4 au 13 mars 1988. FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou. organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion. Tél. 4770.88.78.



MUSIQUE

Classique

ATHÉNÉE-LOUIS-JOUVET (47-43-67-27). 20 h 30, lun. Francisco Araiza, (basse), accompagné de L. Guage (p.).

de crochets et chapeaux blancs du Bengale. 80 F, 60 F. - Sharmila Roy, 20 h 30, ven. - (chœur), Serge Caste...

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DE-PRÈS (42-23-55-28) 20 h 30, ven. Chœur d'Amateurs de Stockholm, (Adolf Friedrich), dir. par R. Johansson. 60 F, 40 F.

PALAIS OMNISPORT PARIS-BERCY (43-46-12-21). Ven. 20 h 30, (dernière). Inauguration 11 mars. Orchestre de Paris. Dir. par D. Barenboim, avec le chœur de l'Opéra de Paris, chef de chœur: A. Oldham, avec J. Micler, S. Vari...

Les opéras OPÉRA DE PARIS Palais Garnier (47-42-53-71). - Boris Godounov. - Jusqu'à 9 avril. 20 h 30, ven. (première). Opéra en quatre actes de M. Moussorgski, d'après A. Pouchkine et N. Karamzine.

PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-26-28-59) : Watergate Seven + One, 21 h 30 mar. - Olivier Franc Quintet, 21 h 30, ven. - Cyril Jazz Band, 21 h 30 ven. - Jacques Dondeille Swing Orchestra, 21 h 30 sam. - Kangourou Swing Orchestra, 21 h 30 lun. - Claude Luter Sextet, 21 h 30 mar.

Aujourd'hui sortie de... JANE BIRKIN CHARLOTTE GAINSBORG MATHIEU DEMY Kung fu master UN FILM D'AGNÈS VANDA Jane B. par agnès v. continue sa carrière

Après "Mon Cher Petit Village" le nouveau succès du cinéma tchécoslovaque! LA MORT DES BEAUX CHEVREUILS un film de Karel Kachyba

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES Le nouveau film du réalisateur de "PLATOON" MICHAEL DOUGLAS CHARLIE SHEEN DARIL HANNAH GOLDEN GLOBE 88 MEILLEUR ACTEUR MICHAEL DOUGLAS NOMINATIONS AUX OSCARS 88 MEILLEUR ACTEUR MICHAEL DOUGLAS WALL STREET

ÉGLISE SAINT-MÉDARD (45-69-06-64). 20 h 45, jeu. Chœur et orchestre Francis Poulenc. Dir. par C. Charvet, C. Bajou (soprano), D. Keller-Salmon (mezzo), J. Dubois (ténor), et B. Delétré (basse). Églises de Bach et Mozart. 120 F, 90 F, 60 F. Fin. + 43-61-93-26.

VR. : GOREN V • FORUM HORIZON • LES PARNASSIENS • STUDIO DE LA HARPE VF. : PARAMOUNT OPÉRA JOURNAL D'UN VIEUX FOU

Les ballets BOUFFES DU NORD (43-39-34-50). - Capriccio, jusqu'au 11 mars, 20 h 45, mer. - Les Femmes d'Alger, 17 h, dim. (dernière). Chor. de F. Laisné, F. Raffinot...

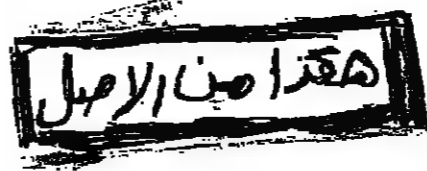
Jazz, pop, rock, folk BARBER SALE (43-33-37-71) : Patrick Vachon 22 h 30, ven. - (première). Lorenzo, jusqu'au 20 mars, 23 h mar. (première).

Périphérie LE BOURGET, Musée de l'air (aéroport) (43-65-66-00). Stéphane Grapelli, Marc Fosset et Patrice Caratini, 20 h 30 (violin, guitare et contrebasse). Banlieues blues.

ALBATROS présente PRUCNAL A LA CIGALE a partir du 10 mars 20h30 Loc: 3 FNAC | AGENCES

Une étonnante comédie humaine prise sur le vif... URGENCES LE NOUVEAU FILM DE RAYMOND DEPARIDON

مقاومة الامل EN EXCLUSIVITÉ AU SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS



Informations « services »

Le Carnet du Monde

MÉTÉOROLOGIE

Évolution probable du temps en France

entre le mercredi 9 mars à 0 h TU et le jeudi 10 mars à 24 h TU.

La perturbation qui traversera la France du nord au sud dans la journée de jeudi n'aura qu'une activité très réduite, étant donnée l'évolution du champ de pression sur le pays. En effet, l'anticyclone atlantique, tout en se renforçant, continue d'étendre son influence sur l'Europe occidentale.

Jour à temps gris et humide en perspective. Grisaille et humidité envahiront l'ensemble du pays dans la journée.

Le matin, le ciel sera déjà très nuageux à couvert sur la moitié nord de la France. Les nuages pourront même s'accompagner de petites chutes de pluie ou de bruine de temps en temps. Il tombera quelques flocons de neige dans le Nord-Est. De l'Aquitaine à l'Auvergne et à Rhône-Alpes, des masses compactes à nuvoiler le ciel. Du Midi-Pyrénées aux Alpes du Sud et aux

régions méditerranéennes, la matinée s'annonce bien ensoleillée. Dans l'après-midi, généralisation du temps très nuageux et passagèrement pluvieux. Même la Côte d'Azur et la Corse seront affectées. Légère amélioration du sud de la Bretagne au Poitou-Charentes avec l'apparition de quelques éclaircies en cours d'après-midi. Les températures minimales seront en hausse sur les régions de la moitié nord avec 6 à 10 degrés du Nord au Centre et au Nord-Ouest, 0 à -4 degrés dans le Nord-Est. Sur la moitié sud du pays, elles seront négatives en Provence et sur le Massif Central, positives dans le Sud-Ouest et près des côtes, où elles avoisineront 3 à 6 degrés. Les températures maximales varieront généralement entre 6 et 11 degrés. Elles atteindront parfois 13 degrés sur la Côte d'Azur et la Corse.

Le vent sera faible à modéré de secteur nord-ouest. Il soufflera assez fort sur le Nord-Picardie. Un vent d'est assez soutenu s'établira dans le Sud-Est.

Situation le 9 mars 1988 à 0 heure TU

Prévisions pour le 11 mars à 0 heure TU

Prévisions pour le 11 mars à 12 heures TU

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 8-3-1988 à 6 heures TU et le 9-3-1988 à 6 heures TU

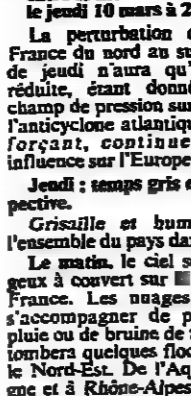
	9/3/88		8/3/88		9/3/88	
	M	N	M	N	M	N

FRANCE		ÉTRANGER		L'OSÉAN	
AMARCO	15 3 D	ALGER	17 3 D	MADRID	16 1 D
BARCELONE	12 5 C	AMSTERDAM	7 2 C	MARRAKECH	22 5 D
BORDAUX	12 6 B	ATHÈNES	14 8 N	MEXICO	23 9 B
BRETAGNE	8 2 B	BANGKOK	24 24 N	MILAN	11 1 D
CAEN	11 7 C	BARCELONE	16 5 N	MONTREAL	-3 7 C
CLERMONT-FERRAND	8 6 C	BELGRADE	3 0 *	NAIROBI	29 17 P
COCUBOR	7 4 D	BERLIN	1 -1 *	NEW-YORK	14 1 D
CRETE	6 4 D	BRUXELLES	7 0 C	OSLO	3 -11 C
GENÈVE	6 4 D	LE CAIRE	13 12 D	PALMAREM	16 7 C
LYON	7 0 N	COUENTON	2 -5 S	PRAGUE	11 2 D
MARSEILLE	10 3 D	DAKAR	24 15 C	ROME	14 4 D
NANCY	4 -7 D	DELHI	22 15 C	SINGAPOUR	28 23 C
NANTES	12 6 C	DIARRA	17 12 N	STOCKHOLM	-2 -7 D
NICE	15 4 D	GENÈVE	6 -3 D	SYDNEY	25 17 D
PARIS-MONTAIGNE	8 2 C	HONGKONG	13 12 D	TOKYO	10 2 N
PAU	10 2 D	ISTANBUL	12 6 P	TUNIS	15 9 P
PERPIGNAN	11 6 D	JERUSALEM	12 6 N	VALENTIA	3 -1 *
RENNES	11 3 C	LISBONNE	21 9 D	VIENNE	11 0 D
STRASBOURG	4 -5 B	LONDRES	9 5 P		

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 1 heure en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4696



HORIZONTALEMENT

L. Un homme qui entretient bien ses dents. - **II.** N'est pas le jour de naissance de celui qu'on ne trompe pas. Portait les armes. - **III.** Maladie qu'on peut attraper avec une barbe. - **IV.** Fait bien réfléchir. - **V.** Son retour est parfois redouté. Un lieu d'arrêt. - **VI.** Diviser l'ouvrage. Un vaste espace dans le désert. - **VII.** L'arme au pied. - **VIII.** Où il y a de la mauvaise humeur. - **IX.** Peut se nourrir de crêpes. En émail. - **X.** D'un auxiliaire. Peut s'installer sur les toits. - **XI.** Grands, pouvaient avoir beaucoup de pages.

VERTICALEMENT

1. Risquent de se réveiller quand il fait froid. - **2.** Confiné dans une maison close. Invitation à faire un grand saut. Qui n'a pas besoin de compter. - **3.** Avec beaucoup de distinction. - **4.** N'est donc pas un ton proprio aux confidences. Un port sur le lac du même nom. - **5.** Une belle chandelle. Commode imprécision. - **6.** Un rien du tout. Sac à vin. - **7.** Donc pas au diable. Beaux à l'école. Participe. - **8.** Une petite passe. Un grand Arabe. - **9.** Le sujet pour Kant. S'accumule avec les temps.

Verticalité

1. Parturier. Os. - **2.** Oliv. Aar. **3.** Réamateur. - **4.** Tu. Luc. Ea. - **5.** Ira. Oita. - **6.** Eosine. Eden. - **7.** RDA. Tonsure. - **8.** Eumène. Ère. - **9.** Aa. Ua. Easa.

Solution du problème n° 4695

Horizontalité

I. Portier. - **II.** Aleurodes. - **III.** Rit. Esat. - **IV.** Uval. Ml. - **V.** Remuante. - **VI.** Isée. Eon. - **VII.** Née. - **VIII.** Raretés. - **IX.** Assidus. - **X.** Or. Terre. - **XI.** Amenés.

Verticalité

1. Parurier. Os. - **2.** Oliv. Aar. **3.** Réamateur. - **4.** Tu. Luc. Ea. - **5.** Ira. Oita. - **6.** Eosine. Eden. - **7.** RDA. Tonsure. - **8.** Eumène. Ère. - **9.** Aa. Ua. Easa.

UNE CIRULAIRE

● Du 17 février 1988 prise en application de l'article 43 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, concernant le régime déclaratif applicatif à certains services de communication audiovisuelle.

EN BREF

● La Fête de la pêche. - Le week-end du 28 et 29 mai a été choisi pour la seconde édition de la fête nationale de la pêche. Cette manifestation organisée par l'association Loisirs et détente, en collaboration avec l'Union nationale des fédérations de pêche, a pour but de faire découvrir la pêche au plus grand nombre. Durant ces deux jours, des fêtes populaires seront organisées dans toute la France. L'accès et l'initiation à la pêche seront facilités, pour tous, sur les lieux de ces fêtes : pêche gratuite sans carte ni timbre, initiation par des pêcheurs chevronnés, prêt de matériel, etc. On estime à plus de quatre millions le nombre de pêcheurs à la ligne en France.

● Caisse nationale d'assurances-vieillesse des travailleurs salariés. - La CNAVTS, 110, rue de Flandre, Paris (19^e), communique ses nouveaux numéros d'appel : (1) 40-05-51-10 (standard et coïncier en cours) ; 40-37-37-37 (informations générales) ; 40-05-52-20 (paiements).

Décès

- M^{me} Jacques Baudouin, son fils, M. Olivier Baudouin, son fils, et Sylvie Tranchessou, M^{me} Sylvie Blum, sa fille, et M. Didier Blum, Xavier et Maxime, ses petits-enfants, M^{me} Pierrette Baudouin, sa belle-sœur, Jacqueline, Michel, son neveu, Les familles Monier, Bollot, Matagne, Lassire, Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques BAUDOUIN, président de la 9^e sous-section de la section du contentieux de Conseil d'Etat, ancien administrateur de la France d'outre-mer, ancien directeur général des hôpitaux de France, ancien directeur général de l'ANPE, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 7 mars 1988, dans sa soixante-quatrième année.

- Paris. Eccles-Suarella. Mario-José BURILLI, sa mère, Éric, Didier, Laurence, Thibault, Karim, Clothilde Beradat-Bujoli, ses frères et sœurs, ont la douleur de faire part de la disparition de leur merveilleuse

Anne,

à l'âge de vingt-cinq ans.

- On ne voit bien qu'avec le cœur, l'essentiel est invisible pour les yeux.

Le 4 mars 1988.

Eccles-Suarella, 20117 Cauro (Corse).

- Saint-Christol. Montpellier. Paris. Lyon. Gallargues. M^{me} Marguerite Gros, M. Jean-Marie Gairard, M. et M^{me} Michel Gairard, M. et M^{me} Jacques Gairard et leurs enfants, M. et M^{me} Philippe Gairard et leurs enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M^{me} Raymond GAIRARD, leur sœur, mère et grand-mère, survenue à Montpellier, le 4 mars 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le dimanche 6 mars, à Saint-Christol (Hérault).

- Nancy. Xonrupt (Vosges). M^{me} Colette Girard, née Marczak, ses enfants Erik et Judith, et toute la parenté, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

Christian GIRARD, maître d'œuvre, à l'âge de quarante-neuf ans, et celui de sa fille

Agès, championne de France juniors 1987-1988 de K.L. à ski,

à l'âge de dix-huit ans, survenue à Macherat, le 4 mars 1988.

Les obsèques seront célébrées le samedi 12 mars, à 10 heures, en la basilique Saint-Epvre de Nancy.

L'inhumation aura lieu à Xonrupt-Longemer, vers 15 h 15.

10, rue Lactetia, 54000 Nancy.

- M^{me} André Hubac, son épouse, Françoise Hubac, sa fille, et Gilles Compert, Raoul Hubac-Compert, son petit-fils, Tous ceux qui l'ont connu et aimé, ont la douleur de faire part du décès de

André HUBAC, professeur agrégé honoraire, survenu le 25 février 1988, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu le 29 février, à Meyrieux (Lozère).

- O. Eternel je me confie en Toi (-). Mes destinées sont dans Ta main. - Ps. 11, 15-16. Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

- M^{me} Gilbert Marx, son épouse, ses enfants Et petit-enfant, sa famille Et ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Gilbert MARX, survenu le 8 mars 1988.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Paris, porte principale, le jeudi 10 mars, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

84, avenue Niel, 75017 Paris.

- Le personnel de La Jardinière, 23, rue de Valenciennes, Paris-9^e, fait part du décès de

M. Gilbert MARX, son directeur, et s'associe à la douleur de tous les amis.

- La Seigneurie a conseil dans sa pain et sa lumière

Georges MÉHEUT, chevalier de l'Ordre national du Mérite, dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de Geneviève Méheut, son épouse, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Monique Méheut, chaussonne de Saint-Augustin, Claude et Jacques Petit, leurs enfants Yann-Éric, Dominique, Marion, Gaëlle, Cécile, Clémence, Bernard et Martine Méheut, leurs enfants Doménille, Alexis, Sébastien, Frédéric, François et Béatrice Méheut, leurs enfants Guillaume, Matthieu, Géraldine, Bénédicte.

Geneviève Méheut, ses enfants Catherine, Elisabeth et François, Guy, Sylvie, Jean-Christophe, Bruno, Virginie, Jacqueline, ses petits-enfants André, Alban, Guillemette Méheut, ses enfants Claire, Jérôme, Vincent, Armelle et Étienne Demaegdt, leurs enfants Florence, Isabelle, Christine, Olivier, Nicolas, Yves Méheut.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 11 mars 1988, à 14 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, rue Ampère, Paris-17^e (métro Wagram ou Malesherbes).

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Vincent, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35 bis, rue Jouffroy, 75017 Paris.

- Boris Pludermacher, Bruno Pludermacher, Anne et Philippe Lepage, sa famille Et ses innombrables amis, ont la douleur de faire part du décès de

Louis PLUDERMACHER, responsable pédagogique pendant le genre de la maison d'enfants OSE, au château de Maguelonne, responsable pédagogique des patronages et colonies de vacances de la Commission centrale de l'enfance,

survenu le lundi 7 mars 1988.

La cérémonie aura lieu le jeudi 10 mars, à 10 heures, au cimetière de Montparnasse. Entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

- La Commission centrale de l'enfance Et tous ses collaborateurs, avec une peine immense, annoncent le départ de leur très chère

Louise PLUDERMACHER, responsable de ses patronages et centres de vacances durant des décennies.

La cérémonie se déroulera le jeudi 10 mars 1988, à 10 heures, au cimetière de Montparnasse.

Rendez-vous

Rendez-vous à tous les anciens de la Commission centrale de l'enfance à 9 h 45, devant l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

Commission centrale de l'enfance, 14, rue de Paris, 75010 Paris.

- La Commission nationale consultative de la Résistance, La Confédération nationale Forces françaises combattantes, Le Comité des anciens chefs de réseaux des Forces françaises combattantes, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert RAGACHE, commissaire de la Commission nationale consultative de la Résistance, vice-président du Comité des anciens chefs de réseaux des Forces françaises combattantes, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance,

survenu le 5 mars 1988.

Année sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu le jeudi 10 mars, à 10 heures, au cimetière monumental de Roncha, avenue Olivier-de-Serres, où l'on se réunira à partir de 9 h 30.

- Limoges. Charty. Montceau-les-Mines. M^{me} Robert Ringenbach, sa femme M^{me} Alain Ringenbach et leurs enfants M. et M^{me} Philippe Ringenbach, Docteur et M^{me} Albert Jakubowicz, leurs enfants Docteur et M^{me} Michel Bocca et leurs enfants M. et M^{me} Jean Ringenbach, M^{me} Paul Ringenbach, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert RINGENBACH, président national de FUMAC, titulaire de la croix d'Or du Mérite et du Mérite national français,

survenu le 7 mars 1988, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 10 mars, à 10 h 15, en l'église de Limoges.

Condoléances sur registre.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

Anniversaires

- Pour tous ceux qui ont aimé Florence GUGUI,

trop tôt disparue le 16 mars 1986, nous nous réunissons pour une prière à sa mémoire, le 13 mars 1988.

Rendez-vous porte principale du cimetière de Bagneux-Parissien, à 12 h 15.

- Rien n'est aussi silencieux qu'un cœur qui a cessé de battre. -

- Il y a cinq ans Jean MARTINELLI, secteur sociétaire de la Comédie-Française, nous quittait.

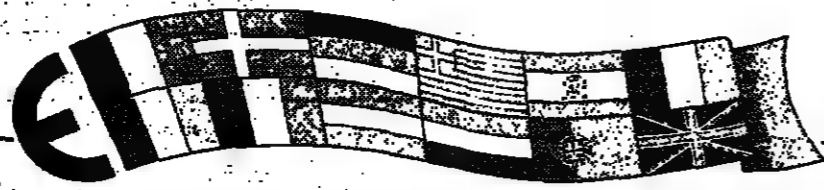
Sa vie s'en est allée, mais l'oubli ne doit pas le frapper.

Une messe sera dite à sa mémoire, le dimanche 13 mars 1988, à 11 h 45, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré à Paris, en présence de ceux qui l'ont connu, apprécié, aimé.

Nadine Brule Martineau, 15, boulevard Lannes, 75116 Paris.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne N.T. Toutes rubriques... 79 F Abonnés (avec justificatif)... 69 F Communications diverses... 52 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de largeur). Les lignes en espacement-gratuites sont facturées sur la base de deux lignes. Révis : 42-47-66-03.



LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise une serie de concours generaux sur epreuves en vue de la constitution de reserves de recrutement d'

ADMINISTRATEURS ET ADMINISTRATEURS ADJOINTS (m/f)

qui pourraient etre appeles a remplir des fonctions dans les domaines suivants:
- AUDIT
- PERSONNEL ET ADMINISTRATION
- RELATIONS EXTERIEURES
- INFORMATION - COMMUNICATION
- MACRO-ECONOMIE
- MICRO-ECONOMIE
- STATISTIQUES

* organise conjointement avec la Cour des Comptes des Communautes europeennes.

LES CANDIDATS DOIVENT:

- etre ressortissants d'un des Etats membres de la Communaute;
- posseder une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communaute (allemand, anglais, danois, espagnol, francais, grec, italien, neerlandais, portugais) et une connaissance satisfaisante d'une deuxieme de ces langues;

LES ADMINISTRATEURS DOIVENT:

- etre nes apres le 8.4.1952;
- avoir accompli des etudes universitaires completes sanctionnees par un diplome;
- posseder une experience professionnelle d'une duree de deux ans au moins, acquise posterieurement a l'obtention du diplome et en rapport avec l'un des domaines mentionnes ci-dessus.

LES ADMINISTRATEURS ADJOINTS DOIVENT:

- etre nes apres le 8.4.1955;
- avoir accompli des etudes universitaires completes sanctionnees par un diplome obtenu apres le 25.2.1985.

La Commission et la Cour des Comptes pratiquent en faveur de leur personnel une veritable politique d'egalite des chances entre femmes et hommes.

Les candidatures doivent etre adressees au moyen de l'acte de candidature officiel. Des formulaires de cet acte de candidature et l'avis de concours peuvent etre obtenus sur demande ecrite, adressee de preference sur carte postale, a l'adresse ci-apres:

- Commission des Communautes europeennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.
- Bureau de Presse et d'Information des Communautes europeennes, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 PARIS CEDEX 16, C.M.C.I./Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, 13241 MARSEILLE CEDEX 01.

N'oubliez pas de mentionner la reference C54. N.B.: DATE LIMITE POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES: 8.4.1988.

MOTIVE pour L'INTERNATIONAL...?
Groupe des FROMAGERIES BEL
5 Milliards de Francs de C.A.
dont 50 % a l'etranger
recrute pour sa
Division BEL INTERNATIONAL a PARIS

CHEF DE MARCHÉ CONFIRME AREA MANAGER

POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE NOS FILIALES ET DE NOS AFFAIRES EN RFA, SUISSE, AUTRICHE, RDA.

Votre formation commerciale superieure (HEC, ESSEC, ESC...) a ete completee par:
- une experience de 2 ans minimum comme chef de produit dans l'une des societes leader du marketing produits de grande consommation,
- une experience de 5 ans dans la vente et le marketing a l'exportation de produits de marque, eventuellement l'animation/gestion de filiales etrangeres.

Si, a ces experiences, vous pouvez ajouter les qualites personnelles que requiert ce poste: facilites de contact, mobilite, esprit de synthese, sens de la rentabilite et volonte de succes. ALORS, vous etes du profil recherche.

Il vous faut, de plus, parler couramment Allemand (et si possible aussi Anglais) et etre disponible pour des deplacements frequents a l'etranger a partir de notre siege parisien.

La zone de vos responsabilites ouvre un champ d'action diversifiee et un reel potentiel de developpement au sein d'une Division internationale dynamique.

Adressez votre C.V. detaille par lettre manuscrite, photo, remunerations actuelles et souhaitees, a la Direction du Personnel, 4, rue d'Anjou 75008 PARIS.



A prominent american company, highly profitable and rapidly expanding, is seeking for its subsidiary in the french speaking sector of Switzerland a

DIRECTOR OF FINANCE TO 750 000 F

The successful candidate should have a strong background in all aspects of finance, including cost-accounting, and be able to communicate well in french and english.

To apply in complete confidence, call 49-69-721649 from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. (also on this saturday and sunday) or send your c.v. with present salary to our consultant: F.F.M. Forschung für Management GmbH, Grüneburgweg 95, 6000 Frankfurt 1, R.F.A.

VACANCIES IN SAUDI ARABIA

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION has the following vacancies:

- LECTURERS IN COMPUTER SCIENCE (M.Sc. with 2 yrs teaching/programming experience).
ANALYSTS/PROGRAMMERS (M.Sc. with 2 yrs or B.Sc. with 5 yrs experience).
VTAM COMMUNICATION SYSTEMS PROGRAMMERS (B.Sc. in Communications/Computer Science with 2 yrs experience).
SENIOR SYSTEMS ANALYSTS (M.Sc. or B.Sc. with 3 yrs experience).
EXPERTS IN STANDARDS AND PROCEDURES (M.Sc. or B.Sc. with 3 yrs experience).
MVS SYSTEMS PROGRAMMERS (B.Sc. with 4 yrs experience).

Previous work experience on IBM Systems is essential for the above positions. Vacancies are also in the following faculties: ACCOUNTING, PROJECT MANAGEMENT, STATISTICS AND MATHEMATICS (Ph.D./M.A./M.Sc. with 3 yrs experience).

Apply to: The Director General (Administrative & Financial Affairs) Institute of Public Administration P.O. Box 205, Riyadh 11141 (Saudi Arabia).

Le CRICC A Douala recrute UN CHARGE DE MAINTENANCE DE MICRO-ORDINATEURS

Annonce reservee exclusivement a un Centre de formation: STS ou DUT electronique avec option Informatique. Exp.: 2 ans dans un service de maintenance Informatique. Langues: connaissance parfaite du francais et notions d'anglais.

Adressez s.v.p. lettre de motivation au CRICC, 161, av. Victor-Hugo, 75018 Paris.

secrétaires Pour la durée d'un contrat de renouvellement, le Ministère de la Presse recherche une secrétaire, spécialiste dactylo, sachant une bonne connaissance de la gestion du personnel. Libre très rapidement. Ecrire avec C.V. à M.M.P., 129, r. de Turbigo, 75002 PARIS.

Jeune société d'édition de presse juridique recherche UNE SECRÉTAIRE expérience juridique bonne connaissance du Mécanisme. Tél. 42-56-64-00, p. 983.

RECHERCHONS STENO-DACTYLO parlant et écrivant parfaitement l'italien. Ecrire sous le n° 6454. LE MICHAEL PUBLISTE 5, rue de Montesson 75007 Paris.

Le Monde CADRES

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
Etablissement public à caractère industriel et commercial recherche un INGENIEUR GRANDE ECOLE pour effectuer des recherches et des études dans le domaine du GENIE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE.
Systèmes de chauffage et de climatisation.
Ecrire en joignant un C.V. et tout document utile (rapport d'étude, travail de synthèse...) à: STATION DE RECHERCHE DE MARNE LA VALLEE - Service GENIE ENERGETIQUE ET CLIMATIQUE 34, avenue Jean Jaurès - CHAMPS SUR MARNE BP 02 - 77421 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

Banque d'Arbitrage et de Marché recherche Opérations Manager Back-Office
Dépendant du Directeur Général, il effectue le suivi administratif de l'ensemble des opérations de marché (francs, devises...), en assure la précomptabilisation et conduit les changements, voire la refonte de l'organisation existante.
Poste d'envoyeur, au sein d'une banque en expansion qui nécessite de la rigueur et une connaissance parfaite du traitement des nouveaux instruments.
Merci d'adresser votre dossier de candidature s/éf. M 73403 qui sera étudié avec la plus grande confidentialité à Déesiré 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

Groupes INFO'ROP recrute FORMATEURS sur OPEN-ACCESS. Libre de suite. T. M. Kallazak 47-51-14-41.

AGENCE COMMUNICATION PARIS-12 RECHERCHE pour la direct. et le développement de son service documentation, s/v. DOCUMENTALISTE ayant une solide exp. de préf. dans les secteurs presse, publicité ou conseil d'entreprise, souhaitant faire du marketing document. Libre très rapidement. Env. lettre, s.v. photo, s/n B 465. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE (TVCM) cherche REPRÉSENTANTS pour des relations publiques et pour le marketing en FRANCE. Ceux-ci doivent avoir une formation avec contact téléphonique, et la connaissance ANGLAIS. Tél. M. DUWAIR ou 47-55-12-30 Paris la 9 et 3 jours (seulement).

DEMANDES D'EMPLOIS CHEF B.E. spécialiste conception de systèmes précontraints. Exp. 10 ans. Tél. 48-93-70-58, après 20 heures.

SEMI-INFORMATICIEN AUBAGNE Tél.: (18) 42-82-80-05 recherche

INGÉNIEURS SYSTÈMES INFORMATISÉS (TÉLÉTRANS) (Microconception de base. Expériences requises: Assemblage et langage évolués. Unix apprécié.

enseignement Ecole d'anglais, économique, contrôle, Gloucester school of english, 104 Gloucester road, London SW7, 18-41-1-370-8232.

automobiles ventes de 5 à 7 C.V. Super 5 GTL rouge 1988, 5 pneu, ex Argus 37 000 F, 32 000 km, état neuf, 48-93-70-58, après 20 heures.

Antiquités PARTICULIER ACHÈTE A VOS PRIX MEUBLES et OBJETS ép. Empire, 43-87-82-80.

Canapé L'ENTREPOT DU CANAPÉ Les 26 et 27 février Vente exceptionnelle de canapés et fauteuils. Nombreux modèles en cuir et tissu. Par exemple: canapé 3 places cuir anthracite, au lieu de 18 800 F, différents coloris, 9 840 F. Canapé 2 places plume tissu Laser 3 650 F au lieu de 7 250 F.

Cours COURS D'ARABE MODERNE 2 ou 4 sem./mois. Cours du soir 2x2 h, 30/sem. Inscr. immédiat. AFAC, 42-82-92-62.

Piano PARTICULIER VEND GRAND PLEYEL 1932 droit, scriptum verni, expertise 18 000 F. Tél.: 46-23-36-96.

Minéraux RENNES TROISIÈME BOURSE EXPOSITION-VENTE MINÉRAUX FOSSILES

BAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 MARS 1988 de 9 h à 18 h salle Rennes congrès 27, bd de Solferino.

Rénovation RÉNOVER VOTRE HABITATION A PARIS Conseils réalisation des travaux, tous corps d'état, prix dégressifs. ARCHIDÉCOR (1) 47-63-47-12.

Vacances Tourisme Loirs Cherche location mois août à Hougate (Calvados), studio avec sleeping ou 2 places, bien exposé, max. 3 800 F. T. 43-45-55-74 après 18 h.

PAQUES 88 Séjours enfants dans le Jura, alt. 900 m., 3 h TGV Paris. Yves et Liliane, 38 ans, accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVIIIe s. confortablement rénovée, située au milieu des pâturages et des sapins. Le nombre d'enfants est limité à 14 pour offrir un accueil familial, personnalisé.

A louer juillet 1988, centre Rochoff (29 M), maison XVIIe, terrasse sur mer, 11 ch., possib. coucher 11 pers. Tél. 99-55-70-03.

JURA 3 h 30 par TGV, près station Métabief (Jura alpin). Parc, loue grand studio 11 ch., 4 pers. sur piste de fond. Tél. pour périodes disponibles et conditions. Tél.: 16 (81) 49-00-72.

معلومات اعلامية

Communication

Après enquête sur la couverture de la visite de M. Mitterrand à la Réunion

La CNCL réprimandant sévèrement RFO

RFO, film pas le ciel! En termes plus mesurés, le communiqué numéro 95 de la CNCL, publié le 7 mars, n'est pas loin d'approuver l'un des slogans des manifestants venus accueillir le président de la République en voyage à la Réunion les 8 et 9 février dernier, et qui protestait ainsi contre le parti pris de la société publique d'audiovisuel outre-mer, RFO. Images brouillées, cadrages fantaisistes, son inaudible pendant de longues minutes. Il est vrai que la retransmission du premier discours de M. François Mitterrand ferait rougir même un cameraman amateur.

« La manière dont la société RFO s'est acquittée de sa mission dans cette circonstance n'est pas acceptable », écrit la CNCL. En tant que pré-

Ancien directeur de « La Montagne » et ancien résistant

Francisque Fabre est mort

Francisque Fabre, ancien directeur général de la Montagne (Clermont-Ferrand), est mort le 4 mars, dans sa quatre-vingt-dixième année. Le quotidien du Centre lui a rendu hommage mardi en évoquant notamment le courage et le passé de résistant de M. Fabre. Lequel, rappelle-t-il, « a fait de Clermont-Ferrand le refuge de la presse française, le centre de résistance des journalistes pendant la guerre. Les grands noms de la politique et de la presse d'opposition avaient en effet trouvé refuge, par ses soins, en Auvergne, voire dans sa propre maison. Francisque Fabre était chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre et portait le rosette de la Résistance.

[Né le 10 janvier 1899, Francisque Fabre entra à la Montagne en 1920. Huit ans plus tard, il en devint le directeur général et le restera pendant cinquante-trois ans. Véritable pilier maître du quotidien puis du groupe La Montagne, constitué en 1975, il a toujours prêté une attention soignée à l'indépendance des rédactions. Il abandonna ses fonctions de directeur général de la Montagne en 1982 tout en restant conseiller à la direction.]

sident responsable, la Commission invite M. Jean-Claude Michaud à prendre les mesures qui éviteront le retour de tels incidents.

Dans une lettre du 19 février, la Commission avait déjà signalé ces « défaillances techniques » et le « déséquilibre de l'information » dans certains journaux de RFO. La CNCL note aussi que, « à aucun moment, RFO n'a jugé bon de présenter des excuses au président de la République » pour ce qui lui apparaît comme une « faute sérieuse », et estime que la succession des séquences du journal de RFO Réunion, le mercredi 10 février, était déséquilibrée.

Suite à la mise en cause de RFO par M. François Mitterrand (le Monde du 11 février), les Réunionnais avaient en effet le droit d'entendre MM. Pons (RPR), Virapoullé (RPR), Debré (UDF), et Michaud (RPR), Michaud (PDG de RFO) et les commentateurs du présentateur, qui, tous, « visaient à prendre le contre-pied du président ». Dans le même journal, MM. Jospin et Marchais n'intervenaient que sur des sujets nationaux.

La réprimande de la CNCL, même si elle ne propose pas de sanctions, est une des plus sévères de la Commission. Elle ne s'étend cependant pas à d'autres incidents ou journaux de RFO, qui font pourtant l'objet de vives critiques tant à gauche que chez les barristes. Dans un communiqué de M. Jean-Jack Querquane, son porte-parole, les Parisiens socialistes suggère que « toutes les forces politiques et syndicales constituent dans chaque DOM et chaque TOM un comité pour la respect du pluralisme ». Il faut, ajoute-t-il, que cesse le monopole du RPR sur l'audiovisuel outre-mer. M. C. L.

Prévisions. — A la suite de l'entretien avec M. Jean-Louis Périer, PDG de la GMF le Monde du 4 mars), M. François Grosjeu nous fait savoir que sa société de presse, SIP, a racheté la magazine Courrier du Parlement en décembre 1987 au groupe GMF. A la direction de la GMF, on confirme que, seul, le Journal du Parlement appartient encore au groupe.

Sur le front de la presse quotidienne régionale

La bataille des magazines de télévision

Avec douze millions d'exemplaires vendus chaque semaine, les hebdomadaires de télévision sont les titres les plus florissants de la presse française. Sur ce marché, une guerre au couteau oppose Hachette au groupe Hersant. Une guerre où se joue aussi l'avenir de la presse quotidienne régionale.

Les magazines de télévision sont devenus de vrais poids lourds au sein de la presse française. En 1985, principalement grâce à Télé 7 Jours, et Télé-Magazine, ils représentaient tout au plus 500 000 exemplaires. Quelques trois décennies plus tard, la presse de programmes de télévision comprend une douzaine de titres qui se partagent une diffusion globale d'environ douze millions d'exemplaires. Le titre le plus florissant est l'hebdomadaire Télé 7 Jours, fort de ses 3,5 millions d'exemplaires vendus chaque semaine, assure la prospérité de son propriétaire, le groupe Hachette. La croissance de ce secteur s'explique aisément. La naissance des nouvelles chaînes, du câble et du satellite a provoqué une consommation accrue du petit écran.

Devant on accompagnant la création des nouvelles télévisions, plusieurs hebdomadaires se sont lancés ces dernières années, qu'il s'agisse de Télé Z, de Télé K7, de TV Couleur ou de Télé-Lorraine. Florissant — un an après sa création, en 1987, Télé-Lorraine, le magazine du groupe Prisma Presse d'Axel Ganz, dépasse le million d'exemplaires vendus, — il famille des « journaux télé » n'en rencontre pas moins de nombreux concurrents. La bataille de l'audience que se livrent les télévisions, publiques ou privées, les atteint indirectement.

Soumis à la dictature de l'audience, les chaînes modifient à tout va leurs grilles de programmes ou leurs horaires de films, au grand dam des hebdomadaires spécialisés. Plusieurs d'entre eux ont décidé, le 8 mars, d'engager une action commune auprès des présidents de chaîne pour que cessent des pratiques qui nuisent à l'image de la télévision. En France, et qui constituent « une gêne intolérable pour le lecteur-télé spectateur ». Outre les classiques problèmes de masquages, les journaux spécialisés ont de plus en plus de mal à trouver les articles

présentant des émissions à la programmation incertaine. Mais un autre danger se profile à leur porte : la concurrence de la presse quotidienne, notamment de la presse régionale. Depuis un an, celle-ci a lancé une véritable OPA sur les programmes de télévision. Encore feutrée, la guérilla pourrait, à terme, mettre à mal certains titres spécialisés. L'offensive est partie du groupe de M. Robert Hersant. Dès novembre 1986, un supplément télévisé est créé pour France-Soir avec un volant affiché d'en doter ensuite le Figaro puis les titres régionaux du groupe. Le but est double : doper, grâce à ce supplément en quadrichromie, la diffusion des quotidiens régionaux et ouvrir un nouveau marché publicitaire.

A l'automne 1987, TV Magazine, supplément de France-Soir et du Figaro, remanié, fait son apparition dans les quotidiens régionaux du groupe Hersant. Le groupe du Dauphiné libéré (Grenoble) et du Progrès (Lyon), puis les titres régionaux (Paris-Normandie, le Havre libre, le Havre Presse) sont les premiers choisis.

Le résultat n'est pas immédiat. Mais en janvier 1988, la diffusion du Dauphiné libéré grimpe. Selon M. Jean Mior, directeur délégué du Figaro, la vente du titre grenoblois (346 500 exemplaires en 1986) augmente de 7 % environ. En revanche, la diffusion de France-Soir a continué à baisser et celle du Figaro n'a guère profité de l'atout des programmes télé.

Hachette contre Hersant

L'offensive de M. Hersant n'a pas manqué d'inquiéter Hachette. Dès le printemps dernier, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère propose à la presse régionale un supplément inspiré de son deuxième journal télé, TV Couleur. Il est pris de vitesse par un éditeur de magazines spécialisés, M. Michel Hommel, avec le soutien de son oncle, M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain (Nancy). M. Hommel met au point un nouveau titre, TV Hebdo. Livré en mai à l'Est républicain, il est proposé à l'ensemble des quotidiens régionaux qui n'appartiennent pas au groupe Hersant.

Aujourd'hui, la guérilla s'est transformée en guerre de mouve-

ment où chacun passe des alliances. Le groupe Hersant, après avoir équipé la plupart de ses quotidiens régionaux, a conclu un accord avec Centre-France, l'éditeur de la Montagne (Clermont-Ferrand) mais aussi du Populaire du Centre (Limoges), de la guérilla pourrait, à terme, mettre à mal certains titres spécialisés. L'offensive est partie du groupe de M. Robert Hersant. Dès novembre 1986, un supplément télévisé est créé pour France-Soir avec un volant affiché d'en doter ensuite le Figaro puis les titres régionaux du groupe. Le but est double : doper, grâce à ce supplément en quadrichromie, la diffusion des quotidiens régionaux et ouvrir un nouveau marché publicitaire.

Chaque semaine, 1,5 million d'exemplaires du magazine sont diffusés avec ces quotidiens régionaux. Hachette s'apprête donc à entrer dans le capital de la société editrice de TV Hebdo, en même temps qu'un groupe à capital variable rassemblant les quotidiens régionaux qui en bénéficient déjà. TV Hebdo va ainsi conquérir de nouveaux quotidiens, ceux d'Hachette (le Provençal et le Méridional à Marseille, Var-Matin à Toulon, les Dernières Nouvelles d'Alsace à Strasbourg, l'Echo républicain à Chartres), soit 700 000 exemplaires de plus. Pour Hachette, il s'agit de barrer la route au groupe Hersant. « Nous ne voulons pas prendre le risque que M. Hersant puisse dire un jour à nos annonceurs que son supplément télé a une couverture nationale », précise Paul Giannoli, directeur de la rédaction de Télé 7 Jours.

La ligne de bataille entre les deux groupes est nette : TV Magazine, le supplément du groupe Hersant, est implanté dans la région Rhône-Alpes et en Normandie, dans le Centre et le Nord. Hachette et son allié Michel Hommel occupent la Côte d'Azur, l'Est et le Nord. Mais tous

deux rivalisent de séduction pour que le Midi libre (Montpellier) — dont M. Hersant possède des parts — adopte l'un ou l'autre magazine. Quant à la région ouest, M. Hommel y fait vendre son TV Hebdo dans les kiosques, sans le soutien d'un quotidien, au prix de 3 F. Il vient aussi de lancer dans les kiosques de Clermont-Ferrand, sif de la Montagne.

Pourtant, des lecteurs de la presse régionale renâclent devant ce supplément TV qui leur est imposé en sus de leur quotidien et qui nécessite de débours quelques francs de plus. Quant aux autres magazines de programmes, ils assistent à cette bataille avec une pointe d'anséité. « Il n'y a pas encore réellement de contrecoup sur nos ventes », assure M. Claude Darcey, responsable de Télé-Star, l'hebdomadaire télé de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), mais on s'attend à une baisse de 10 % de la diffusion dans les zones où ces suppléments sont livrés avec un quotidien régional. Le prix — en moyenne 6 F pour le quotidien et son supplément — est en effet alléchant. Ce qui n'empêche pas les éditeurs des magazines indépendants de critiquer ce dumping.

Ils ne baissent pas les bras pour autant. Tout est bon pour accroître la diffusion. Le parrainage d'émissions est un des axes privilégiés par des titres comme Télé-Star ou Télé Z, tandis que Télé-Poche, le magazine des Editions mondiales, préfère lancer son jeu « Télé-Mag » sur TF1, ce qui a permis à sa diffusion de grimper de 1 800 000 exemplaires en novembre dernier à 2 200 000 actuellement.

« Le Monde » radio-télévision

Le Monde a lancé son propre supplément hebdomadaire « radio-télévision-communication » le 9 juin 1986. Il paraît depuis, avec l'édition datée dimanche-lundi, « La Monde radio-télévision-communication » a augmenté ses ventes en France du journal pendant le week-end de 26,5 % (comparaison entre janvier-février 1986 et janvier-février 1988).

pléments sont livrés avec un quotidien régional. Le prix — en moyenne 6 F pour le quotidien et son supplément — est en effet alléchant. Ce qui n'empêche pas les éditeurs des magazines indépendants de critiquer ce dumping.

Ils ne baissent pas les bras pour autant. Tout est bon pour accroître la diffusion. Le parrainage d'émissions est un des axes privilégiés par des titres comme Télé-Star ou Télé Z, tandis que Télé-Poche, le magazine des Editions mondiales, préfère lancer son jeu « Télé-Mag » sur TF1, ce qui a permis à sa diffusion de grimper de 1 800 000 exemplaires en novembre dernier à 2 200 000 actuellement.

Télérama, pour sa part, a choisi de renforcer son image d'« hebdomadaire de toutes les cultures » qui exerce son talent critique autant sur la télévision que le cinéma ou le radio. « Nous sommes voués à la différence », explique M. Bernard Roux, PDG de Télérama, qui ne fait pas mystère de son refus de s'aligner sur la formule des autres magazines de programmes (stars, jeux, fiches diverses, etc.). Un choix sans concession mais payant puisque Télérama dépasse les 500 000 exemplaires.

« Concorrence trop forte »

La menace que représentent les suppléments de la presse régionale n'empêche pas les éditeurs de magazines de cesser d'autres projets. Les Editions mondiales prévoient ainsi d'édition un second titre télé, à côté de Télé-Poche, au début 1989. Le projet ne verra pourtant le jour que si les tests démontrent que le créneau reste ouvert. Or, entre les douze millions d'exemplaires diffusés chaque semaine par les hebdomadaires spécialisés et les cinq millions que représentent les suppléments du groupe Hersant et ceux de l'alliance Hachette-Hommel, la marge est étroite, la France comptant vingt millions de foyers. Des chiffres qui ont fait réfléchir TF1.

Présentée comme partenaire potentiel des Editions mondiales, cette chaîne a démenti de telles intentions. Pour M. Philippe Gosset, ancien directeur adjoint de la rédaction de Télé 7 Jours, chargé de la diversification écrite à TF1, « le marché des hebdomadaires TV est trop difficile et la concurrence trop forte. TF1 ne participera donc à aucun quotidien ni à aucun magazine télé ». La bataille ne semble ébauchée ni par le groupe Hachette ni le groupe Hersant.

YVES-MARIE LABÉ.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Cabinet de M^e Yves Laurin, avocat à la Cour d'appel de Paris. De l'ordonnance de référé rendue contrairement par M. le président du Tribunal de Grande Instance de Paris le 4 mars 1988 entre le COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SAUVEGARDE DE VENISE, demandeur, et M. DANIEL VIAL, défendeur, il est extrait ce qui suit : « LE COMITÉ FRANÇAIS POUR LA SAUVEGARDE DE VENISE fondé en 1969, présidé par M. l'Ambassadeur Gérard GAUSSEN, ne possède aucun lien avec M. Daniel VIAL et ne participe pas aux manifestations annoncées à Pékin en Chine pour le mois de juin 1988 en faveur de Venise et de la Grande Muraille de Chine ».

Défense

Le missile S-4, pour quoi faire ?

M. Chirac et la zone « grise » de la dissuasion

En laissant entendre, mardi 8 mars, lors de sa conférence de presse de candidat à l'élection présidentielle, que le prochain missile nucléaire sol-sol S-4 pourrait servir à lancer un ultime avertissement contre le « sanctuaire » d'un adversaire, M. Jacques Chirac a introduit dans la réflexion stratégique en France une nuance nouvelle qui risque, probablement, de ne pas faire l'unanimité, y compris au sein de la majorité qui a soutenu le premier ministre.

Destiné à remplacer, après 1996, le missile S-3 actuellement enfoui en silo dans le plateau d'Albion, en Haute-Provence, le S-4 est un missile léger (de l'ordre de 9 tonnes) à une tête thermonucléaire, qui devrait être, lui aussi, enterré dans un premier temps, avant de donner naissance, le cas échéant, à une version mobile, c'est-à-dire montée sur une remorque banalisée et empruntant beaucoup à la cabine de tir du lanceur du missile préstratégique Hadès, prêt à succéder à Pluton en 1992 (le Monde du 5 décembre 1987).

Le S-4, tel qu'il est aujourd'hui conçu par les techniciens, a une particularité : sa trajectoire tendue (avec une apogée de 300 kilomètres pour des distances de l'ordre de 3 500 kilomètres) et son extrême précision d'impact devraient lui permettre d'atteindre des objectifs défendus, c'est-à-dire « durcis » et protégés, comme des cibles militaires, à la différence des objectifs démographiques ou économiques que l'on entoure généralement de moins de précautions.

Ce sont précisément ces caractéristiques et ces performances-là qui font songer à M. Chirac « la souplesse de mise en œuvre » et « la résistance » du S-4 français. Pour ajouter aussitôt : « Un missile de ce type, qui permet une plus grande précision, pourrait, en cas de nécessité, se voir attribuer une fonction d'ultime avertissement sur le « sanctuaire » d'un agresseur éventuel. » Autrement dit, avec le S-4, la panoplie française est complétée par un missile qui relève de cette zone grise ou floue en tout cas ambiguë, des armes à la fois stratégiques et préstratégiques.

Entre les armes préstratégiques, comme le missile sol-sol Hadès (480 kilomètres de portée), ou le missile atterropré ASM P-100 à 200 kilomètres de portée selon l'altitude de tir de l'avion sur lequel il est embarqué, qui visent les arrières du dispositif adverse, et les armes stratégiques, comme les missiles mer-sol M-20 ou M-4 des sous-marins nucléaires, qui ont des portées de 4 000 à 6 000 kilomètres contre les villes adverses, il y aurait place pour un missile mi-cible, mi-chose, lui que le S-4, dont la menace d'un emploi en antirusses sur le « sanctuaire » ennemi signifierait que la France est prête à engager le feu nucléaire.

En schématisant à l'extrême une conception qui, en réalité, est davantage en demi-teinte, un missile S-4, auquel on demanderait de symboliser « l'ultime avertissement » de la dissuasion nucléaire, prendrait des allures de Super-Pershing-2 (le missile intermédiaire, de 1 800 kilomètres de portée, que les Américains ont accepté de démanteler). Si, de surcroît, la version mobile du S-4 voyait le jour, ce nouveau modèle de missile deviendrait, à sa façon, un maillon de l'arsenal nucléaire français au profit de l'Europe.

Au moment de la discussion parlementaire sur ce programme S-4, deux rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, MM. Jean-Pierre Bechter (RPR) et Pierre-André Wiltzer (UDF), le premier proche de M. Chirac et le second de M. Raymond Barre, avaient fustigé, par avance, l'emploi, qu'ils qualifiaient alors de « dangereux », d'un missile terrestre stratégique mobile « sous couvert de souplesse d'emploi ». Ils avaient ajouté : « La nouvelle composition nucléaire sera stratégique. Elle ne pourra pas être utilisée pour délivrer l'ultime avertissement. C'est là le rôle du nucléaire tactique », encore appelé préstratégique.

On le constate : le candidat Chirac est allé au-delà de la majorité parlementaire du premier ministre sur un aspect, qui n'est pas de détail, de la sécurité européenne.

JACQUES ISNARD.

Culture

Le programme du 42^e Festival d'Avignon

Cycle Georges Perec, présence de Boulez

Patrice Chéreau, Pierre Boulez, Georges Perec, Merce Cunningham, Karine Saporta... quelques noms phares du 42^e Festival d'Avignon, qui aura lieu du 9 juillet au 4 août.

THEATRE
Le Théâtre des Amateurs de Nanterre ouvre le festival avec la création de *Hanriot*, mise en scène de Patrice Chéreau, avec Gérard Donnarie (du 9 au 19 juillet), à Cour d'honneur. Suivra, du 21 au 26, une autre pièce de Shakespeare, *Le Conte d'hiver*, dans la mise en scène de Luc Bondy, qui se donne actuellement à Nanterre. Pierre Romans présente *Chronique d'une fin d'après-midi*, d'après Tchekhov (du 15 au 21, au cloître du Palais Vieux), de Daniel Emile, et écrit, met en scène et joue la *Journée des chaussettes* (du 13 au 24 juillet aux Cordeliers). Enfin, Patrice Chéreau reprend avec Laurent Mallet dans la solitude des champs de coton, de Bernard Marie Koltès (du 16 au 26 juillet, dans un nouveau lieu, la salle de Courrière).

Cycle Georges Perec : *l'Augmentation*, par Didier Bezace et Jean-Louis Benoît (du 11 au 17 juillet, salle Benoît-XIII) ; *la Vie mode d'emploi*, par Michel Lonsdale, une production France-Culture (du 20 au 26 juillet, à l'hôtel Saint-Laurent) ; *Je me souviens*, par Sami Frey (du 25 au 31 juillet, aux Pénitents-Blancs) ; *W*, lecture dirigée par Jean-Claude Grumberg (du 21 au 25 juillet, aux Cordeliers) ; une production de la société des auteurs, ainsi que l'ensemble du programme Perec, y compris des lectures de poésie qui ont lieu pendant toute la durée du festival.

D'autre part, Geneviève de Kermaison monte *Freuds*, d'après le film de Tod Browning (du 18 au 20 juillet, aux Pénitents-Blancs), Bernard Sobel, *Les amis font le philosophe*, de Lenz (du 15 au 19 juillet au cloître des Carmes), Maurice Bénichou, *les Trois Sœurs*, dans une maison de l'île de la Bartholomée (du 15 au 31 juillet), Christian Colin, *Simplement compliqué*, de Thomas Bernhard (du 20 au 27 juillet, au

Théâtre municipal), Antoine Vitez, *les Apprentis sorcier* (du 11 au 26 juillet, à Benoît-XIII), Isabelle Pousseur, *le Génome et le Messager*, d'après Kafka (du 25 juillet au 1^{er} août aux Carmes), François Rancillac crée le *Nouveau Mendosa*, de Lenz (du 26 juillet au 1^{er} août, aux Célestins), Alain Tilmor, *la Funambule*, de Genet (du 12 au 31 juillet, au Théâtre des Halles), Philippe Avron, *Don Juan 2000* (du 24 juillet au 3 août, au cloître de la Collégiale).

Le Conservatoire de Paris présente une mise en scène de son directeur Jean-Pierre Michel, *L'Épreuve*, et *les Sincères*, de Marivaux, plusieurs travaux d'élèves — classes de Daniel Mesguich, Jean-Pierre Vincent, l'Atelier de Viviane Théodoulidis avec les *Cortèges*, de Vinaver.

Deux troupes soviétiques seront à Avignon : le Théâtre expérimental de Moscou, avec *Six Personnages en quête d'auteur*, de Pirandello, mise en scène d'Anatoly Vassiliev, Le Studio-Théâtre d'Oleg Tabakov, avec *le Fou de Jourdain*, d'après Molière (du 22 au 26 juillet, au Tinel de la Chartreuse). D'autre part, le Nouveau Théâtre de Tunis crée *A' Rab* (du 21 au 30 juillet, à l'église de la Chartreuse), et les *Troyennes*, d'Euripide, jouées en grec ancien, mis en scène par Thierry Salmon et en musique par Giovanni Marini, coproduites par le Festival de Gibellina, vont au cloître du cimetière de la Chartreuse, du 10 au 18 juillet.

MUSIQUE

Pierre Boulez, avec l'IRCAM et l'Ensemble intercontemporain, donnera *Repons* et *Dialogue de l'ombre double*, à la carrière Callet, du 11 au 17 juillet — et jouera toute la nuit du 15 juillet à partir de 22 heures. Le Centre Acanthe, installé à la Chartreuse, organise des cours consacrés à Boulez, ainsi que des concerts (les 12, 13, 17, 19 et 20 juillet). Michel Hermon interprète des lieder de Schubert, Wolf et Brahms, les 28, 30 juillet et 1^{er} août. Jean Dautremay met en scène un opéra de Paul Méfano sur le texte de Voltaire *Micromégas*, du

11 au 13 juillet au Théâtre Municipal. Un programme de musiques populaires du Pakistan est donné aux Célestins du 15 au 20 juillet, à toute la nuit du 21.

DANSE

Merce Cunningham succède à Patrice Chéreau à la Cour d'honneur, du 30 juillet au 4 août avec une création, Alain Crombecque, directeur du Festival, a donné carte blanche à Karine Saporta qui a invité Mark Tompkins, Jan Fabre, Jean-François Duroure, Nicole Mosoux, des danseurs russes et la compagnie Caput Mortuum.

CINÉMA

Après avoir, les années précédentes, montré la naissance et l'enfance du cinéma, on arrive au parlant. Au passage du silence au son, le Palais accueille les derniers chefs-d'œuvre muets et les premières comédies musicales. Six soirées-événements sont organisées aux Célestins avec, en particulier, *l'Opéra de quat' sous*, de Pabst, version française et allemande. Des rencontres réunissent les conservateurs de cinématèque, les spécialistes du son et de la musique, du 15 au 21 juillet.

EXPOSITIONS

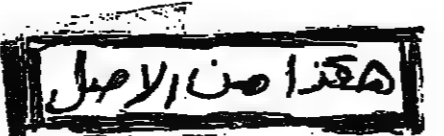
Alberto Magnoli à la grande chapelle du Palais des papes, du 4 juillet au 30 septembre. Les autres expositions se tiennent pendant la durée du festival. La Livrée Caccano, « Autour d'André Du Bouchet », Eglise des Célestins, « Les lieux de l'action culturelle », Maison Jean Vilar, « Le cirque et ses artistes ».

Comme chaque année, se poursuivent les concerts de musique sacrée, les lectures de textes et de poésie organisée par la Société des auteurs, et bien entendu le off festival.

Le Festival d'Avignon est parrainé par le Crédit local de France, et les sponsors se multiplient.

C. G.

* Renseignements : 8 bis, rue de Monts, 84000 Avignon. Tél. : 90-82.68.08. A Paris, 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009. Tél. : 48-75-59-88.



مقتدا من الاميل

18

E

Cen

Sac

de 10

à 14 h

LE

Gran

CY

mines

JO:

Forum

ZO

PAP

IM

Galer

tion d

DE

SON

TRIE

tion le

LE

DES

Jusq

LE

me.

CCI.

Mu

DE

nies

20 h :

28 F

ZI

natier

56-00

merci

samot

SA

mar :

nee

Tous

dinar

12 h :

FR

et les

Musé

Chur

jours

7 mai

CC

NAR

tion d

(47-2

17 b 4

10 av

SIR

Chât

Musé

Musé

Sau

Jusq

Ar

dis si

60-32

NC

DÉP.

1983

soirs :

Royal

TION

Jusq

60-39

Entré

LE

Musé

25-21

9 h :

15, ju

VA

l, ra

Judi

dimu

le din

E

D'OP

Doga

Art

Rous

vala

deau

LE

LUR

de Vi

11 b.

25 F

PC

Jours

peint

Halle

08-21

LE

natio

Peit

16 h

LI

Musé

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

*Le groupe d'actionnaires stables et organisés
réunis autour du GROUPE AG
et de la COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ
détient la majorité du capital*

*
* *

Ce groupe majoritaire détient :
51,3 % des parts de réserve existant au 15 janvier 1988
et avant exercice des warrants ;

50,7 % des parts de réserve existant au 15 janvier 1988
et après exercice des warrants ;

64,5 % des parts de réserve après prise en compte
de l'augmentation de capital du 18 janvier 1988
souscrite intégralement par SODECOM
dont ces sociétés détiennent 73 % du capital
et après exercice des warrants.

Chiffres officiellement constatés
par Maître Robert De Valck, huissier de justice
à Bruxelles, le 7 mars 1988.

Bruxelles, le 8 mars 1988.

SOMMAIRE

Nouveaux remous sur le marché monétaire : le gouvernement britannique laisse monter la livre grâce à des taux d'intérêt très élevés (lire ci-dessous). Tous les grands pays exportateurs de pétrole, membres ou non de l'OPEP, pourraient se réunir pour définir une politique de défense des prix (lire page 29). Selon le CNPF, le chiffre d'affaires des entreprises françaises engagées en Afrique, a baissé de 25 % ces deux dernières années (lire ci-dessous). Avec un relèvement des taux minimum exigés pour l'adhésion, les régimes de retraite des cadres supérieurs devraient être prochainement généralisés (lire page 29).

Les besoins financiers de l'Afrique

Le chiffre d'affaires des entreprises françaises a baissé de 25 % en 1986 et 1987 selon un rapport du CNPF

La crise économique et financière, qui secoue nombre de pays en développement, est particulièrement rude en Afrique. Principal souci des organismes multilatéraux d'aide qui multiplient les facilités financières à l'égard de ce continent où se retrouvent la majorité des nations les plus démunies de la planète, l'avenir de l'Afrique inquiète tout particulièrement la France. Le rapport du comité ACP (1) du CNPF apporte une dimension économique et commerciale à ce problème.

Si la crise a ouvert le climat au début des années 80, il faut attendre 1986 pour en mesurer les conséquences sur les relations économiques entre la France et un continent avec lequel elle entretient des liens privilégiés. Le rapport du comité ACP du CNPF évalue, en moyenne, à 25 % la chute du chiffre d'affaires des entreprises engagées en Afrique en 1986 et en 1987. Une moyenne qui doit être lue à la lumière du poids du continent africain dans les exportations des principaux secteurs professionnels français : environ 15 % pour la mécanique, l'électricité ou la chimie, 20 % pour la construction navale, 30 % pour l'équipement ferroviaire, 40 % pour la pharmacie ou 50 % pour les farines. Une mention particulière doit être apportée au secteur du bâtiment-travaux publics, dont 42 % des exportations dépendent de l'Afrique et qui ont pâti de la baisse des grands contrats et des difficultés financières des pays africains.

Les coopératives soviétiques seront taxées

MOSCOU de notre correspondant

Dans une intervention publiée le mardi 8 mars, M. Gorbatchev a annoncé des réformes fiscales destinées à limiter les profits excessifs réalisés par les coopératives soviétiques. Ces propos sont destinés à rassurer certains responsables du secteur public qui estiment parfois que ces nouvelles entreprises privées bénéficient de privilèges exorbitants.

Malgré les critiques ouvertes dont elles sont souvent l'objet, les coopératives soviétiques continuent de bénéficier d'un clair soutien politique des autorités. Le dimanche 6 mars, les principaux quotidiens d'URSS ont consacré près de quatre pages à la publication du projet de loi sur ces coopératives créées l'année dernière après que le Soviet suprême a adopté, en novembre 1986, un premier texte régissant le « travail individuel ».

Principale innovation de ce projet soumis à la discussion nationale : les coopératives pourront entrer en relations d'affaires directes avec des entreprises étrangères et se faire payer en devises fortes qu'elles auront la possibilité de réinvestir, notamment en s'équipant sur les marchés occidentaux. Pour le reste, le projet précise essentiellement des dispositions déjà connues et n'aurait pas mérité une telle publicité si l'on n'avait pas voulu marquer que cette réforme ne serait pas battue en brèche.

A en croire les indications récemment données par M. Gorbatchev, 13 000 entreprises privées auraient été fondées depuis l'année dernière et emploieraient plus de 300 000 personnes. Impressionnants, compte tenu de la nouveauté du phénomène, ces chiffres sont cependant faibles au regard de la taille de l'Union soviétique, des espérances économiques placées dans l'initiative privée et, surtout, des secteurs dans lesquels elle s'est développée.

5 milliards de dollars de ressources supplémentaires seraient nécessaires chaque année selon un rapport des Nations unies

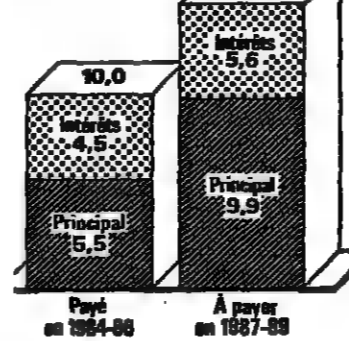
A supposer que les pays d'Afrique perséverent dans l'exécution de leurs programmes d'ajustement structurel, nous estimons leur besoin d'aide au cours des prochaines années à 5 milliards de dollars par an, en plus de ce que, au milieu de 1987, ils espéraient recevoir jusqu'à la fin de la décennie. Telles sont les conclusions du comité de treize experts formé l'an dernier par le secrétaire général des Nations unies présidé par Sir Douglas Wass qui vient de remettre son rapport sur la situation économique de l'Afrique subsaharienne.

NEW-YORK de notre correspondant

Un rapport de plus ? peut-être ! Mais celui-ci a le mérite d'être aussi politiquement possible et de présenter les problèmes avec une clarté propre aux hommes de terrain qui l'ont signé. Résumons dans un esprit de réalisme, mais aussi dans un esprit d'optimisme prudent, les conclusions et les recommandations du rapport des experts financiers occidentaux, arabes et asiatiques (le bloc soviétique est resté à l'écart) qui ont d'abord constaté ce qui est devenu un triste refrain : « L'économie de l'Afrique subsaharienne est tributaire d'un nombre limité de matières premières aux rendements financiers incertains, et dépend lourdement des importations pour ses produits manufacturés, son énergie et même sa nourriture. La région souffre d'un taux de natalité particulièrement élevé et d'un manque

LE SERVICE DE LA DETTE

(moyennes annuelles, en milliards de dollars)



dollars en 1987) est tel que certains pays ne peuvent plus, raisonnablement, envisager de l'alléger de manière significative.

Aussi le rapport recommande-t-il un aménagement des flux financiers, notamment des remboursements, par des « méthodes nouvelles ». Les propositions paraissent moins originales lorsque l'on s'aperçoit qu'elles prévoient essentiellement une remise totale de la dette pour les pays les plus pauvres et un aménagement des remboursements à des taux inférieurs à ceux du marché pour les pays moyennement nantis.

Dans ses grandes lignes, le plan du comité rappelle celui que la session spéciale de l'Assemblée générale, tenue en mai 1986 à New-York, n'avait pu adopter en raison d'un manque de consensus politique. Estimant à 3 milliards de dollars l'augmentation de l'aide attendue de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la Banque africaine de développement, le comité propose qu'un autre milliard soit dégagé par la réduction unitaire de la dette et qu'un milliard supplémentaire soit apporté par les Etats donateurs.

Avec prudence, le rapport ignore la demande de la majorité des gouvernements africains en faveur d'une conférence internationale sur l'endettement de l'Afrique noire. En revanche, ses auteurs rendent hommage à la trentaine de pays qui se sont déjà engagés sur le chemin, souvent douloureux et politiquement dangereux, de la reconstruction interne, assés essentiellement sur la réduction des dépenses publiques et la promotion de l'entreprise privée.

Sans le dire clairement, les experts laissent entendre que la situation actuelle est due en grande partie à ceux des dirigeants africains qui, dans l'euphorie du premier choc pétrolier, avaient cru que les cours élevés des matières premières allaient se maintenir. Succombant à l'optimisme débridé des années 1975-1977, la plupart des gouvernements se sont endettés à des niveaux simplement déraisonnables, alors que, dès 1980, les cours baissent.

La pudeur politique a empêché les treize experts de faire également un autre constat : l'endettement de l'Afrique noire a été largement encouragé par le monde arabe — à l'époque aussi généreux que politiquement intéressé, — qui n'a jamais tenu les contrats, encore moins ses promesses. « L'endettement éponyme », Afrique s'éveille aux réalités. Il faudra sans doute du temps pour persuader les financiers occidentaux que le changement est réel », conclut un banquier new-yorkais.

CHARLES LESCAUT.

FRANÇOISE CROUQUEAU.

REPÈRES

Crédit impôt-recherche

Des résultats meilleurs que prévu

« Les résultats concernant le dernier exercice connu du crédit impôt-recherche (CIR) sont nettement meilleurs que prévu », a affirmé M. Jacques Valade, ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur, lors du colloque organisé le 8 mars à Paris par l'ANRT (Association nationale de la recherche technique) sur « Le transfert de compétences vers les PME : objectif 1992 ». Les entreprises ont en effet touché, au titre du CIR 1987, 1,4 milliard de francs, alors que l'on tablait sur 1,1 milliard de francs dans le budget de l'Etat. Cette procédure, qui permet aux entreprises de déduire de leur impôt une partie de leurs dépenses de recherche, sera reconduite jusqu'en 1992. Elle mettra l'accent sur la recherche associative et privilégiera les PME désireuses de démarrer ou de développer des programmes de recherche-développement.

Si les exportations ont progressé de 1,5 %, les importations ont crû de 16,5 % en 1987. C'est la baisse du dollar qui explique ce mauvais score puisque nos importations en provenance des pays à bas salaires (de la zone dollar) ont été dopées par le chute du billet vert. Même si la CEE reste notre principal fournisseur elle ne représente plus que 64 % de nos importations contre 68 % en 1986. A l'inverse, les importations des pays avec lesquels la France a des accords préférentiels (les nations méditerranéennes notamment) progressent de 2 %, les importations des pays soumis à quotas par l'accord multilatéral (AMF) ont progressé de 30 %. Pour la première fois les pays AMF, qui ne remplissaient que 60 % de leurs quotas, les ont rempés en 1987, la Chine les ayant même dépassés.

Pêche

Reprise des conversations franco-canadiennes

Les négociations canadiennes et françaises chargées de trouver une solution au contentieux entre les deux pays sur la pêche se rencontreront à très brève échéance, a annoncé, le 8 mars, le ministre français des affaires étrangères. « Nous sommes qu'à un mouvement du côté des Canadiens », a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay. « Nous avons l'impression que la récente rencontre entre le premier ministre Jacques Chirac et son homologue canadien Brian Mulroney (au sommet de l'OTAN à Bruxelles) a provoqué un mouvement du côté canadien et que nous sommes sur la voie d'une solution possible. »

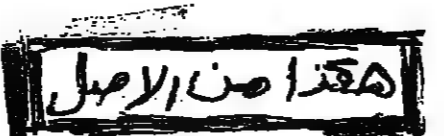
Balance commerciale

Nouveau recul du prêt-à-porter

La balance commerciale dans le secteur de l'habillement s'est encore dégradée en 1987. Elle affiche un déficit de 3,9 milliards de francs pour 1987 contre un déficit de 1,8 milliard en 1986. Le taux de couverture est passé de 86 % en 1986 à 74 % en 1987.

Comment faire aboutir une négociation ?

Advertisement for SNCF (SNCF C'EST POSSIBLE!) featuring a train and the slogan. The background of the ad contains faint text from the article 'Comment faire aboutir une négociation?'.



Économie

ÉTRANGER

Le plan d'austérité péruvien est moins rigoureux que prévu

LIMA de notre correspondante

« Il n'y aura pas de mesures économiques traumatisantes », a déclaré le président Alan Garcia, mardi soir 8 mars, en présentant devant les caméras de la télévision son nouveau programme économique. « Les problèmes doivent se résoudre progressivement... »

Le message a surpris - positivement - la population et les dirigeants syndicaux, qui s'attendaient à de fortes augmentations de prix. En effet, l'avant-veille, la presse avait largement diffusé le contenu d'un redoutable « paquet », confectionné par l'équipe économique, qui devait radicalement juguler l'inflation (26 % entre janvier et février) et éponger le déficit budgétaire (10 % du PIB en 1987). On commentait par avance le retour du régime social-démocrate au modèle orthodoxe et aux recettes d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international, tant de fois vilipendés.

« Il n'y a que deux issues à la crise », a expliqué le président Garcia. La solution préconisée par le FMI et la redistribution démocratique du revenu - grâce à un réajustement sélectif de la production - c'est cette dernière solution qui a été adoptée. La production de certains biens coûteux en devises, est abandonnée. Dans l'avenir, l'appareil productif devra se reconstruire pour fournir des biens essentiels à la population : alimentation, habillement, logement, éducation, santé.

Le président Garcia a parlé d'une « économie de guerre - pour mettre un terme à l'hémorragie de dollars », qui, de façon cyclique, provoque les crises économiques au Pérou et conduit à la récession. Tout en annonçant une augmentation du salaire minimum vital de 60 %, le chef de l'Etat a signalé la suppression progressive des subventions. Dans un premier temps, le prix de l'essence va être majoré de 50 % ; celui des aliments de base, comme le riz, le sucre, le pain, les pâtes, l'huile, de 25 % à 60 %.

Pour stimuler les exportations et l'épargne, le gouvernement va modifier le taux de change et élever le taux d'intérêt bancaires. Ces mesures additionnelles devraient être publiées prochainement dans le Journal officiel.

Le coût de ce rajustement sera supporté pour l'essentiel par une minorité de privilégiés, qui brûlaient les devises en faisant du tourisme ou en important des biens de luxe. Désormais, ces devises devront être acquises sur le marché parallèle, à un coût deux ou trois fois plus élevé que le change officiel. L'important, a conclu M. Garcia, c'est que la consommation vitale de quinze millions de Péruviens soit satisfaite. « Ce plan n'attaque pas l'inflation. Les économistes consultés craignent

que celle-ci ne soit supérieure à 20 % en mars, et à plus de 200 % cette année. En revanche, il devrait freiner de façon drastique l'hémorragie de devises.

La stratégie peu orthodoxe appliquée par le président Garcia depuis juillet 1985 a catapulté le Pérou au premier rang des pays d'Amérique latine avec une croissance de 8,5 % en 1986 et de 7 % en 1987. Une victoire, puisque la croissance était pratiquement nulle depuis cinq ans. Mais une victoire à Pyrrhos, puisque celle-ci a coûté au pays 1,5 milliard de dollars en devises.

Aujourd'hui, l'économie est saluée à blanc : depuis le début de l'année, la perte quotidienne de devises est de 3,5 millions de dollars. Le gouvernement a dû se résoudre à puiser sur ses réserves d'or et d'argent, représentant 400 millions de dollars.

Le Pérou ne peut compter ni sur l'aide extérieure suspendue après l'annonce du non-remboursement de la dette au-dessus d'un plafond de 10 % des exportations, ni sur l'investissement interne, qui s'est contracté après l'établissement du système financier en juillet dernier. Reste à savoir si le plan qui vient d'être annoncé suffira à enrayer la crise.

NICOLE BONNET.

Endettement : les idées de M. Camdessus

M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a déclaré, le mardi 8 mars à Zurich, devant l'Institut suisse de recherches internationales, que le conseil d'administration du Fonds étudie actuellement des solutions qui pourraient accroître ses interventions dans les pays endettés.

« Il s'agit d'abord d'améliorer l'une des facilités de crédit destinées, en particulier, aux pays à revenu intermédiaire, en Amérique latine notamment. Ce mécanisme élargi de crédit prévoit des délais de prêt à plus long terme et des montants plus élevés que les crédits « stand by » du FMI (accords de confirmation). En outre, le Fonds pourrait mettre au point des dispositifs de financement pour évaluer les emprunts ; chute brutale des cours d'une matière première ; hausse des prix des importations, ou même « envoi » des taux d'intérêt.

Il serait « indispensable que, parallèlement aux efforts du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, les banques commerciales acceptent d'accorder des financements suffisants et pour de plus longues périodes » aux pays endettés, conclut le directeur du Fonds.

BIBLIOGRAPHIE

« Le Festin de la terre » et « les Années folles des matières premières », d'Eric Fottorino

Une épopée de l'Homme et de l'humanité

Le Festin de la terre, l'histoire secrète des matières premières (1) est une sorte d'épopée, celle du combat que l'homme livre à la terre pour en extraire toutes les richesses. Outre la nature et l'espèce, il y a des héros secondaires mais puissants : le hasard, le goût du lucra, la volonté de domination, la raison d'Etat. Il y a deux époques en une : celle de l'homme, celle de l'humanité.

Il faut suivre, produit par produit, l'histoire de la première découverte, de la mise au point, de la diversification des usages, de ce que l'on appelle maintenant la mise en marché puis l'histoire de l'installation du produit dans les marchés. Parfois, l'aventure est d'une délicieuse banalité. Parfois, au contraire, elle tourne au drame.

Combien instructif est le rappel des affrontements financiers puis géopolitiques auxquels donnent lieu l'or, le cuivre, le pétrole et quelques autres produits essentiels. L'histoire de l'Iran n'aurait pas été ce qu'elle a été si Mossadegh n'avait nationalisé le pétrole. Pétroché n'existerait pas si l'Algérie n'avait nationalisé les mines de cuivre avant d'être abattu par les riches propriétaires étrangers avec le concours des politiques et des services secrets.

La « conscience universelle » s'exprimerait mieux à l'égard de l'apartheid si l'Afrique du Sud n'était pas l'un des grands « scandales géologiques » de la planète qu'il faut garder dans le giron de l'Occident. Et le cas d'Israël ne serait pas ce qu'il est si cet arpent de terre n'était planté là sous protection américaine au oter de l'islam pétrolier.

Et tout cela est raconté avec vivacité, avec passion même. Le détail relève d'un bon journalisme, l'ensemble esquisse la fresque d'une histoire humaine où la volonté d'avoir, le désir de paraître, la peur du manque, la frénésie de gaspiller jouent les compères autour de la raison ou la déraison des Etats et des grands groupes.

1972-1987, les années folles des matières premières (2) est d'un tout autre tonneau. Ces trois lustres sont marqués par la tentative bégaïmonique de l'OPEP, le rapport apocalyptique du Club de Rome sur la croissance zéro, l'angoisse occidentale devant le risque de pénurie, les crises, l'évolution des technologies en quête d'économies de matières premières, l'abondance, l'effondrement des cours, l'inconscience des responsables flattés par une prospérité incertaine, le drame des pays du tiers-monde.

Juste prix et développement

Les deux livres d'Eric Fottorino ouvrent la réflexion sur des thèmes aussi cruciaux pour les pays pauvres que le « juste prix » des matières premières et le rôle potentiel de ces produits dans le développement. Entre 1980 et 1987, les prix des matières premières exportées par les

pays du Sud ont chuté de 25 % en valeur réelle. Un « juste prix » est celui qui offrirait une rémunération satisfaisante au système productif du Sud. Mais la baisse des cours, reflet d'une trop forte croissance de l'offre, ne permet pas d'atteindre cette « justice ».

La croissance de production est fille du progrès technique, ce grand absent des modèles multinationaux. La biotechnologie, la phytopharmacie, la sélection des semences ont permis des gains considérables des rendements. A l'exception de l'Afrique et de l'Union soviétique, toutes les parties sont aujourd'hui autotournoyées dans le domaine alimentaire ou, plus précisément, la demande soluble n'y excède pas le disponible. Par manque de débouchés, les marchés céréaliers mondiaux se sont effondrés.

La baisse de la demande de matières premières industrielles caractérise l'économie mondiale actuelle : si la production industrielle du globe a progressé de 15 % entre 1980 et 1986, la consommation de produits miniers a augmenté de 1 %. L'apparition de matériaux nouveaux réduit la demande de matières premières traditionnelles.

Ainsi s'explique la « redistribution du pouvoir mondial », qui passe des zones productrices (Angleterre, Ruhr, nord-est des Etats-Unis) aux zones déficitaires (Japon, Corée, Californie...). « Le monde des matières premières est pour une large part un monde d'hier », écrit Eric Fottorino dans le Festin de la terre.

Avec la baisse des cours, le tiers-monde est pris « dans la nasse ». Les exportations de ressources naturelles représentent encore 60 % de ses exportations (contre 80 % en 1965). L'auteur évoque la « cuillère » de cuivre qui nourrit si mal la Zambie en raison de la crise du métal rouge.

Globalement, la baisse du prix des matières premières explique le formidable recul des exportations des pays du tiers-monde, qui sont passés de 637 milliards de dollars en 1980 à 487 milliards de dollars en 1986.

De nombreuses tentatives ont été faites du côté des producteurs pour

contenir la chute des cours. Mais à l'exception relative de l'OPEP, toutes ont échoué, qu'il s'agisse du café, du cuivre ou de l'étain.

Recettes et gaspillages

Comment maintenir des prix supérieurs à ceux qui résulteraient du libre fonctionnement des marchés ? Les consommateurs cherchent des produits de substitution. L'histoire en donne de nombreux exemples - du remplacement de la canne à sucre par la betterave pendant le blocus napoléonien aux économies d'énergie induites par l'augmentation du prix du pétrole.

Les « cours élevés » des matières premières ne servent d'ailleurs pas toujours le développement des pays producteurs. Une large partie des recettes a été gaspillée dans des dépenses somptuaires, des projets industriels sans lendemain ou dans l'extension de bureaucraties parasitaires. La hausse des matières premières a souvent créé des économies de rente, et le producteur a beaucoup moins bénéficié de ces hausses que ne l'on fait les spéculateurs.

Aussi, le « juste prix » des matières premières ne bénéficie pas aux plus pauvres : soit ils n'ont rien à vendre, soit ils n'ont pas les moyens de prendre leur part de l'augmentation des revenus. Deux mythes s'effondrent. Il n'est pas possible de corriger durablement les prix de marché. Une hausse des prix n'entraîne pas le développement.

Pour conjurer l'inacceptable, il est nécessaire d'amortir les fluctuations trop violentes des cours, car un pays qui connaît une succession de flambées et de chutes de ses recettes ne peut maîtriser sa politique économique. Il convient encore d'organiser une baisse volontaire de l'offre avec une politique de diversification de la production.

La garantie du revenu des producteurs reste l'objectif. Des prix incitatifs pourraient être offerts pour déve-

lopper des productions substitutives aux cultures de rente, et, en premier lieu, les productions vivrières. Plutôt que de financer de multiples projets agricoles, décevants, plutôt que de consacrer 800 millions de dollars au fonds commun sur ces produits de base, il est en définitive plus judicieux de créer un Fonds de garantie et d'orientation. En garantissant des prix agricoles incitatifs, il permettrait de redéployer la production selon les besoins du développement tout en dégageant les pays des turbulences du marché mondial.

Ces réflexions sont éclairées par la lecture des deux ouvrages d'Eric Fottorino. Les chiffres abondent, les analyses économiques et stratégiques aussi. Deux livres qui viennent à leur heure et qui, pour venir à l'heure, ont été rapidement écrits, c'est-à-dire de façon alerte.

Après avoir inventé de nouvelles matières premières, le monde doit inventer des modes de régulation qui ne préviennent pas contracter le marché mais l'assagissent. Il y va du développement et sans doute de la paix. Dans tous les cas, d'une certaine conception de la vie. Car le désordre entraîne plus de morts chez les mas que de prospérité chez les autres.

EDGARD PISANI.

- (1) Lien commun, 354 pages, 120 F.
- (2) Hatier, 192 pages, 65 F.

ERRATUM

Avis d'Appel d'Offres Public n° 8761
Approvisionnement de câbles
en acier galvanisé
3/8" - E.A.R. (E.H.S.)

La date correcte de réception des documents et propositions de cet avis d'appel d'offres n° 8761 est le 10 mars 1988, à Rua Major Paladino, 126, Sao Paulo, Brésil.
Francisco Rodolfo Almeida
Directeur Administratif

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MARS 1988



Caisse autonome de refinancement

LA CAR, ÉMETTEUR DE PREMIÈRE CATÉGORIE LANCE DEUX EMPRUNTS OBLIGATAIRES

A TAUX FIXE

La Caisse Autonome de Refinancement, filiale à 100% de la Caisse des dépôts et consignations, est spécialisée dans la mobilisation de créances à moyen et long terme.

La CAR achètera exclusivement les créances suivantes : des prêts garantis par l'Etat ou par la Caisse des dépôts ou par des établissements de crédit ; des prêts consentis à des organismes du secteur public ou aux collectivités locales.

Les obligations émises par la CAR, émetteur de première catégorie sont admises par décision du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatization sans limitation dans les portefeuilles des SCAV, FCP, Compagnies d'Assurances, Caisses de Retraite et Mutuelles.

1.100.000.000 F
CAR 8,80 % MARS 1996

Durée : 7 ans et 349 jours
Taux nominal : 8,80 %
Taux actuariel : 9,18 %
Nominal : 5 000 F
Prix d'émission : 4 895 F
Amortissement normal : au pair en totalité le 5 mars 1996

1.060.000.000 F
CAR 9 % MARS 2000

Durée : 11 ans et 349 jours
Taux nominal : 9 %
Taux actuariel : 9,38 %
Nominal : 5 000 F
Prix d'émission : 4 869 F
Amortissement normal : au pair en totalité le 5 mars 2000

Jouissance et règlement le 21 mars 1988
Lieux de souscription : Banques, Caisses d'Épargne Écureuil, Poste et Trésor Public.

Une note d'information (MSA COB n° 88-66 du 02.03.88) peut être obtenue sans frais sur demande. BALD du 07.03.88.



LA QUALITÉ D'UNE GRANDE SIGNATURE

La classe c'est :
SNCF C'EST POSSIBLE!

Marchés financiers

مقدار من الاموال

18

E. Cen Sur de 10 à 14 h LE Grand CV raines JOC Foras ZO PAFI TM Galer lion d DE SON TRIE. nioe L LE DE S Jusqu L'E nre. CCL.

Mu DE usles 30 h : 28 F I ZL miler 56-09 merci sumer SA ture, me Tous dimar 12 h à FR et les Musé Chant jours 7 mai

CC NAR mode (47-2 17 h à 10 av. SU Chât Musé Musé Sant' jusq AN des à 60-32 NC DEP. 1983- soirs : Royal 70-08 Juine 60-39 Entré LE Musé 25-21 à h 1 22 h : 15 ju VA 1, rue Jourd d'ins le din E' DPOF Dega Art, Roua vala d'essai LE LUR de Vt 11 h à 25 F

PC Jours peat Halle 08-21 LE natio Petit 18 h LE Musé

et vend ses actions dans Rhin-Rhône

Sur le front des OPA La Cour suprême américaine favorable à la diffusion d'informations Dans deux arrêts, la Cour suprême des Etats-Unis s'est déclarée favorable à la diffusion des informations concernant des fusions d'entreprises ou des offres publiques d'achat (OPA). Elle a considéré que les actionnaires et les investisseurs potentiels devaient être mis au courant de toutes les négociations concrètes existant entre des entreprises. Cela pour aller de la probabilité de la réalisation d'une fusion jusqu'à l'accord de principe sur le prix de l'opération. Les entreprises qui refuseraient de transmettre des informations seraient alors susceptibles de se voir imposer un procès par un actionnaire d'une société objet d'un rachat ou d'une OPA, dans la cas où celui-ci estimerait avoir subi financièrement de la non-divulgation d'informations sur l'opération en cours.

L'action de Campeau attaquée en justice Le groupe américain des grands magasins Macy, qui a joué les chevaliers blancs en lançant une contre-OPA sur son concurrent Federated Stores, attaqué par le canadien Campeau, vient de porter plainte devant un tribunal fédéral. Macy estime en effet qu'en recourant à une proposition au comptant sur les « deux tiers » (75 dollars par action pour 80 % du capital et 44 dollars pour le reste), Campeau a fait en réalité une nouvelle offre. Campeau de son côté menace de porter plainte contre les mesures prises par Federated Stores (Bloomingdale) pour contrer son OPA.

Plessey « chevalier blanc » d'une entreprise canadienne Plessey, deuxième groupe électronique britannique, a décidé de voler au secours de l'entreprise canadienne Leigh Instruments, cible d'une OPA hostile d'un autre canadien, IMD (aéronautique militaire). Plessey a donc lancé une offre de rachat de 40 millions de livres sur Leigh Instruments, qui fabrique des équipements de communication et de défense, utilisés notamment dans les avions de combat et la lutte anti-sous-marin, pour le compte des forces armées canadiennes, le département américain de la défense et

Le groupe Rivaud sort partiellement de la SFIM... Le groupe Rivaud vient de céder à la Compagnie de navigation mixte et à la Barclays Bank une partie (15 %) des intérêts (23 %) qu'elle détenait de longue date dans la Société de fabrication d'instruments de mesure (SFIM), une entreprise qui travaille, notamment, pour la défense nationale (916 millions de francs de chiffre d'affaires pour la société mère, et 1.306 milliard pour le groupe).

L'action d'Eurotunnel est revenue à son prix d'émission Alors que l'action de Suez, privatisée le 9 novembre 1987, au cours de 317 F, se traîne à 238 F, l'action d'Eurotunnel, concessionnaire du tunnel sous le Manche - vendue 35 F le 10 décembre, est revenue à son niveau d'origine. Ce résultat peut paraître bizarre pour une valeur qui ne produira pas de dividendes avant l'année 1994. Il s'explique par plusieurs facteurs. Tout d'abord, les banques françaises, qui avaient été, à leur corps défendant, contraintes de conserver 10 à 20 % de l'augmentation de capital, se sont défilées de ces titres au fil des semaines faisant tomber le cours un peu au-dessous de 25 F. Elles seraient parvenues au bout de leur surplus. D'autre part, le tunnelier, qui s'est mis à creuser, le 25 février, la galerie de service, a déjà progressé de 400 mètres. Ce « trou » symbolique laisse bien augurer de la réalisation de l'ouvrage qui amènera la Grande-Bretagne au continent... et qui rapportera à ses propriétaires beaucoup plus que les 18,1 % de rentabilité annoncés.

Remboursement anticipé de l'emprunt 4,5 % 1973 Après le remboursement de l'emprunt 7 % 1973 au mois de janvier, le ministre des finances a décidé de faire procéder, à compter du 1er juin 1988, au remboursement anticipé de l'emprunt 4,5 % 1973, coté sur le marché à règlement mensuel. Cet emprunt, indexé sur le cours du napoleon, résulte de la conversion en 1973 de l'emprunt Pinyan, en 1952 et en 1958, qui bénéficiait jusqu'alors d'une exonération des droits de succession. Le 4,5 % 1973 arrivait juridiquement à échéance en 2007, mais l'Etat s'était réservé, depuis 1983, la faculté de procéder à tout moment à son remboursement anticipé. Ce dernier porte sur 56 millions de francs en valeur nominale. Il vient compléter la tranche d'amortissement normale de 1988 qui s'élève à 130 millions de francs en valeur nominale. Selon le ministre des finances, « cette décision est conforme à l'intérêt des épargnants. En effet, le marché de l'emprunt 4,5 % 1973 avait été très décliné à compter du 1er juin pro-

NEW-YORK, 8 mars ↑ Vivacité La Bourse de Wall Street a retrouvé son allant mardi 8. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a dépassé le plus haut niveau atteint après le krach, le 29 février dernier. Il a clôturé à 2.081,07 points, en hausse de 24,71 points par rapport à la veille, soit + 1,2 %. Quelques 238 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 1.069 contre 534 et 394 titres n'ont pas changé de mains. Le fermet du marché et son activité sont attribués aux traditionnels achats de fin de trimestre par les grandes institutions financières. Ces dernières souhaitent en effet regagner leurs portefeuilles avant la présentation des rapports périodiques. Les rachats de couverture des investisseurs, qui avaient vendu à découvert au cours des deux semaines précédentes, par anticipation d'une correction technique à la récente reprise, ont également facilité la bonne tenue de la Bourse. Et la série des offres publiques d'achat qui continue à New-York s'est poursuivie.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 8 mars, Cours du 9 mars. Lists various stocks like Alcoa, Altaba, A.T., etc.

LONDRES, 8 mars ↓ En baisse Les cours des valeurs ont terminé en baisse au terme d'une séance peu active. L'indice FT des valeurs industrielles a clôturé en repli de 5,1 points à 4.477,7 (- 0,3 %). Plus de 200 millions de titres ont été échangés. Les valeurs exportatrices (ICI, Glaxo) ont cédé du terrain en raison de la hausse de la livre. Dans le secteur des assurances, Prudential et Pearl, se sont dépréciées, de même que des titres industriels, comme Trafalgar House ou Tate and Lyle. Rank Organisation s'est distinguée en hausse après l'annonce la veille de son rachat de la compagnie américaine Abbott Enterprises pour 102 millions de livres. Le groupe de construction mécanique britannique TI Group a annoncé le lancement d'une nouvelle OPA de 50 millions de livres sur Bundy Corp., le premier fabricant de tubes spéciaux petit calibre. TI Group avait déjà fait une première proposition en septembre mais avait préféré y renoncer à la suite de krach boursier.

FAITS ET RÉSULTATS Société générale de Belgique : Cérus conteste la majorité des droits de vote de Sotex-AG. Cérus est en doute la capacité de Sotex et des Actionnaires (AG) de réunir une majorité de droits de vote lors d'une future assemblée générale de la Société générale de Belgique. Le groupe de Cérus De Benedetti estime que Sotex et AG font une confusion regrettable entre le nombre d'actions détenues et le nombre de droits de vote. Suez et ses alliés peuvent bien avoir la majorité du capital de la SGB mais peut-être pas la majorité des droits de vote.

PARIS, 8 mars ↓ Lassitude « Je ne sais que penser », soupirent certains observateurs. Effectivement, dans un marché peu actif, l'indicateur de tendance s'est effacé quasiment à la baisse. De - 0,8 % à l'ouverture, il descendait jusqu'à - 1,2 % durant la journée avant de rebondir à - 0,7 %. Les investisseurs restent à l'arme au pied en attendant de connaître les règles du jeu de l'élection présidentielle, commentent un banquier. A cela s'ajoute l'attente de la publication du déficit commercial français pour le mois de janvier. Déjà respecté, celui-ci, sur le marché, son annonce pourrait influencer le marché. D'autant qu'il est un certain nombre à estimer que ce rapport d'un semestre ne laisse présager rien de bon. D'où, dans ce climat de lassitude, une baisse de volumes d'affaires. Déjà lundi, il était revenu au-dessous du milliard de francs (807,5 millions) sur le marché à règlement mensuel de la Bourse. Et la série des offres publiques d'achat qui continue à New-York s'est poursuivie.

Le mouvement de hausse était entravé par Raffinage, Facom, Eurofinance et Eurotunnel. Ces valeurs figuraient déjà parmi les progressions significatives de la veille. En revanche, parmi les baisses s'inscrivaient BP France et SFIM. Pas moins de 70 OPA de cette firme ont été échangées durant la séance, soit 15,6 % du capital.

La société d'assurances La Mondiale indiquait avoir ramené sa participation dans le SDR Nord - Pas-de-Calais de 5,10 % à 4,93 %. Quant à Sephy-Sely, à la suite de la cession de 396 700 actions Saint-Louis, il ne détiend plus que six actions de ce groupe sucrier.

TOKYO, 9 mars ↑ Répartie A la suite de New-York, la Bourse de Tokyo a enregistré, mercredi 9 mars, une hausse de 139,66 points, soit + 0,5 % à 25.605,39 points. Après une perte de 150,65 points la veille, l'indice Nikkei a enregistré 81,54 points, un quart d'heure après le début de la séance. En milieu de journée 550 millions de titres ont été échangés. Les secteurs des textiles, textiles ont particulièrement progressé, ainsi que les papeteries, chimiques, pharmaceutiques et automobiles. Les bénéfices brut des grandes entreprises ont dépassé les attentes. L'impôt sur le revenu a été fixé à 9,3 % pour l'année fiscale 1987-1988, selon une enquête réalisée par Nomura Research Institute auprès de 363 sociétés cotées en Bourse. En écartant les résultats des compagnies pétrolières et des centrales électriques, la hausse des bénéfices s'inscrivait à 36,2 %. L'Institut Dalwa de son côté, prévoit une amélioration nettement plus importante des bénéfices bruts de plus de 16 %.

Le groupe, créé en 1977, se propose maintenant, en plus de ses activités traditionnelles, de participer à la constitution de groupes d'actionnaires fidèles et discrets de sociétés cotées. Le groupe, créé en 1977, se propose maintenant, en plus de ses activités traditionnelles, de participer à la constitution de groupes d'actionnaires fidèles et discrets de sociétés cotées.

PARIS :

Table titled 'Second marché (sélections)' with columns for Valeurs, Cours, and Demier cours. Lists various stocks like AEP, SA, Amstel, etc.

LA BOURSE SUR MRITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 8 mars 1988

Table with columns for Valeurs, Prix, and Options d'achat/Vente. Lists various options like Elf-Agazine, Lafarge-Coppé, etc.

MATIF

Table with columns for Cours, Echéances, and Options sur notional. Lists various financial instruments like Notional 10 %, etc.

INDICES

Table with columns for Changes, Bourses, and Marché monétaire. Lists exchange rates and market indicators like Dollar : 5,66 F, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns for Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Lists exchange rates for various currencies like SE-U, DM, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns for SE-U, DM, FR, etc. Lists interest rates for various currencies and maturities.

Marchés financiers

BOURSE DU 8 MARS

Cours relevés à 17 h 33

Main table containing market data for 'Règlement mensuel' with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Premier cours', 'Dernier cours', and '% +/-'. It lists various financial instruments and their performance.

Comptant (selection)

SICAV (selection)

8/3

Table of financial data for 'Comptant' and 'SICAV' sections, including columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'Rachat net'.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table of exchange rates and gold market data, including columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', and 'MONNAIES ET DEVISES'.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 URSS : la politique des nationalités et la presse. — Téhéran disculpe Moscou et accuse Washington.	8 La campagne présidentielle dans la majorité : les premiers ministères de M. Chirac.	11 Le terrorisme en Corse. 12 Médecine : polémique sur le SIDA. — Le gardien de la paix auteur de la bavure de Marseille libéré. 25 Communication : la bataille des magazines de télévision dans la presse quotidienne régionale.	16 Un entretien avec Steven Spielberg. 17 Les projets de Stéphane Liener pour le Châtelet. — « George Dandin », de Molière, à Mogador.	27 Les besoins financiers de l'Afrique. 28 Le plan d'austérité péruvien est moins rigoureux que prévu. 29 Les concurrents de l'OPEP se concertent à Londres. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées .. 23-24 Carnet 22 Météorologie 22 Mots croisés 22 Radio-télévision 24 Expositions 18 Spectacles 19 à 21	● Si vous avez marqué Claude Sarrault. DEBAT ● Le mini-journal de la rédaction. JOUR ● 16 h : les cots en direct du palais Brongniart. BOURSE Actualité, International, Sports, Campus, FNAME, Télématel. 3616 Taper LEMONDE

Le commerce extérieur de la France a été équilibré en janvier

Le commerce extérieur de la France a été quasiment équilibré en janvier, après avoir été déficitaire de 900 millions de francs en décembre. Après correction des variations saisonnières (1), la balance commerciale a été excédentaire de 100 millions de francs ou déficitaire de 600 millions de francs selon le mode de comptabilisation, perçuré en ce début d'année par des changements de nomenclature douanière. Par rapport à décembre 1987, importations et exportations régressent de 4 %.

Les échanges agro-alimentaires en janvier ont été excédentaires de 3,5 milliards de francs, soit sensiblement plus qu'au dernier trimestre 1987 (entre 3 milliards de francs et 3,2 milliards de francs par mois). Bonne performance donc de ce côté.

Le déficit énergétique a, lui, été relativement faible à cause de la clémence de l'hiver : - 5,6 milliards de francs après - 6,4 milliards de francs en décembre et 6,8 milliards de francs en novembre.

Le solde industriel continue en revanche d'être très mauvais avec un déficit de 1,4 milliard de francs, plus important encore si l'on s'en tient au seul domaine civil (moins 3,3 milliards de francs). Une partie de ces mauvais résultats s'explique cependant par des achats de biens d'équipement traduisant la reprise de l'investissement.

(1) En données brutes, le mois de janvier est déficitaire de 2,3 milliards de francs.

Dans « Le Monde de l'éducation » de mars

Les résultats au bac 1987, lycée par lycée

Le bac en trois ans a vécu. Telle est la principale leçon du numéro spécial du *Monde de l'éducation* sur le baccalauréat, dans lequel sont présentés les résultats lycée par lycée. Si le taux de réussite au bac est à peu près constant ces vingt dernières années - environ 70 % - une étude du recteur de Grenoble, confirmée par une enquête menée dans l'académie de Montpellier, montre que les lycées, dans leur mode de fonctionnement actuel, fournissent le maximum de leurs possibilités (7 succès sur 10). Mais qu'il faut de plus en plus de temps aux lycéens pour parvenir à ce résultat : entre 40 et 45 % seulement des élèves entrent en seconde avant leur bac trois ans plus tard. Les autres mettront quatre ans (entre 20 et 25 %) ou cinq ans (5 %).

Que faire ? Deux politiques s'imposent, démontre le *Monde de l'éducation*, si l'on veut que le lycée ne soit menacé d'implosion au moment où l'on se fixe l'objectif d'amener 74 % d'une classe d'âge au baccalauréat. La première : diversifier les parcours et mettre en place un second cycle en quatre ans en gérant avec souplesse sur trois ans, pour les élèves qui en ont besoin, la scolarité seconde-première ou première-terminale. La deuxième : mener une politique de développement des filières scientifiques, par des mesures incitatives, afin de modifier la

fonction de la filière C et son rôle déstabilisateur sur le lycée comme sur l'enseignement supérieur. A la rentrée prochaine, 720 divisions supplémentaires en S, en E ou en C, devraient permettre d'accueillir quelque 24 000 élèves de plus dans ces sections. Le *Monde de l'éducation* explique comment et pourquoi.

Dans ce même numéro, le *Monde de l'éducation* publie les résultats au bac 1987 des lycées publics et privés sous contrat et indique la manière d'en faire bon usage. Le *Monde de l'éducation* présente à cette occasion les caractéristiques du lycée : les options, les sections, l'orientation ; le rendement pédagogique des lycées ; les caractéristiques du cru 1987 de bacheliers ; comment réussir à l'épreuve anticipée de français, etc. Enfin, hommage rendu à l'administration de l'éducation nationale, le *Monde de l'éducation* montre le travail de terrain (ou de bureau) que celle-ci réalise pour mener à bien, du début à la fin, l'organisation de ce monument du système scolaire français qu'est le baccalauréat. Et pour les Parisiens, le *Monde de l'éducation* fait part de son effort devant l'état de délabrement des lycées de la capitale, présente la répartition des secteurs scolaires pour l'entrée en seconde et explique pourquoi Paris a les plus mauvais résultats au bac de toutes les académies.

TCHAD : rupture de la trêve

Vingt soldats libyens tués sur la frontière soudanaise

Les forces gouvernementales tchadiennes ont tué vingt soldats de la Légion islamique libyenne qui tentaient de prendre un poste militaire près de la frontière soudanaise, a annoncé le radio de N'Djamena, mardi 8 mars.

Dans un communiqué, le haut commandement tchadien précise que dix autres Libyens ont été faits prisonniers et que les forces tchadiennes ont perdu un homme lors de combats ces derniers jours à la frontière de Karkour.

Confirmés par une source informée mardi à Paris, ces combats rompent de fait une trêve de plusieurs mois entre les deux armées et constituent l'affrontement le plus sérieux depuis décembre 1987. La semaine dernière, le Tchad avait annoncé qu'une colonne libyenne de deux mille combattants s'était infiltrée dans le nord-ouest du Soudan pour lancer une grande offensive contre le Tchad.

Les adversaires, qui s'affrontent notamment pour le contrôle de la bande d'Aozou, dans le nord du

Tchad, avaient accepté un cesse-le-feu en septembre dernier.

Le gouvernement de M. Hissène Habré a toutefois fait état de trois incidents armés depuis lors, le dernier remontant à la fin de décembre lorsque N'Djamena avait annoncé avoir tué vingt-quatre marocains. Lors des combats de mardi, les Tchadiens affirmaient avoir saisi des armes lourdes de fabrication soviétique et des documents importants.

Selon le communiqué du haut commandement militaire, ce dernier incident prouve que « les Libyens et leurs complices » sont décidés à déstabiliser le Tchad malgré la trêve conclue sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le haut commandement ne précise pas quels sont ces « complices », mais il semble faire allusion au Soudan, accusé de laisser pénétrer sur son territoire des forces libyennes ou des combattants de l'opposition tchadienne.

M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi doivent en principe participer le 10 avril à Dakar à une réunion de l'OUA pour négocier une nouvelle trêve. — (Reuter, AP, AFP.)

Sur le vif

On patauge

Vous vous y retrouvez, vous, dans ce système de primaires aux Etats-Unis ? Et la situation dans le Golfe ou en Amérique centrale, vous suivez ? Moi, j'aimerais bien, mais j'y arrive pas. Je comprends rien. Je confonds tout. Mes copains au service étranger, j'arrête pas de les emmener, je débarrasse dans leur bureau, je les arrache à leur machine à écrire : Dites voir, Noriega, c'est où ? C'est la capitale de quoi ? Et Beyrouth-Ouest, c'est qui ? C'est les chrétiens ?

Ils m'expliquent en style bébé : Noriega pas ville, Noriega méchant militaire. Beyrouth-Est chrétien. Est-Christ, Est-Christ, Est-Christ... Essayez de le rappeler, c'est quand même pas sorcier. Je ressors, j'oublie, je reviens : Où c'est que vous avez dit que c'était déjà, Noriega ? Au Nicaragua ? Et alors, à Berlin-Ouest, c'est qui ?

Vous parlez ? Ce m'étonne pas. On doit être des millions comme ça. Cinquante-cinq millions de veaux, moins quelques milliers de bergers, les responsables de notre avenir. Parce que c'est là-bas qu'il se joue, à l'étranger, là-bas et maintenant. Regardez les répercussions du

krach de Wall-Street sur la Bourse de Paris. Et le marché unique européen, vous savez, la fameuse échéance de 1992. Parait que là, c'est sérieux, on a signé des papiers. Ça va changer tout plein de truc. Quoi ? Alors là !

Fait pas s'étonner, après ça, si nos candidats à l'Elysée vendent leurs charmes, pas leurs programmes. Normal. Ils n'en ont pas. Ils peuvent pas. Ce qu'ils feront à la tête de l'Etat dépend entièrement de la conjoncture internationale. Et, juste retour, ce qui se passe ici, cette campagne électorale, en dehors de nous, tout le monde s'en fout. Non, c'est vrai, je me tape le journal de la CBS jour après jour, sur Canal Plus, depuis des semaines, et pas une seule fois il n'a été question de lui. De qui ? Ben, de mon Mimé.

Qu'est-ce que vous dites de ça ? Hé ! Là ! Ho ! Vous êtes encore en train de me lire au moins ? Ah bon, vous me rassurez. Je me disais : tu leur casses tellement les pieds qu'ils se sont tous barrés, les rouses ! Qu'est-ce qu'elle nous amène ! Allé, tchac, ma grande, on te laisse !

CLAUDE SARRAUTE.

EGYPTE : après les troubles à l'université d'Assiout

Soixante-neuf extrémistes musulmans arrêtés

LE CAIRE
de notre correspondant

Soixante-neuf extrémistes musulmans ont été arrêtés lundi 7 mars sur le campus de l'université d'Assiout en Haute-Egypte. Selon un communiqué officiel, quatre personnes, dont deux policiers, ont été blessés et trois armées à feu saisies.

Selon de bonnes sources à Assiout, les Gamaat islamique (groupements islamiques d'étudiants) ont attaqué la salle des festivités de l'université où se déroulait la fête annuelle organisée par les étudiants et le corps enseignant. Au programme : musique, chansons et danse folklorique. Autant d'activités considérées comme anti-islamiques par « les barbes ». Une centaine de maximalistes musulmans armés de gourdin, de chaînes de motos, de canifs et même d'armes à feu, selon la police, ont fait irruption dans la salle, détruisant les instruments de musique et les chaises et semant la panique chez les spectateurs.

Les forces de l'ordre, qui craignaient visiblement ce genre d'inci-

dent, sont intervenues très rapidement. L'université a été investie puis les brigades anti-émeutes ont donné l'assaut. Selon le communiqué du ministre de l'intérieur, le calme est maintenant revenu à Assiout. Toutefois une certaine tension demeure, car c'est la première fois depuis des mois que les maximalistes musulmans déclenchent une émeute de force d'une telle envergure dans cette université, considérée comme leur fief.

A. B.

M. Serge Dassault réclame un Euréka militaire

Devant plus de cent cinquante responsables politiques, industriels, administratifs et militaires des sept pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), M. Serge Dassault a lancé, mardi 8 mars, à Londres, un appel pour que les programmes européens de recherches scientifiques civiles ESPRIT et Euréka soient étendus au domaine militaire.

« Dans la perspective de l'Acte unique européen, et notamment expliqué le président-directeur général de Dassault-Breguet, il conviendrait de s'inspirer de tels programmes, faits de quoi l'industrie

européenne deviendrait peu à peu une entreprise de sous-traitance pour les Etats-Unis... »

« L'Europe pourra-t-elle se réaliser en continuant à acheter des matériels aux Etats-Unis sous des prétextes divers ? Nous ne devons avoir aucun complexe. L'Europe pourrait subvenir à sa défense sans faire appel aux Etats-Unis. Si, pour cela, il faut des moyens financiers importants en faveur de la Communauté, a ajouté M. Dassault, pourquoi hésiter à le faire. L'industrie européenne de l'armement veut bien l'agriculture. Qu'attend-on ? »

EN BREF

● M. Mitterrand à Madrid le 19 mars. — A l'invitation du président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, M. François Mitterrand se rendra en visite à Madrid le samedi 19 mars (le *Monde* du 9 mars).

● M. Mitterrand, les « nouveaux peuples » et les femmes. M. François Mitterrand a visité, mardi 8 mars en fin de matinée, à Paris, un centre médical pour « nouveaux peuples » créé en mai 1986 par l'association Médécine du monde. D'autre part, à l'occasion de la Journée des femmes, le président de la République a fait diffuser ce texte : « Aujourd'hui 8 mars, Journée internationale des femmes, je forme le vœu que partout dans le monde progressent les droits des femmes. Je pense surtout à celles qui souffrent des guerres, des famines, de la mortalité infantile, de l'ignorance, du mépris... Chez nous, les femmes ont remporté bien des batailles. Elles y ont acquis presque dans tous les domaines l'égalité des droits. Mais il nous reste encore beaucoup à faire pour que dans les faits soient pleinement reconnues leurs compétences et que leur soit donnée la liberté de décider de ce qui les concerne. »

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 mars

Reprise

Après huit séances de baisse consécutive, le mouvement s'est inversé mercredi. L'indicateur de tendance, après avoir ouvert en hausse de 0,8 %, progressait jusqu'à 1,68 % durant les transactions de la matinée. En hausse figuraient SGE (+9,57 %), Penhoët (+8,3 %), Alpi (+7,31 %), Immeubles de la Plaine Mouton (+6,24 %), SCOA (+6 %), Galeries Lafayette (+5,98 %) et BEV (+5,32 %). En baisse, on notait Via Banque (-4 %), Sogérap (-2,22 %), Institut Mérielux (-2,06 %), UIS (-1,85 %) et Codétel (-1,78 %).

Le numéro du « Monde » daté 9 mars 1988 a été tiré à 500 155 exemplaires

A B C D E F G



MONTRE MULTI-TIME CASIO.
Laissez-la faire le tour du Monde !

Étonnante CASIO - sur son cadran, les 5 continents - dans sa mémoire, les heures locales du monde entier - A votre choix, 29 villes autour du globe, leurs heures d'été ou d'hiver - Casio Multi-Time, elle est universelle. 399 F

CASIO LE TEMPS MODERNE



MON ROYAUME POUR CE PRIX-LÀ !

24 900 F HT
Un Macintosh SE DD 20 Mo et une Image writer II.

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e • 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91 37 25 03

29 931 40 F TTC



SVM SCIENCE & VIE MICRO

FAUT-IL JETER VOTRE COMPATIBLE IBM PC ?

Comment améliorer votre vieille machine ? SVM expertise pour vous les modèles de 1983 à 1987 et vous conseille les modifications pour utiliser les nouveaux logiciels.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MARS :

- Les bases de données sur Macintosh
- Traitement de texte Word 4.0 de Microsoft
- Images de synthèse : Les secrets des créateurs

N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

سكوا من الأصل